

COMMISSION ROYALE SUR  
LES PEUPLES AUTOCHTONES

ROYAL COMMISSION ON  
ABORIGINAL PEOPLES

ENDROIT/LOCATION: LE NOUVEL HÔTEL  
1740, BOUL. RENÉ-LÉVESQUE OUEST  
MONTRÉAL (QUÉBEC)

DATE: LUNDI LE 29 NOVEMBRE 1993

VOLUME: 1

"for the record..."

**STENOTRAN**

1376 Kilborn Ave.

OTTAWA 521-0703

## I N D E X

LE 29 NOVEMBRE 1993 / NOVEMBER 29, 1993

<b>NOM / NAME</b>	<b>PAGE</b>
Mot de bienvenue René Dussault, Coprésident Commission royale sur les peuples autochtones	1
Prière d'ouverture John Curotte	7
Présentation par le Forum paritaire Gérald Larose, Coprésident Roméo Saganash, Coprésident Bernard Cleary, Consultant Gérald Mckenzie, Président, Ligue des droits et libertés	10
Presentation by the Makivik Corporation Charlie Watt, President Zebedee Nungak, First Vice-President	97
Presentation by Nunavut Tunngavik Inc. Bernadette Makpah, Secretary-Treasurer Alex Campbell, Executive Director Paul Okalik, Director of Implementation John Merritt, Legal Counsel	166
Presentation by Inuvialuit Regional Corporation Roger Gruben, Chairperson Russel Newmark, Self-Government Advisor Vince Teddy, 1st Deputy Chairman	209
Présentation par Fernand Ouellet, Professeur et José Lopez Arellano, maître de conférences Université de Sherbrooke	247

1 Montréal (Québec)

2 --- L'audience débute à 9 h 21 le lundi

3 29 novembre 1993

4 **COPRÉSIDENT RENÉ DUSSAULT:** Je

5 voudrais souhaiter la bienvenue à tous ceux qui se sont  
6 déplacés pour cette première journée d'une dernière  
7 semaine d'audiences publiques de la Commission royale sur  
8 les peuples autochtones au Canada.

9 La Commission a été créée en septembre  
10 1991, a débuté ses audiences publiques en avril 1992.  
11 Nous avons visité près de 120 à 125 communautés. Cette  
12 semaine à Montréal constitue en fait la dernière semaine  
13 du processus de consultations publiques de la Commission  
14 royale.

15 Je voudrais à ce moment-ci dire quelques  
16 mots sur les travaux de la Commission et également sur  
17 le déroulement de la prochaine année, qui nous conduira  
18 au rapport final.

19 La Commission a décidé dès le départ  
20 d'établir le dialogue le plus suivi possible avec les  
21 divers peuples autochtones au Canada. C'est la raison  
22 pour laquelle nous avons mis sur pied un processus  
23 d'audiences publiques considérable, qui nous a amenés dans

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 toutes les provinces, les deux territoires, à plusieurs  
2 reprises.

3                   Nous avons eu quatre séries d'audiences  
4 publiques. Au terme de chacune des séries d'audiences  
5 nous avons publié un compte-rendu de ce que nous avons  
6 entendu ainsi qu'un document qui regroupait sous un certain  
7 nombre de thèmes le vécu qui nous avait été transmis et  
8 les idées de solutions qui nous avaient été transmises  
9 par les divers présentateurs.

10                   Nous avons entendu au-delà de 2 200  
11 organismes et individus qui ont fait valoir les points  
12 de vue les plus divers sur la réalité vécue par les peuples  
13 autochtones au Canada, et également sur le rapport souhaité  
14 beaucoup plus mature, beaucoup plus respectueux, empreint  
15 de réciprocité, rapport entre les peuples autochtones du  
16 Canada et le grand public par les gouvernements canadiens.

17                   Nous avons bien sûr entendu parler des  
18 problèmes mais nous avons aussi vu beaucoup d'espoir dans  
19 les communautés autochtones. On nous a fait part d'un  
20 bon nombre de solutions et également de pièges à éviter  
21 pour que, dans le fond, l'histoire ne se répète pas.

22                   Il y a eu des politiques qui notoirement  
23 étaient de mauvaises politiques, des politiques

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 canadiennes à l'égard des peuples autochtones. Les deux  
2 plus évidentes sont certainement celles des pensionnats  
3 et des écoles résidentielles, où volontairement dans une  
4 décision très claire, documentée, on a voulu, dans le fond,  
5 assimiler les peuples autochtones à l'ensemble canadien  
6 en essentiellement faisant apprendre comme langue seconde  
7 l'anglais ou le français, largement l'anglais, mais avec  
8 le résultat où on a fait perdre les cultures, les langues,  
9 où on a séparé les enfants des familles.

10 Il y a également d'autres politiques  
11 difficiles. Il y a eu plusieurs réinstallations de  
12 groupements d'Autochtones au Canada. Sans aucun doute  
13 que la plus importante et la plus médiatisée a été celle  
14 qui a pris place dans le nord du Québec en 1955, où on  
15 a déplacé les Inuits d'Inujuak (PH), Québec, de Port  
16 Harrison à l'époque, où on les a déplacés au niveau de  
17 Resolute Bay, de Grise Fiord dans l'extrême Arctique.

18 Le dossier autochtone est un dossier  
19 extrêmement important. Il ne s'agit pas uniquement d'un  
20 dossier propre aux Autochtones mais d'un dossier canadien.

21 Il y a un problème humain, il y a un problème de justice,  
22 que le Canada n'a pas réussi à aborder de façon durable,  
23 avec des solutions qui sont acceptables de part et d'autre.

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1                   Lorsque nous considérons le dossier  
2 autochtone je pense qu'il est important de se rendre compte  
3 que c'est un dossier qui touche non seulement les questions  
4 autochtones, mais la fabrique même du Canada. Donc ce  
5 qui est en cause c'est une vision future du pays canadien.

6                   Je voudrais avant d'aller plus loin dire  
7 que le rapport entre Autochtones et non-Autochtones au  
8 Canada est une préoccupation importante. Il y a eu, pour  
9 des raisons historiques, de création de mises en place  
10 sur les réserves, de création de situations où les  
11 Autochtones n'ont pas eu voix de chapitre au développement  
12 économique, au développement social, n'ont pas pu  
13 contrôler leur vie quotidienne dans les communautés.

14                   Il y a beaucoup de ressentiment, de  
15 désespoir, une certaine rancoeur, et il faut qu'on traverse  
16 ce mur de ressentiment pour avoir un dialogue fructueux.

17                   Nous espérons que les travaux de la  
18 Commission auront aidé à amorcer ce dialogue. On ne refait  
19 pas plusieurs décennies et plusieurs siècles même  
20 d'évolution sociale et historique en trois ans. Mais je  
21 pense qu'on peut en trois ans peut-être créer les germes  
22 d'une réflexion beaucoup plus importante et en arriver  
23 à une vision d'avenir qui en soit une non pas de rejet

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 mais de respect, qui en soit une non pas de paternaliste  
2 mais de partenariat, qui en soit une qui n'est pas  
3 uniquement de revendications mais de solutions de  
4 co-existence entre Autochtones et non-Autochtones au  
5 Canada.

6                                   Étant Montréal c'est particulièrement  
7 important. Nous savons que les relations depuis l'été  
8 1990 entre Autochtones et non-Autochtones ont été  
9 difficiles. Nous savons que le dossier demeure entier  
10 du côté des communautés mohawks et de leurs voisins.

11                                   De part et d'autre on nous a exprimé un  
12 désir très important de normaliser les relations et de  
13 vivre de façon moins crispée, de pouvoir respirer davantage  
14 et dans le fond de part et d'autre on aspire à trouver  
15 une façon de rétablir les ponts et de créer des mécanismes  
16 qui vont pouvoir permettre de travailler ensemble.

17                                   C'est dans cet esprit que la Commission  
18 ce matin va recevoir le premier mémoire de la semaine de  
19 la part du Forum paritaire autochtone québécois, ou  
20 québécois autochtone. Il s'agit d'un signe encourageant  
21 de ce qui se passe dans notre société. Il y a beaucoup  
22 de bonne volonté au-delà des sautes d'humeur, des  
23 frustrations de part et d'autre. Il y a beaucoup de gens

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 qui veulent travailler activement à rétablir les ponts  
2 et à trouver un rapport qui soit un rapport efficace et  
3 respectueux d'égal à égal entre les peuples autochtones  
4 et le peuple québécois et le peuple canadien, dans le fond,  
5 entre tous les Canadiens et les Autochtones.

6 Je voudrais sans plus tarder à ce  
7 moment-ci demander à John Curotte, qui est avec nous, qui  
8 est de Kahnawake, du peuple Mohawk, de faire la prière  
9 pour aider à ce que nous ayons les esprits les plus clairs  
10 possible cette semaine.

11 Par la suite je voudrais demander à Mary  
12 Sillett, qui est une Innuke du Labrador, qui est avec moi  
13 ce matin, de dire quelques mots, et nous pourrons par la  
14 suite entendre la présentation du mémoire du Forum  
15 paritaire.

16 John Curotte.

17 **(Prière d'ouverture)**

18 **CO-CHAIR RENÉ DUSSAULT:** Thank you.

19 I would like to ask Mary Sillett to say  
20 a few words.

21 **COMMISSIONER MARY SILLETT:** Thank you  
22 very much, Mr. Dussault. I'd like to say first of all  
23 I'm very, very pleased to be here. Mr. Dussault's



le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 opening comments were very, very comprehensive, but I would  
2 like to take this opportunity to introduce other members  
3 of our seven-person Commission.

4                   There are seven commissioners. We were  
5 appointed by Order-in-Council in August of 1991. Mr.  
6 Dussault and I are here today. This is our final round  
7 of public hearings.

8                   We have Mr. Georges Erasmus, who is also  
9 a Co-Chair of the Commission. He is a Dene from the  
10 Northwest Territories, and he has also been the former  
11 National Chief of the Assembly of First Nations.

12                   We have Mrs. Bertha Wilson, who was the  
13 first woman in Canada ever appointed to the Supreme Court  
14 of Canada.

15                   We have Mrs. Viola Robinson. She'll be  
16 coming here on Thursday to conclude the rest of the  
17 hearings. She's a Micmac from Nova Scotia and she's a  
18 former President of the Native Council of Canada.

19                   We have Mr. Peter Meekison, who is a  
20 University of Political Science professor at the  
21 University of Alberta.

22                   And we have Paul Chartrand, who is a  
23 Métis. He is also a university professor. He used to

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 be at the University of Manitoba.

2 I would also like to introduce some of  
3 the Commission staff, because people sometimes fail to  
4 recognize that the work of the Commission wouldn't be done  
5 without these people. These are the people who get up  
6 long before we ever get up. They work long after we've  
7 gone to our meetings. I'd like to take this opportunity  
8 to give them some recognition. As I introduce you, would  
9 you please stand up.

10 We have Luc Lainé, he's on contract with  
11 the Commission. He's our Team Leader.

12 We have Michèle Noël, Danièle Labonté,  
13 who are team assistants.

14 We have John Crump. He works in the  
15 research section of the Royal Commission. He works in  
16 the North.

17 We have Allan Gabriel. He works in  
18 Communications with the Royal Commission.

19 We have also Konrad Sioui. He's a  
20 Senior Policy Analyst with the Commission.

21 We have Jo Ann Gagnon, who is also a  
22 Senior Policy Analyst.

23 And we have Michael Cassidy, who is

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 working with the Royal Commission on contract. He's done  
2 many of the publications that you'll see outside of this  
3 Commission.

4 I'd like to say that today is a very good  
5 day for me because it's the final public hearing that I'm  
6 going to be -- it has been very, very difficult for me.

7 Since August 1991 we have travelled to over 120  
8 communities, one-third of those. We've heard from well  
9 over 2,000 people. In the next year we'll be  
10 concentrating on the really hard work. I can see in  
11 December of next year hopefully we'll have concluded this  
12 work. But just to remind people too today that we'll be  
13 hearing from people who have received funds through the  
14 Intervenor Participation Program. Some of those people  
15 either expressed an interest or their presentations were  
16 considered extremely interesting for the Commission, and  
17 we're hearing from those groups today.

18 Thank you very much. I look forward to  
19 hearing the presentations this week.

20 **CO-CHAIR RENÉ DUSSAULT:** Thank you,  
21 Mary.

22 J'aimerais maintenant demander aux  
23 représentants du Forum paritaire, M. Gérald Larose et Roméo

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 Saganash, de venir nous rencontrer à la table adjacente  
2 pour faire la présentation.

3 Nous voulons vous souhaiter la  
4 bienvenue, monsieur Larose ainsi qu'à vos collègues.  
5 Quand vous êtes prêts à faire la présentation vous pouvez  
6 peut-être indiquer les représentants du Forum paritaire,  
7 et nous vous écoutons.

8 **BERNARD CLEARY, Personne-ressource,**  
9 **Forum paritaire:** Monsieur le Coprésident, madame la  
10 Commissaire, avant de commencer la présentation, tel que  
11 vous le soulignez, j'aimerais vous présenter ceux qui font  
12 partie de la table ici, mais aussi l'ensemble des  
13 signataires du manifeste.

14 De l'Assemblée des Évêques du Québec,  
15 Monseigneur Gérard Drainville.

16 De l'Association des femmes  
17 autochtones du Québec, M<sup>me</sup> Jackie Kistabish. Elle est  
18 représentée aujourd'hui ici par M<sup>me</sup> Beverly Sabourin.

19 De la Centrale de l'enseignement du  
20 Québec, M<sup>me</sup> Lorraine Pagé, Présidente, MM Daniel Lachance  
21 et Henri Laberge.

22 Du Centre justice et foi, le Père Julien  
23 Harvey.

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 De la Confédération des caisses  
2 Desjardins, M. Michel Doray et Claude Têtu. M. Têtu est  
3 ici aujourd'hui. D'ailleurs M. Laberge et M. Harvey sont  
4 aussi ici.

5 De la Confédération des syndicats  
6 nationaux, M. Gérald Larose.

7 Du Conseil des Atikamekw et des  
8 Montagnais, MM René Simon et Arthur Robertson.

9 Du Grand conseil de la nation Waban-aki,  
10 M. Denis Landry.

11 Du Grand conseil des Cris, M. Saganash.

12 De la Ligue des droits et libertés, M.  
13 Gérald Mckenzie et M<sup>me</sup> Sylvie Paquerot.

14 Du Regroupement des centres d'amitié  
15 autochtones du Québec, M<sup>me</sup> Édith Cloutier.

16 Les personnes-ressource: Moi-même et  
17 Pierre Bonnet et René Boudreault.

18 Avant de donner la parole aux deux  
19 coprésidents je voudrais simplement vous souligner ceci.

20 C'est que le présent manifeste du Forum paritaire  
21 québécois-autochtone a fait un consensus auprès des  
22 signataires qui y représentent leur organisation  
23 respective.

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1                   Le processus d'appropriation du  
2 manifeste par les instances de ces organisations poursuit  
3 actuellement son cours.

4                   Enfin, à la table ici vous avez M. Gérald  
5 Mckenzie, qui représente, comme je vous disais tantôt,  
6 la Ligue, qui est à l'extrême gauche.

7                   M. Gérald Larose, Coprésident de la CSN,  
8 et M. Roméo Saganash. M. Saganash va commencer la lecture  
9 du mémoire.

10

11                   **ROMÉO SAGANASH, Coprésident, Forum**

12 **paritaire:** (Langue autochtone - aucune traduction.)

13                   **GÉRALD LAROSE, Coprésident, Forum**

14 **paritaire:** Cinq objectifs complémentaires orientent  
15 notre effort dans la perspective plus globale de convenir  
16 d'une véritable alliance entre la nation québécoise et  
17 les nations autochtones.

18                   D'abord, se connaître, s'informer  
19 mutuellement et identifier les enjeux de la vie en société  
20 entre Autochtones et Québécois.

21                   Deuxièmement, clarifier et articuler  
22 les concepts qui doivent nous permettre de nous rejoindre  
23 autour d'une même perspective d'action.

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 Troisièmement, nous entendre sur une ou  
2 des propositions d'éléments d'une nouvelle alliance.

3 Quatrièmement, se donner, au sein de  
4 chaque groupe représenté au Forum, les moyens pour faire  
5 un travail d'information, de sensibilisation et de prise  
6 de position sur les questions envisagées.

7 Cinquièmement, devenir un groupe-acteur  
8 dans le débat public afin de bien informer et d'influencer  
9 objectivement et positivement le débat et les décisions  
10 qui peuvent être prises quand à l'avenir entre Québécois  
11 et Autochtones.

12 **ROMÉO SAGANASH:** Quant à la démarche,  
13 certaines personnes ont fait valoir que l'expérience du  
14 Forum paritaire de tenter de construire des ponts entre  
15 la nation québécoise et les nations autochtones est une  
16 démarche qui mérite d'être connue et étendue afin de  
17 sensibiliser d'autres personnes ou organisations à cette  
18 question.

19 Nous avons voulu que ce manifeste soit  
20 déposé entre autres à la Commission royale sur les peuples  
21 autochtones et que cette démarche engage le plus possible  
22 les organismes membres du Forum.

23 La présentation du manifeste du Forum

**le 29 novembre 1993**

**Commission royale sur  
les peuples autochtones**

1 à la Commission royale nous a semblé pertinente. Il s'agit  
2 là d'une tribune privilégiée pour nous adresser aux  
3 autorités politiques des divers niveaux de gouvernement  
4 ainsi qu'aux populations qui ne participent pas au Forum  
5 pour propager une réflexion sur les moyens de jeter des  
6 ponts entre nos nations et de bâtir un projet de société  
7 commun valable.

8                   Nous abordons devant la Commission un  
9 certain nombre de questions qui concernent les relations  
10 entre Autochtones et Québécois et nous en soumettons  
11 d'autres à des réflexions et des prises de position  
12 ultérieures.

13                   Nos réflexions sont élaborées de telle  
14 sorte qu'elles trouvent leur pleine valeur dans un contexte  
15 de souveraineté du Québec tout autant que dans un contexte  
16 fédéral.

17                   Dans la mesure où les réalités vécues  
18 ne sont jamais complètement positives ou négatives,  
19 plusieurs des questions abordées comportent des aspects  
20 de divergence et de convergence d'opinions et d'intérêts  
21 et peuvent évoluer dans un sens comme dans l'autre. Nous  
22 avons tenté d'identifier ces aspects sans complaisance  
23 ni naïveté, mais en désirant renforcer nos convergences.

StenoTran



**le 29 novembre 1993**

**Commission royale sur  
les peuples autochtones**

1                   Le Forum considère important de  
2 rappeler les distinctions qui existent concernant les  
3 réalités démographiques, géographiques, sociologiques,  
4 culturelles, etc., des nations autochtones de même que  
5 sur les points de vue de chacune de ces nations.

6                   Nous convenons qu'il faudrait  
7 idéalement signaler les nuances sur la position de chacun  
8 des groupes autochtones et des groupes sociaux du Québec,  
9 celle des conseils nationaux et des associations  
10 représentatives québécoises et autochtones, l'opinion de  
11 certains regroupements de femmes ou de certains groupes  
12 de pression au Québec et à l'intérieur de certaines  
13 nations.

14                   Cela est impossible et irréaliste en  
15 raison de l'ampleur de ce travail et des moyens dont nous  
16 disposons. Nous retenons cependant que l'analyse que nous  
17 présentons correspond à un consensus au sein du Forum  
18 paritaire.

19                   Nous rappelons par ailleurs la  
20 difficulté que constituent la définition d'un projet de  
21 société, la compréhension et la communication entre des  
22 gens de cultures différentes, la diversité des opinions  
23 et des intérêts en milieux québécois et autochtones, et

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 la diversité elle-même des nations autochtones.

2 **GÉRALD LAROSE:** Dès le début de sa  
3 présentation le Forum paritaire tient à affirmer certains  
4 principes qui ont fait consensus et qui guident sa  
5 réflexion et ses prises de position.

6 Premier principe: Le Forum paritaire  
7 reconnaît le droit à l'autodétermination des peuples  
8 vivant au Québec, soit les onze peuples autochtones et  
9 le peuple québécois. Il reconnaît aussi que l'exercice  
10 démocratique de ce droit pourrait se traduire par leur  
11 accession à la souveraineté politique. Il affirme que,  
12 dans ce cas, des impératifs géographiques et la sagesse  
13 politique impliquent une nécessaire association. Il  
14 s'engage à défendre ce droit à l'autodétermination ainsi  
15 que l'exercice de ce droit et à promouvoir, le cas échéant,  
16 cette association.

17 Deuxième principe: Le Forum considère  
18 qu'il serait insuffisant de s'en tenir à la simple  
19 protection juridique des peuples autochtones sur le  
20 territoire du Québec, même s'ils sont minoritaires, que  
21 ce soit au nom de la personne ou des droits collectifs.

22 Il reconnaît que les droits ancestraux de chaque peuple  
23 autochtone incluent des droits territoriaux à définir et

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 un droit inhérent à l'autonomie politique.

2 Troisième principe: Par le fait que  
3 pendant plus de trois siècles les Québécois ont occupé  
4 et développé une partie du territoire, le Forum reconnaît  
5 les droits du peuple québécois.

6 Pour devenir compatibles, ces droits  
7 territoriaux et politiques des peuples autochtones et du  
8 peuple québécois doivent être négociés dans un climat de  
9 droit et non de rapport de force. La négociation de ces  
10 questions doit tenir compte des revendications historiques  
11 de chaque peuple autochtone, des droits du peuple  
12 québécois, du droit international et de la jurisprudence  
13 ainsi que de l'espace vital nécessaire à chacun des peuples  
14 autochtones et québécois.

15 Le Forum considère que plusieurs types  
16 de possession et de gestion du territoire par les peuples  
17 autochtones et québécois peuvent être envisagés et  
18 négociés, en particulier, l'établissement de territoires  
19 autonomes dont la population serait très majoritairement  
20 autochtone et pourrait en avoir la pleine possession,  
21 territoires constituant l'assise territoriale de leur  
22 autonomie; la gestion partagée de territoires dont  
23 l'exploitation des ressources assurera un développement

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 économique et social suffisant pour les besoins des peuples  
2 autochtones.

3 Le Forum signale que cette gestion  
4 partagée concerne tout particulièrement les territoires  
5 du Moyen Nord et du Grand Nord, favorisant le développement  
6 d'une économie nordique et même circumpolaire.

7 Les deux types de territoires ne seront  
8 pas nécessairement contigus.

9 Les ententes négociées devront couvrir  
10 la protection des ressources naturelles en général, des  
11 habitats fauniques et de l'environnement ainsi que  
12 reconnaître que les Autochtones du Québec ont un lien  
13 particulier avec la terre.

14 L'étendue des compétences de chaque  
15 gouvernement pourra varier de l'un à l'autre et leur  
16 exercice sera déterminé par la voie de la négociation.

17 Le Forum reconnaît que des accords  
18 particuliers doivent être envisagés avec les parties  
19 concernées en ce qui a trait aux communautés autochtones  
20 vivant en milieu urbain.

21 Le processus d'accès à l'autonomie  
22 politique supposera la mise en place de gouvernements  
23 fondés non pas sur le caractère racial ou ethnique des

**le 29 novembre 1993**

**Commission royale sur  
les peuples autochtones**

1 personnes qui en sont sujets, mais sur une assise  
2 territoriale. Cependant, ces gouvernements pourront  
3 prendre des mesures particulières, inspirées du droit  
4 international et des déclarations de l'Organisation des  
5 Nations unies, pour protéger les caractéristiques  
6 ethniques de leurs composantes.

7 De plus, ces gouvernements devront  
8 détenir les moyens de protéger leur langue et leur culture  
9 nationale spécifiques, ainsi qu'une base économique  
10 autonome.

11 Les non-Autochtones qui vivront et  
12 oeuvreront dans les assises territoriales de ces  
13 gouvernements auront les droits et les devoirs des citoyens  
14 de ces territoires.

15 Quatrième principe: Le Forum reconnaît  
16 que dans l'éventualité d'une modification du statut  
17 politique du Québec les droits existant à ce moment-là  
18 des peuples autochtones et des personnes qui en font partie  
19 seront maintenus intégralement et toutes les obligations  
20 précédemment assumées par le Canada à leur égard le seront  
21 alors par le Québec, jusqu'à ce que ces droits et  
22 obligations soient, le cas échéant, modifiés par des  
23 ententes.

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1                   Cinquième principe: Le Forum ne  
2 prétend pas résoudre toutes les questions litigieuses dans  
3 les relations entre les nations autochtones et le Québec.  
4 Il recommande cependant la création, dès aujourd'hui,  
5 par la nation québécoise et les nations autochtones, d'un  
6 mécanisme paritaire québécois-autochtone possédant  
7 l'autorité requise pour exercer la vigilance à l'égard  
8 des négociations et à l'égard de l'application juste et  
9 éventuellement progressive des ententes entre toutes les  
10 parties concernées.

11                   Ce mécanisme paritaire accompagnerait  
12 les parties dans les négociations pour régler leurs  
13 litiges. Il devrait, à la demande d'une partie, avoir  
14 des pouvoirs de médiation, de recommandation et  
15 d'arbitrage.

16                   Dans le cadre d'un Québec qui choisirait  
17 la voie de la souveraineté, ce mécanisme devrait présider  
18 le processus de négociation de la redéfinition des rapports  
19 entre le Québec souverain et les nations autochtones.

20                   Une fois ces rapports redéfinis, le  
21 mécanisme permanent de résolution des litiges prévu au  
22 chapitre 9 du présent document devrait s'appliquer.

23                   Sixième principe: Le Forum reconnaît

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 les relations existantes entre les nations autochtones  
2 vivant au Québec et les membres des nations autochtones  
3 vivant à l'extérieur du Québec.

4 Le Forum favorise le maintien et le  
5 développement de rapports de coopération entre les  
6 Autochtones qui vivent à l'extérieur du Québec.

7 Septième principe: Le Forum rappelle  
8 que le nombre de personnes impliquées n'influence en aucune  
9 façon le droit. Il reconnaît cependant que ce nombre peut  
10 en moduler les applications concrètes.

11 Huitième principe: Le Forum recommande  
12 que toutes les parties impliquées reconnaissent la Charte  
13 des droits humains de l'ONU, incluant la Déclaration  
14 universelle des droits et les deux Pactes internationaux  
15 relatifs aux droits civils, économiques, sociaux et  
16 culturels, ainsi que la Convention sur l'élimination de  
17 toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

18 **ROMÉO SAGANASH:** In regards to the  
19 political framework, eleven Aboriginal nations have been  
20 recognized by the National Assembly since 1985. These  
21 eleven nations have aboriginal rights that include, we  
22 think, territorial rights.

23 The Equality Forum considers that these

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 nations are also peoples and should as such have the right  
2 to self-government on their territory as well as the right  
3 to accede to the means that would enable them to control,  
4 according to their needs, their own collective development  
5 at the political, economic, social and cultural levels.

6                   If Quebec were to choose the sovereignty  
7 option this would imply that each of these eleven  
8 aboriginal peoples should be represented at the  
9 Constituant Assembly of this geopolitical entity. This  
10 Assembly would have to define the main components of the  
11 political framework to be established between the  
12 Aboriginal peoples and the Quebec people, as well as the  
13 appropriate mechanisms such as a charter of individual,  
14 collective and national rights and a common political forum  
15 or institution.

16                   **GÉRALD LAROSE:** De nombreux liens  
17 économiques et sociaux existent déjà entre les peuples  
18 autochtones et le peuple québécois, entre leurs  
19 organisations et l'administration publique du Québec.

20                   Dans les dernières décennies le peuple  
21 québécois a atteint un certain niveau de développement  
22 économique et social, malgré les problèmes qui subsistent  
23 encore, tandis que les peuples autochtones sont à l'aube



le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 d'un développement qui doit satisfaire de grands besoins  
2 et combler un large rattrapage.

3                   Quelles que soient les voies originales  
4 que chacun choisira, l'harmonisation des économies sera  
5 nécessaire par la voie de la négociation et de la  
6 réglementation.

7                   La recherche d'une plus grande autonomie  
8 pour le peuple québécois et pour les peuples autochtones  
9 ne constitue pas un recul dans l'histoire mais un pas vers  
10 l'avenir. Cette autonomie se fonde d'abord et avant tout  
11 sur un effort d'autodéveloppement, sur le sens de  
12 l'initiative et sur le dynamisme interne de chacun des  
13 peuples.

14                   Ce développement devra viser  
15 l'autosuffisance économique par le biais, entre autres,  
16 de la fiscalité, du commerce, de la taxation et des revenus  
17 provenant de l'utilisation des ressources naturelles.

18                   Un développement qui se veut viable et  
19 durable, dans le contexte de la mondialisation et de la  
20 formation de grands ensembles, exige une restructuration  
21 de l'économie qui se fonde d'abord sur la capacité porteuse  
22 des dynamismes locaux et qui exige une plus grande  
23 décentralisation et une plus grande déconcentration des

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 décisions.

2                   Le Forum paritaire reconnaît par  
3 conséquent que plusieurs objectifs sociaux et économiques  
4 sont communs à tous les partenaires concernés: mécanismes  
5 de répartition de la richesse, meilleur usage des  
6 ressources naturelles, meilleurs services de santé et  
7 d'éducation et meilleures relations internationales.

8                   Il recommande que les mécanismes  
9 existants dans ces domaines soient renforcés et que de  
10 nouveaux soient créés, de façon paritaire, favorisant  
11 l'harmonisation et l'autodéveloppement, en particulier  
12 dans le domaine de l'économie des Autochtones.

13                   **ROMÉO SAGANASH:** En regard du  
14 développement culturel, tout autant que le peuple  
15 québécois, chaque peuple autochtone a une spécificité  
16 culturelle qui doit être considérée comme une richesse  
17 patrimoniale à mettre en valeur.

18                   Dans le cadre du développement durable,  
19 la culture doit être comprise dans son sens large, incluant  
20 la langue, le mode de vie, l'éducation, l'économie. Il  
21 va de soi que chaque nation autochtone doit être considérée  
22 comme responsable de son propre développement culturel  
23 et doit donc disposer non seulement des pouvoirs mais aussi

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 des moyens nécessaires à cet effet.

2 Des moyens doivent être mis en place pour  
3 harmoniser les relations interculturelles pour mieux  
4 s'expliquer et se comprendre mutuellement et pour lutter  
5 contre le racisme et les préjugés. L'un des moyens à  
6 privilégier serait une meilleure connaissance de nos  
7 cultures réciproques.

8 Le Forum ne croit pas que le Québec doive  
9 imposer une langue seconde aux peuples autochtones.  
10 Cependant, le Forum recommande de favoriser le français  
11 comme langue d'échange et de prendre tous les moyens  
12 nécessaires pour que se développe l'usage des langues  
13 autochtones et pour que les cultures des nations  
14 autochtones s'épanouissent et soient diffusées dans la  
15 société québécoise.

16 Le Forum fait appel à l'ouverture de  
17 chacun à la réalité de l'autre et à de meilleures  
18 communications mutuelles.

19 **GÉRALD LAROSE:** Relativement aux  
20 droits individuels, aux droits collectifs et aux droits  
21 nationaux, à l'heure actuelle les instruments légaux dont  
22 on dispose ne sont pas adaptés à la réalité des droits  
23 collectifs et nationaux du peuple québécois et des peuples

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 autochtones.

2 Le Forum considère la nécessité d'une  
3 charte commune, fondée sur la Déclaration universelle des  
4 droits humains, qui permettra de protéger les droits  
5 individuels fondamentaux des personnes, l'égalité des  
6 sexes, les droits collectifs et les droits nationaux.

7 Le Forum inclut dans les droits  
8 collectifs, entre autres, les droits au travail, à  
9 l'association, à la santé, au logement, à la qualité de  
10 l'environnement et à l'éducation et, dans les droits  
11 nationaux, l'autonomie gouvernementale, la protection et  
12 la promotion de la langue et de la culture.

13 **ROMÉO SAGANASH:** With respect to  
14 conflict resolution, as mentioned in subsection 4.5, the  
15 Forum suggests a permanent mechanism for conflict  
16 resolution which would replace the temporary mechanism  
17 provided for therein.

18 The permanent mechanism would be  
19 modelled on practices developed elsewhere. For example,  
20 the Waitangi Tribunal of New Zealand, the Indian Commission  
21 and the Ontario statement on political relationships with  
22 First Nations, and the Draft Universal Declaration of the  
23 UN on the rights of indigenous peoples.

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 Further to the drafting of a coexistence  
2 treaty agreed to by Aboriginal peoples and non-Aboriginal  
3 peoples in Canada and Quebec, an arbitration tribunal based  
4 on principles of equality and multiculturalism, legal  
5 pluralism, and as a multiple value system should be  
6 established.

7 This tribunal would see to the  
8 application of the Coexistence Treaty. Such a treaty  
9 would take precedence over the loss of general application  
10 of the country and would preside over relations between  
11 the First Nations and the people living in this country.

12 Decisions rendered by this tribunal  
13 within its field of jurisdiction would be final and  
14 enforceable. In addition to its arbitration function the  
15 tribunal would also have the powers of mediation,  
16 recommendation, and conciliation.

17 **GÉRALD LAROSE:** Pour conclure, la  
18 démarche du Forum paritaire s'inscrit dans le processus  
19 d'élaboration d'un projet de société qui se veut en même  
20 temps une formule concrète de convivialité. Le Forum  
21 envisage l'avenir, sans pour autant oublier le passé.

22 Les tensions sont actuellement  
23 importantes aux plans politique et juridique entre la

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 population autochtone et la population québécoise et il  
2 est devenu impérieux, en plus d'améliorer la communication  
3 sur ces deux aspects, de l'établir sur d'autres plans,  
4 particulièrement social et économique.

5 L'initiative du Forum ne constitue  
6 qu'une amorce de rencontre et le cercle de travail commun  
7 devra s'agrandir à d'autres facteurs de la vie sociale  
8 des milieux autochtones et québécois.

9 Il y aura toujours des différences qui  
10 subsisteront sur les plans de la culture, de la langue,  
11 du mode de vie et de certaines priorités de développement  
12 et nous devons apprendre à vivre avec elles et à les  
13 respecter.

14 Nous avons cependant, dès maintenant,  
15 la responsabilité commune de tout tenter pour renforcer  
16 nos convergences. Nous sommes conviés par l'histoire et  
17 la géographie à relever le défi de vivre ensemble et à  
18 identifier rapidement les assises de nos relations  
19 mutuelles.

20 La rencontre historique qui a eu lieu  
21 en 1534 a été compromise parce qu'établie sur un rapport  
22 de force; elle doit se concrétiser maintenant dans un  
23 contexte de justice, d'équité et de respect mutuel. Nos

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 solitudes sont devenues intolérables et les Québécois et  
2 les Autochtones doivent jeter les bases d'un équilibre  
3 social sur lequel bâtir une véritable alliance.

4 Les membres du Forum s'engagent donc à  
5 poursuivre leur travail dans leur organisation respective  
6 et invitent d'autres organismes et d'autres personnes qui  
7 veulent être des agents positifs de changement à  
8 s'approprier leur réflexion.

9 Merci bien, monsieur le Président.

10 **COPRÉSIDENT RENÉ DUSSAULT:** Je  
11 voudrais d'abord remercier, au nom de la Commission, les  
12 membres du Forum paritaire d'avoir fait cette réflexion  
13 conjointe, et je pense que ça mérite d'être souligné, sur  
14 les rapports entre Autochtones et non-Autochtones au sein  
15 du Québec ou au sein du Canada, comme vous le dites,  
16 dépendant de l'évolution future.

17 Je voudrais souligner que c'est  
18 certainement la première fois, dans l'ensemble des  
19 audiences publiques, que nous avons eu l'occasion de tenir  
20 au Canada qu'une position conjointe, autochtone et  
21 non-autochtone, représentant des forces vives des deux  
22 côtés, nous est faite.

23 Je pense que ça mérite d'être souligné.

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 Il s'agit là sans aucun doute d'une initiative d'avenir  
2 porteuse d'espoir et porteuse aussi, sans aucun doute,  
3 de résultats.

4 Nous voulons vous remercier d'avoir pris  
5 l'initiative, d'avoir senti, effectivement, la nécessité  
6 d'une telle démarche. Certainement que la Commission  
7 bénéficiera grandement de cette réflexion qui est amorcée  
8 de part et d'autre, Autochtones et non-Autochtones au  
9 Québec. Je pense qu'on pourra aussi en faire bénéficier  
10 plus largement l'ensemble canadien.

11 Je voudrais peut-être commencer en  
12 clarifiant certaines petites questions techniques et  
13 peut-être en abordant une question centrale, qui est  
14 l'application de votre manifeste dans le cadre du  
15 fédéralisme canadien ou de la souveraineté et d'une pleine  
16 accession du Québec à la souveraineté. Par la suite on  
17 pourra peut-être prendre une pause-santé, après quoi ma  
18 collègue et moi aimerions vous poser un certain nombre  
19 de questions spécifiques sur les divers éléments de votre  
20 manifeste.

21 D'abord sur le plan de clarification  
22 vous dites dans votre document que les personnes suivantes  
23 présentent le présent manifeste, et dans la note que le



le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 processus d'appropriation de celui-ci est en cours dans  
2 les diverses instances.

3 J'essaie d'être bien clair sur le statut  
4 actuellement du document. Si je comprends bien, bien sûr,  
5 il représente les vues de ses signataires.

6 Des instances comme les Caisses  
7 populaires Desjardins ou comme des instances syndicales  
8 ou comme les instances du côté autochtone, est-ce que le  
9 manifeste a fait l'approbation par les instances suprêmes  
10 de chacun des organismes qui est présent, ou si c'est un  
11 processus qui en cours? Quand vous parlez  
12 d'appropriation, est-ce que c'est une acclimatation, une  
13 meilleure connaissance du fond des questions qui sont dans  
14 le manifeste ou si techniquement est-ce qu'il y a une  
15 approbation de chacun des organismes à ce moment-ci, ou  
16 si c'est en voie de développement?

17 **GÉRALD LAROSE:** D'abord il faut vous  
18 informer que les membres signataires du Forum ont été  
19 participants à ce Forum sous mandat de leurs propres  
20 organisations, c'est-à-dire que ce sont des gens qui ont  
21 des responsabilités dans leur organisation et qui ont eu  
22 mandat de participer à l'élaboration d'une plate-forme  
23 commune.

**le 29 novembre 1993**

**Commission royale sur  
les peuples autochtones**

1                   Autrement dit, ces personnes ne sont pas  
2 là à titre purement personnel. Elles font ce travail en  
3 étant dûment autorisées par leur organisation.

4                   Deuxièmement, pour les travaux mêmes du  
5 Forum nous avons tenu à faire en sorte que ce travail se  
6 fasse avec une certaine liberté et une certaine distance  
7 par rapport aux organisations, précisément pour enclencher  
8 une dynamique, un mouvement qui ferait en sorte qu'on  
9 pourrait, dans un aller et retour constant, permettre aux  
10 organisations de s'appropriier les contenus et de faire  
11 cheminer les différentes composantes.

12                   À ce stade-ci cet avancement n'est pas  
13 le même dans chacune des organisations. On peut dire que  
14 certaines organisations ont des mandats formels qui  
15 endossent intégralement les contenus, d'autres ont des  
16 mandats formels de niveau supérieur et qui vont  
17 tranquillement pas vite descendre.

18                   Je voudrais aussi souligner que le Forum  
19 se donne la possibilité de revenir sur ces contenus suite  
20 à l'immense démarche d'appropriation par les organisations  
21 pour voir si on ne peut pas creuser davantage tel aspect  
22 ou tel autre.

23                   Bref, si je me résume, on a voulu piloter

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 une démarche qui ferait en sorte que bon nombre de groupes  
2 dans la société pourraient prendre, je dirais, le mouvement  
3 et s'inscrire dans une dynamique qui ferait en sorte que  
4 collectivement on pourrait construire les ponts et les  
5 propositions qu'on croit être les plus viables et les plus  
6 durables pour nos rapports mutuels autochtones et  
7 québécois.

8 **COPRÉSIDENT RENÉ DUSSAULT:** Merci,  
9 monsieur Larose. Je pense que ça clarifie le statut actuel  
10 du document. Ça le clarifie très bien.

11 Si je comprends bien dans la foulée de  
12 ce que vous venez de dire, il est possible et vous souhaitez  
13 que d'autres organismes se joignent au Forum paritaire  
14 et participent à la démarche.

15 **GÉRALD LAROSE:** En fait, le manifeste  
16 est rendu public devant vous aujourd'hui. Les membres  
17 du Forum souhaite que d'autres groupes dans la société  
18 québécoise s'emparent de cette réflexion et  
19 vraisemblablement nous mettrons en place un dispositif  
20 pour permettre à ces autres groupes d'entrer en dynamique  
21 avec le Forum pour poursuivre la réflexion.

22 **COPRÉSIDENT RENÉ DUSSAULT:** Merci.

23 Comme il s'agit là d'une démarche

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 d'éducation publique et du public importante pour  
2 enclencher un mouvement de réflexion, et vous le dites  
3 au point trois de la démarche, que vous souhaitez faire  
4 en sorte que ça s'adresse aux populations pour faire en  
5 sorte qu'elles participent au Forum, peut-être un point  
6 de curiosité.

7                                    Quel est le mécanisme de circulation,  
8 de diffusion de votre document? Quel mécanisme avez-vous  
9 envisagé pour permettre la plus large circulation possible  
10 du manifeste du Forum paritaire?

11                                   **GÉRALD LAROSE:** Nous avons imprimé le  
12 manifeste, je crois que c'est 3 000 exemplaires à ce  
13 stade-ci, pour permettre une première diffusion, étant  
14 entendu que dans les organisations bon nombre veulent eux  
15 mêmes le reproduire. Il y a aucune limite à la  
16 reproduction de ce document.

17                                   Nous sommes à mettre au point la version  
18 anglaise de ce document que nous souhaitons voir être  
19 débattue aussi dans les groupes qui possèdent davantage  
20 la langue anglaise.

21                                   Alors au plan de la diffusion, c'est  
22 aujourd'hui qu'il est rendu publique, mais des efforts  
23 sont faits pour qu'il soit le plus largement répandu dans

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 l'ensemble des groupes.

2 **COPRÉSIDENT RENÉ DUSSAULT:** Je vous  
3 remercie. Je pense qu'effectivement la version anglaise  
4 du document sur le plan de l'ensemble canadien, comme je  
5 disais d'entrée de jeu, il y a là des idées utiles plus  
6 largement. Je pense que ce sera extrêmement utile  
7 également.

8 Je voudrais maintenant en venir,  
9 toujours au point trois de votre démarche, à la question  
10 de l'applicabilité des propositions que vous faites.

11 Vous dites que "nos réflexions sont  
12 élaborées de telle sorte qu'elles trouvent leur pleine  
13 valeur dans le contexte de la souveraineté du Québec tout  
14 autant que dans un contexte fédéral". Plus loin vous  
15 parlez de mécanismes et constituantes, vous parlez d'un  
16 genre de souveraineté association à l'intérieur du Québec  
17 entre le peuple québécois et les onze nations autochtones.

18 Est-ce que sur le plan fédéral canadien,  
19 sur le plan de l'ensemble de la société canadienne, je  
20 comprends que vous dites que c'est utile, dans une  
21 situation ou dans l'autre est-ce que vous avez poursuivi  
22 votre réflexion, parce que l'essentiel du document est  
23 quand même dans le contexte québécois. Pourriez-vous

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 élaborer là-dessus. Est-ce que vous êtes en mesure  
2 d'élaborer là-dessus?

3 Si je comprends bien, la proposition  
4 voudrait, par exemple, qu'il y ait le même genre de traité  
5 général, d'entente entre les peuples autochtones canadiens  
6 et le gouvernement canadien si ça se produit dans le  
7 contexte canadien. Est-ce que vous pourriez sur la portée  
8 de votre proposition, de votre manifeste, dans l'optique  
9 où ça se déroule dans le cadre canadien.

10 **ROMÉO SAGANASH:** Monsieur le Président,  
11 je répondais récemment à un journaliste anglophone qui  
12 était surpris de me voir à la même table qu'un souverainiste  
13 québécois. J'ai dit que moi aussi je suis souverainiste,  
14 d'une perspective autochtone évidemment.

15 Si on écoute un peu le discours  
16 autochtone, que ce soit au Québec ou ailleurs, ça a toujours  
17 été dans cette perspective-là d'avoir un meilleur contrôle  
18 sur leur propre destin. Dans ce sens-là la perspective  
19 autochtone du manifeste reflète, je pense, amplement ce  
20 fait-là. Et c'est tout à fait conforme, je pense, du moins  
21 ce que j'ai entendu des discours autochtones à travers  
22 le Canada.

23 J'ai lu avec grand intérêt l'entrevue

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 que vous avez donnée au journal Le Soleil en fin de semaine,  
2 quand vous disiez en particulier que les leaders  
3 autochtones étaient très loin du discours de leurs membres  
4 au niveau local. Il y a une part de vérité là-dedans,  
5 je le sais.

6                                   Connaissant moi-même le peuple Cri qui  
7 vit sur le territoire de la Baie James je sais pertinemment  
8 que le chasseur qui se trouve dans la forêt pendant huit  
9 à dix mois par année se fout un peu que son territoire  
10 s'appelle pour les autres Baie James, Québec ou Canada.

11 Lui, il l'appelle Inushti (PH), et tant et aussi longtemps  
12 qu'il pourra être ce qu'il est dans son territoire  
13 lorsqu'il le voudra, je pense que c'est ça l'essentiel  
14 pour lui.

15                                   Je pense que la seule différence dans  
16 ce que vous dites et la réalité c'est que les leaders  
17 autochtones ont cette tendance, je pense, de traduire en  
18 termes politiques et juridiques ce que leurs représentants  
19 leur disent souvent. C'est peut-être leur seul petit  
20 défaut, parce que lorsqu'on traduit certains propos de  
21 nos membres on a souvent tendance à les traduire d'une  
22 façon incorrecte.

23                                   C'est dans ce sens-là que nous avons

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 voulu aborder la question en regard de notre perspective  
2 autochtone, de sorte que je pense qu'on peut appliquer  
3 le processus ou les principes qu'on a élaborés à l'ensemble  
4 du pays.

5 Je pense que si on écoutait bien, et même  
6 si on réfléchit par rapport à ce qui a été convenu de la  
7 part des Autochtones dans l'Accord de Charlottetown entre  
8 autres, il était toujours dit que par rapport à leur  
9 autonomie gouvernementale les Autochtones voulaient que  
10 cette autonomie s'applique au sein du Canada. Je pense  
11 que c'est quelque chose qui est aussi reflété dans le  
12 manifeste que nous avons déposé.

13 **COPRÉSIDENT RENÉ DUSSAULT:** Je vous  
14 remercie. Simplement une petite addition.

15 Essentiellement la Commission a fait des  
16 audiences dans près de 120, 125 communautés maintenant,  
17 consultations spéciales de toutes sortes, et il nous  
18 apparaissait essentiel comme commissaires d'aller dans  
19 les communautés. Le juge en chef Brian Dickson, qui avait  
20 conçu le mandat de la Commission, en avait fait une  
21 recommandation très ferme.

22 Nous sommes conscients de la difficulté  
23 pour les leaders autochtones de faire valoir à la fois



**le 29 novembre 1993**

**Commission royale sur  
les peuples autochtones**

1 l'essentiel de la démarche à long terme et en même temps  
2 de s'assurer que du côté des communautés les débats  
3 puissent prendre place.

4                   Nous avons été frappé, par exemple, par  
5 ce que nous ont dit les femmes autochtones au sein des  
6 communautés dans le cadre de la vie quotidienne. C'est  
7 dans ce sens-là que nous avons fait ces remarques-là au  
8 niveau de la Commission.

9                   Ceci étant dit, je prends ce que vous  
10 nous dites essentiellement comme étant le fait que les  
11 propositions que vous faites sont interchangeable sur  
12 le plan canadien comme sur le plan québécois. Ce qui est  
13 cherché c'est une véritable autodétermination  
14 majoritairement au sein du Canada, dans un contexte de  
15 souveraineté partagée au sein du Canada avec les autres  
16 gouvernements canadiens, mais décidée par les peuples  
17 autochtones.

18                   Nous savons que certains peuples  
19 autochtones souhaitent aussi une souveraineté  
20 internationale. Tout à l'heure on pourra discuter un peu  
21 de cette question-là, mais largement la proposition qui  
22 est faite, et je pense que c'est ce qui est frappant, est  
23 un modèle applicable sur le plan canadien comme sur le

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 plan québécois. Évidemment c'est plus complexe, il y a  
2 plus de nations, il y a plus de situations et de diversité.

3 Je voudrais à ce moment-ci, avant que  
4 nous puissions commencer la discussion un peu plus  
5 technique, peut-être un ou deux crans en-dessous sur la  
6 spécificité de votre document, on pourrait peut-être  
7 prendre une pause de 15 minutes et revenir à 10 h 45 pour  
8 reprendre la période de dialogue.

9 Merci.

10 --- L'audience est suspendue à 10 h 30

11 --- Reprise de l'audience à 10 h 49

12 **COPRÉSIDENT RENÉ DUSSAULT:** La  
13 Commission royale sur les peuples autochtones reprend  
14 l'audition du mémoire des représentants du Forum paritaire  
15 québécois.

16 My colleague Mary Sillett will ask the  
17 first questions

18 **COMMISSIONER MARY SILLETT:** Thank you  
19 very much.

20 Before I begin I will confess that when  
21 Mr. Dusssault asked me to spend a second week in Montreal  
22 I said oh please don't do that to me, because I have a  
23 really hard time with this French language, but I will

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 try. If my questions aren't, for example, really  
2 consistent with what you've said, please understand why.

3 My first question is this. One of the  
4 things that I've noticed, particularly in our hearings  
5 in Quebec, is that the Aboriginal peoples in some cases  
6 are trilingual. For example, when you look at some parts  
7 of Nunavik you see children, for example, who can speak  
8 Inuktitut, who can speak French and in adult life are  
9 trilingual.

10 One of the things we've heard from many,  
11 many Aboriginal people across this country is that this  
12 is a situation which they envy. I'm wondering, in the  
13 context of your meetings, in the context of your  
14 discussions, have you ever discussed any models that would  
15 allow Aboriginal people to learn not only their Aboriginal  
16 language but other languages as well. Is that something  
17 that your organization has ever talked about, going beyond  
18 principles?

19 **ROMÉO SAGANASH:** In the terms of the  
20 language, we haven't really discussed in detail what types  
21 of models that we can specifically propose for Aboriginal  
22 peoples and Quebecers in tomorrow's society.

23 One can say that the fact that some

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 Aboriginal peoples in this province are trilingual is a  
2 result more of a situation than some particular model that  
3 existed in the past. My situation is quite particular  
4 from other situations as well. It's because when Jean  
5 Chrétien decided that I would go a French school rather  
6 than an English school and the residential school. That  
7 was in 1968. He was MP for the St-Maurice riding. So  
8 it's a result of a political promise that he made in the  
9 Mauricie region here in Quebec.

10 One of the things that I've heard over  
11 the years, especially when I acted as Deputy Grand Chief  
12 for the Grand Council of the Crees, the things that I've  
13 heard from my people is this. They say that if we are  
14 going to solve our relations with our neighbours, then  
15 I think we have to start teaching our children to learn  
16 French as a second language rather than English, because  
17 our first neighbours are Quebeckers, who are  
18 French-speaking individuals.

19 In that sense since the Grand Council  
20 of Crees or the Cree people have taken over their own  
21 education system following the signing of the James  
22 Bay-Northern Quebec Agreement, after the fourth year of  
23 education the parents can choose for their children either

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 English or French as a second language. If you compare  
2 it from the early 1980s and late 1970s, where the majority  
3 of Cree people spoke English as a second language, today  
4 the trend is completely reversed in the sense that a large  
5 majority of the kids now learn French as a second language,  
6 which is a good sign I think for our future relations with  
7 our neighbours, who are Quebeckers, in this province.

8 **COMMISSIONER MARY SILLETT:** Thank you  
9 very much.

10 My second question is this. When you've  
11 discussed, for example, self-government, and I think  
12 you've discussed that a lot according to the amount of  
13 time that was given, have you addressed how self-government  
14 might address the concerns of Aboriginal women with respect  
15 to equality or protection of individual rights and the  
16 need for accountability?

17 **ROMÉO SAGANASH:** The fact that the  
18 Native Women's Association of Quebec participated in our  
19 debates, I guess there was a necessity to talk about the  
20 issue. We in fact did talk about the issue. I think  
21 there's a mention in our brief about that specific issue.

22 Should the Aboriginal peoples decide to  
23 exercise their inherent right to self-government, we think

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 that at least the Charter of Rights and Freedoms of Canada  
2 should apply to their governments, specifically the  
3 provisions respecting the equality of individuals.

4                   One our point of references in our  
5 debates was the draft declaration of rights of indigenous  
6 peoples in this world. There are provisions to that effect  
7 as well in that draft declaration that inspired our debates  
8 in that sense. We think it's important to recognize the  
9 rights of half of our populations. I don't think any  
10 society can survive in the future by refusing to recognize  
11 the rights of half of their societies.

12                   I think it's an absolute necessity in  
13 our minds that the rights of women be recognized and  
14 respected, even within our own aboriginal governments.

15                   **GÉRALD LAROSE:** Si on en revient au  
16 projet social et politique porté par le Forum paritaire  
17 on imagine facilement que dans ce projet d'associations  
18 il va y avoir une mobilité, transfert des rapports très  
19 réguliers et soutenus. Nous croyons que d'entrée de jeu  
20 il nous faut poser la question de la reconnaissance et  
21 de l'établissement des droits tant individuels que  
22 collectifs que nationaux, et qu'il y ait entre nous un  
23 pacte commun.

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1                   Autrement dit, que les droits, les  
2 obligations, les opportunités, soient les mêmes pour tous  
3 et toutes. On s'inspire en cela de l'ensemble du  
4 dispositif qui nous est proposé par les instances  
5 internationales. Ça a été un débat soutenu à l'intérieur  
6 du forum, et il nous est apparu que dans un projet  
7 d'associations tel qu'on le propose il était de loin  
8 préférable qu'on s'entende d'entrée de jeu sur un pacte  
9 commun en termes de reconnaissance de droits et  
10 d'obligations.

11                   **COMMISSIONER MARY SILLETT:** Thank you  
12 very much.

13                   I just want a further clarification on  
14 the point that you made, Roméo. You were saying, for  
15 example, that if Aboriginal groups do decide to practice  
16 their inherent right to self-determination the position  
17 that you advocate is that the Charter of Rights and Freedom  
18 should apply. Should that apply all the time or should  
19 that apply -- for example, we've heard in some cases that  
20 that would apply until the Aboriginal organizations were  
21 in a position to develop their own Charter.

22                   **ROMÉO SAGANASH:** Of course when we  
23 discuss the right of self-determination of peoples, the

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 peoples do have the right to choose what form of government  
2 they will give themselves and what kind of instruments  
3 they will adopt respecting their members.

4 We feel that with respect to women at  
5 least that provision from the Charter of Rights and Freedom  
6 should apply towards governments, or any other provision  
7 that would recognize the rights of women in any society.

8 In that sense I think that's a question  
9 that no society can avoid, that's a question that no society  
10 can push aside. You have to deal with that question.

11 We advocate that the rights of women be  
12 specifically recognized in the charter that these  
13 governments will give themselves.

14 **BERNARD CLEARY:** Si vous permettez,  
15 j'ajouterais juste une petite explication. C'est sur  
16 la complexité ou la complémentarité de notre dossier.

17 Il est bien évident qu'on ne peut pas  
18 à ce stade-ci, après quand seulement une quinzaine ou une  
19 vingtaine de rencontres, en arriver à tous les éléments  
20 pointus de ce que pourrait être le futur contrat social  
21 ou encore la future définition de notre autonomie à l'un  
22 et à l'autre.

23 Cependant, ce que le Forum a cru bon de



le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 présenter à ce stade-ci à la Commission, puisque ça  
2 continue à vivre, le Forum, ça a été de donner les grands  
3 principes, ce sur quoi on s'entend pour travailler, de  
4 faire en sorte aussi qu'il y ait des mécanismes qui  
5 pourraient se mettre en place, peut-être hors du Forum  
6 aussi parce que dans le fond le Forum c'est pas une job  
7 qui s'est donné pour l'éternité que de régler ou de discuter  
8 des questions autochtones.

9                   Il faut donc bien voir les limites de  
10 notre dossier dans le sens des détails. Quand on ne répond  
11 pas aux détails dans toute la grandeur qu'on devrait y  
12 répondre c'est bel et bien parce que l'urgence a fait --  
13 la Commission, ça va finir un jour -- et à ce moment-ci  
14 il fallait en arriver à une position. Et un autre élément.

15 Il ne faudrait pas penser que ça s'est fait si facilement  
16 que ça, parce qu'il y a eu des discussions civilisées,  
17 mais il y a eu des discussions pareil, et des discussions  
18 qui ont été en profondeur. Tu t'entends pas sur le droit  
19 à l'autodétermination comme ça. Je pense qu'il faut que  
20 vous le preniez en compte.

21                   Ce qu'on demande et ce que le Forum s'est  
22 donné aussi comme objectif c'est de continuer à travailler  
23 et d'élargir le cercle, mais de continuer à travailler

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 en allant plus précisément dans un certain nombre  
2 d'éléments que véhiculent les grands principes. Je pense  
3 que vous avoir ça en tête.

4 **COMMISSIONER MARY SILLETT:** Thank you.

5

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 **COPRÉSIDENT RENÉ DUSSAULT:**

2 J'aimerais, à l'occasion du point 4.4 de votre mémoire,  
3 poser une première question. Le point 4.4 dit ceci:

4 "Le forum reconnaît que dans l'éventualité d'une  
5 modification du statut politique  
6 du Québec les droits existant à ce  
7 moment-là des peuples autochtones  
8 et des personnes qui en font partie  
9 seront maintenus  
10 intégralement..."

11 Je pense que la position est claire.

12 La question que j'aimerais vous poser  
13 est est-ce que vous avez envisagé la situation qui a été  
14 exprimée par plusieurs leaders autochtones au Québec, leur  
15 préoccupation par rapport à la souveraineté du Québec et  
16 le choix qu'ils pourraient vouloir faire advenant  
17 l'accession pleine et entière du Québec à sa propre  
18 souveraineté de rester dans le Canada.

19 C'est une question évidemment  
20 extrêmement difficile mais qui a été soulevée à plusieurs  
21 reprises, cette possibilité de faire un choix lucide.  
22 On nous a dit souvent en faisant état du passé où on s'est  
23 aperçu qu'on était dans le Canada alors que c'était fait

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 depuis longtemps, on ne nous a jamais consultés, qui des  
2 Innu du Labrador, qui des Inuits du Nord canadien, du côté  
3 du nord du Québec aussi.

4 Est-ce que c'est une question que vous  
5 avez envisagée, débattue au sein du Forum paritaire ou  
6 est-ce que le manifeste est conçu dans l'optique où des  
7 peuples autochtones...quelle va être la relation d'un  
8 Québec à ce moment-là avec les peuples autochtones, prenant  
9 pour acquis que c'est une relation qui découle du  
10 territoire, que les gens habitent sur des territoires du  
11 Québec et donc nécessairement avec le Québec.

12 Est-ce que vous avez regardé comment  
13 l'idée que certains peuples autochtones pourraient vouloir  
14 maintenir leurs liens avec le Canada, comment ça se  
15 réconciliait avec les principes d'autodétermination que  
16 vous acceptez d'emblée dans votre manifeste?

17 **GÉRALD LAROSE:** Si nous étions des  
18 politiciens, monsieur Dussault, on dirait voilà une  
19 question hypothétique.

20 **COPRÉSIDENT RENÉ DUSSAULT:** Elle nous  
21 est soulevée régulièrement, pas plus loin que deux semaines  
22 à Montréal entre autres.

23 **GÉRALD LAROSE;** Je voudrais insister

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 sur la perspective qu'on a développée comme forum.

2 Il est clair que si on avait seulement  
3 à disposer de la question sous un angle constitutionnel  
4 ou sous un angle du droit international il y a là matière  
5 à plusieurs débats et comme je le dit familièrement, il  
6 y a bien des constitutionnalistes qui ont élevé leur  
7 famille et vont continuer à élever leur famille avec ce  
8 genre de question-là.

9 Ça n'a pas été la préoccupation majeure  
10 du Forum. Nous, ce qu'on a voulu faire c'est mettre les  
11 bases d'un projet social et politique de tous les peuples  
12 dont la géographie et l'histoire amènent précisément à  
13 se côtoyer et à vivre ensemble.

14 La proposition vise à faire en sorte que  
15 tout en respectant et en reconnaissant les droits nationaux  
16 des uns et des autres, comment pouvons-nous proposer un  
17 modus vivendi qui pourrait nous amener dans un  
18 développement viable et durable qui représenterait à terme  
19 un plus pour tout le monde.

20 C'est sûr que dans ce processus-là les  
21 gens ou les peuples peuvent choisir leur voix. On peut  
22 même croire qu'il y en a qui vont certainement s'intéresser  
23 à ce processus-là pour favoriser leur propre voix. Je

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 suis sûr que le Canada ne sera pas étranger et observateur  
2 neutre de tout ça et pourra vraisemblablement vouloir  
3 intervenir.

4 Nous n'avons pas comme forum fait ce  
5 genre de scénario. Nous estimons pour tous les débats  
6 que nous avons faits que dans le cas d'une accession à  
7 la souveraineté par le peuple québécois il est intéressant,  
8 il est porteur pour le peuple québécois comme pour les  
9 peuples autochtones d'établir une association avec les  
10 principes que nous avons énumérés ici. Pour nous ça  
11 représente un avenir porteur.

12 Pour revenir à votre question très  
13 directement, nous n'avons pas voulu faire le scénario que  
14 vous avez évoqué, quoi que ça fait partie du possible.

15 **COPRÉSIDENT RENÉ DUSSAULT:** Peut-être  
16 à ce moment-là une sous-question.

17 Dans le cadre du scénario au Québec comme  
18 vous avez expliqué qui a été le vôtre, comment la démarche  
19 du Forum paritaire, qui en est une très clairement où on  
20 fait l'autodétermination au sein du Canada et dans ce  
21 contexte-là au sein du Québec, comment cette démarche-là  
22 peut s'harmoniser avec, par exemple, ce qui est véhiculé  
23 officiellement par les Mohawks, y compris sur le plan

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 canadien, d'une souveraineté internationale.

2 Dans le fond ça m'amène peut-être à la  
3 sous-question, la question que je vous demandais tantôt  
4 sur la participation au Forum paritaire, l'élargissement  
5 souhaitable des forces vives c'est vrai des deux côtés.

6 Du côté des nations autochtones il y a une liste de  
7 participants. Il y en a qui ne sont pas encore là.

8 Au fond c'est à double volet un peu.  
9 Est-ce qu'il y a de l'espoir d'élargir le cercle du côté  
10 des nations autochtones du Québec pour participer au Forum,  
11 et évidemment à ce moment-là cette question-là de la  
12 souveraineté internationale peut se poser telle que  
13 véhiculée par certainement une des nations autochtones  
14 au Québec.

15 **ROMÉO SAGANASH:** Évidemment lorsqu'on  
16 discute de ces principes comme le droit à  
17 l'autodétermination, on ne peut pas appliquer un processus  
18 de deux poids, deux mesures à l'égard même de ces  
19 questions-là. Dans ce sens-là je pense que si les Mohawks  
20 constituent un peuple, ils ont le droit à  
21 l'autodétermination autant que le Québec, si le Québec  
22 constitue un peuple, a le droit à l'autodétermination.

23 En ce sens ils ont le droit conséquemment

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 de choisir leur propre statut politique éventuel.

2 Le seul point que nous avons voulu  
3 aborder dans ce sens-là est la promotion d'une alliance,  
4 qu'il devrait y avoir une alliance entre Autochtones et  
5 Québécois ici dans cette province. Évidemment on ne peut  
6 pas forcer qui que ce soit dans cette alliance mais on  
7 s'engageait, nous, à promouvoir cette alliance dans tous  
8 ses aspects.

9 Pour revenir à la question précédente  
10 parce qu'il y a une sorte de lien entre les deux, à ce  
11 titre-là on ne peut pas non plus forcer qui que ce soit,  
12 lorsque les Québécois auront décidé de se séparer du  
13 Canada, on ne peut pas forcer ni les Mohawks ni les Cris  
14 ni les autres soit d'aller avec le Québec ou soit de rester  
15 avec le Canada. C'est un choix qui leur appartient et  
16 je pense que tout le monde se doit de le respecter.

17 Nous avons voulu, comme nous l'avons  
18 mentionné au départ, plus à partir de maintenant élargir  
19 le groupe de discussion. Moi-même j'ai eu des contacts  
20 avec les communautés mohawks pour essayer de les intéresser  
21 d'une part à nos discussions et peut-être qu'elles  
22 puissent, elles, amener leur propre perspective des  
23 choses.



le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1                   On était un peu tannés, nous, les  
2 Autochtones au sein du Forum paritaire, de défendre les  
3 Mohawks. Je pense qu'ils peuvent le faire facilement eux  
4 autres mêmes.

5                   Dans ce sens-là je pense qu'il y a un  
6 intérêt qui a été manifesté de leur part. Les trois  
7 communautés ont manifesté un certain intérêt à participer,  
8 et nous espérons une fois que la traduction sera terminée  
9 du document d'une part, et une fois que le processus du  
10 dépôt de notre manifeste devant vous sera terminé, nous  
11 espérons par la suite pouvoir embarquer le plus de monde  
12 possible.

13                   **COPRÉSIDENT RENÉ DUSSAULT:** Merci.

14                   Je voudrais passer à la question du  
15 territoire.

16                   Dans votre mémoire, au point 4.2, le  
17 Forum reconnaît les droits ancestraux de chaque peuple  
18 autochtone, qui inclut des droits territoriaux à définir  
19 et un droit inhérent à l'autonomie politique.

20                   Comment vous voyez l'arrimage dans le  
21 contexte que vous proposez de cette définition des  
22 territoires, de l'exercice de droits inhérents à  
23 l'autonomie gouvernementale qui donc relèvent d'une

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 initiative des communautés autochtones et es nations  
2 autochtones mais qui doivent bien sûr s'harmoniser avec  
3 d'autres gouvernements sur le territoire, le gouvernement  
4 du Québec ou les gouvernements municipaux.

5 Est-ce que vous pouvez élaborer un peu  
6 plus sur la façon dont vous voyez cette détermination des  
7 territoires. Vous dites "les nations autochtones devront  
8 avoir le territoire suffisant pour supporter leur  
9 développement économique et culturel..." pour leur  
10 permettre de prendre en charge en avenir. Je comprends  
11 que vous avez 15 à 20 réunions, mais c'est une question  
12 centrale.

13 Si vous pouviez à la fois sur cette  
14 question de définition des territoires, comment, à votre  
15 point de vue ça se ferait et également la démarche des  
16 droits inhérents à l'autonomie gouvernementale, qui  
17 implique plus que de l'administration mais des pouvoirs  
18 de faire des lois dans certains domaines.

19 Est-ce que vous pouvez élaborer  
20 là-dessus?

21 **GÉRALD LAROSE:** Je vous réfère d'abord  
22 au 4.2 et au 4.3, dans lequel nous reconnaissons les droits  
23 nationaux des peuples autochtones et du peuple québécois.

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 Pour nous la question des territoires est aussi une  
2 question centrale. Il n'y a pas de souveraineté sans  
3 assises territoriales.

4 Nous avons voulu, toujours dans la  
5 perspective de tracer un projet social et politique,  
6 convenir qu'indépendamment du sort qui pourrait être  
7 réservé à la question du territoire par différents  
8 tribunaux ou par le processus juridique, il nous apparaît  
9 tout à fait essentiel qu'il y ait de déterminer des  
10 territoires qui seront l'assise de la souveraineté de  
11 chacun des peuples autochtones, territoire suffisamment  
12 vaste pour garantir la viabilité et la réunion de toutes  
13 les conditions pour l'épanouissement et le développement  
14 de chacun des peuples.

15 Deuxièmement, on a voulu aussi convenir  
16 qu'il devrait y avoir des territoires sur lesquels il y  
17 aurait des souverainetés partagées, au sens où on  
18 s'entendrait sur la finalité de ces territoires et sur  
19 une méthode de gestion partagée de ces territoires.

20 Comment tout ça peut advenir? On sait  
21 qu'il peut y avoir plusieurs éléments dans le débat.

22 J'invoquais tantôt les droits ancestraux, la question du  
23 débat juridique. Nous, nous proposons la mise en place

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 dès aujourd'hui d'un mécanisme paritaire qui, avant même  
2 que le Québec décide de son propre sort, pourrait  
3 fonctionner, d'un mécanisme paritaire avec des pouvoirs  
4 de médiation, d'arbitrage, d'adjudication, permettant la  
5 mise en place des conditions de la souveraineté des peuples  
6 qui auraient décidé de l'exercer.

7                   Ce mécanisme devrait aussi présider  
8 l'élaboration des nouveaux rapports entre les peuples  
9 autochtones et le peuple québécois. Pour nous il n'y aura  
10 pas vraisemblablement un modèle. Dépendant de la  
11 géographie et dépendant aussi vraisemblablement du nombre  
12 il se peut qu'il y ait un partage plus large ou moins large  
13 dépendant de ces critères-là d'un peuple à l'autre, mais  
14 le plus important demeurant que le choix soit fait par  
15 chacune des nations.

16                   C'est un peu le modèle qu'on a tracé.  
17 Pour nous il n'y a pas été question dans nos débats à  
18 venir jusqu'à maintenant de disposer des questions  
19 précises de chacun des peuples. C'est plus un modèle  
20 opérationnel, et s'il y a une volonté politique de part  
21 et d'autre de procéder on pense que le mécanisme proposé  
22 pourrait fonctionner dès aujourd'hui, de telle sorte que  
23 y compris dans le cadre d'une décision du peuple québécois

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 ce mécanisme-là pourrait fonctionner doublement.

2 **COPRÉSIDENT RENÉ DUSSAULT:** Donc au  
3 fond ce que vous nous dites c'est que, y compris dans le  
4 contexte actuel, on pourrait dès maintenant tendre à  
5 établir des rapports sur une base d'un mécanisme paritaire  
6 d'égal à égal avec les peuples autochtones du Québec, avec  
7 le Québec et avec le gouvernement canadien.

8 **GÉRALD LAROSE:** Avec le Québec et  
9 effectivement, compte tenu que l'ensemble de la  
10 juridiction relève du gouvernement fédéral, il y a  
11 vraisemblablement des rapports à établir avec le fédéral  
12 mais pour nous, indépendamment de la résolution de la  
13 question constitutionnelle au Canada, il y aurait moyen  
14 de mettre ça en place.

15 **ROMÉO SAGANASH:** Mais ça prend d'abord  
16 une réponse royale à cette question.

17 **COPRÉSIDENT RENÉ DUSSAULT:** Il ne faut  
18 pas attendre la Commission. J'espère que c'est pas ça  
19 que j'entends pour bouger.

20 **ROMÉO SAGANASH:** Un des problèmes, je  
21 crois...évidemment toute société doit aborder ces  
22 questions-là, et c'est ce que nous avons voulu faire, ne  
23 serait-ce que pour mesurer notre créativité politique.

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 Mais il faut aborder ces questions-là.

2                   Le problème dans le passé était que, que  
3 ce soit les Québécois vis-à-vis les Autochtones, que ce  
4 soit les Canadiens vis-à-vis les Autochtones, on n'a jamais  
5 été forcés à traiter de la question et de la régler une  
6 fois pour toute. C'est arrivé une fois dans l'histoire  
7 du Québec. C'est lors du projet de développement  
8 hydroélectrique de la Baie James. Les gens étaient en  
9 quelque sorte forcés à chercher des solutions.

10                   Vous avez les questions qui nous  
11 confrontaient à l'époque, incluant le territoire. Nous  
12 avons trouvé des moyens à la négociation à l'époque. C'est  
13 pour ça que je disais qu'il fallait une réponse royale  
14 à cette question-là pour forcer tout le monde, finalement  
15 à trouver des solutions à ces questions.

16                   **BERNARD CLEARY:** Si vous permettez,  
17 j'ajouterais quelque chose.

18                   Moi, je pense que se dégage de ce  
19 dossier-là la formule qu'on préconise, la formule de  
20 négociation. Je le dit clairement.

21                   On apporte à la formule de négociation  
22 des appuis. Le premier appui, c'est la considération  
23 d'égal à égal que l'on voit autour de ça, et l'appui majeur,

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 c'est le pouvoir de négociation que donne, qu'on le veuille  
2 ou non, la possibilité d'autodétermination. Il faut bien  
3 voir que la possibilité d'autodétermination accorde un  
4 pouvoir de négociation qui est inexistant à ce stade-ci.

5                   Donc le dossier favorise une discussion  
6 en ayant bien en tête que si on ne réussit pas à s'entendre  
7 il y aura certainement un certain nombre de problèmes.  
8 Donc je pense qu'il faut voir derrière ce dossier-là ça  
9 aussi.

10                   Comme le soulignait tantôt Gérard, il  
11 y a tout ce fameux mécanisme de surveillance, entre  
12 guillemets, qui accorde un véritable poids au processus  
13 de négociation qui, à mon avis personnel, est inexistant  
14 à ce stade-ci.

15                   **COPRÉSIDENT RENÉ DUSSAULT:** Parlant de  
16 mécanisme paritaire, une des choses qui m'a frappé dans  
17 votre mémoire, vous parlez d'une charte des droits  
18 conjointe.

19                   On en a discuté avec la Commission des  
20 droits de la personne il y a deux semaines à Montréal et  
21 également avec la Ligue des droits et libertés. La charte  
22 québécoise des droits de la personne et libertés de la  
23 personne ne comporte rien en ce qui a trait aux droits

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 autochtones collectifs certainement.

2 Dans ce sens-là la déclaration qui a été  
3 faite de 15 principes à l'Assemblée nationale également  
4 en 1983 et reprise en 1985 à l'Assemblée est un peu un  
5 geste unilatéral malgré tout du Québec dans le sens de  
6 bonne volonté, mais que ça n'a pas été négocié comme tel.

7 J'aimerais vous reposer la question.  
8 Donc vous voyez la possibilité d'une charte des droits  
9 et libertés de la personne au Québec, qui comprendrait  
10 bien sûr les droits autochtones, élaborés conjointement.

11 Ça rejoint un peu la question que Mary Sillett posait  
12 tout à l'heure de la préoccupation des valeurs autochtones,  
13 parce qu'il y a un débat au Canada sur est-ce qu'on devrait  
14 avoir une charte des droits en parallèle avec certaines  
15 valeurs propres. On a fait la discussion sur la clause  
16 d'égalité.

17 Si je comprends bien, c'est ce que vous  
18 préconisez. Vous voyez ça comme réalisable d'avoir une  
19 charte des droits qui serait élaborée conjointement avec  
20 les Autochtones donc consentie de part et d'autre et non  
21 pas uniquement un geste de l'Assemblée nationale du Québec.

22 **GÉRALD LAROSE:** Très exactement. Et ça  
23 réfère au paragraphe 5, qui est à la page 12 de notre



le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 document.

2                   Nous, ce qu'on prévoit pour cet ensemble  
3 géopolitique c'est la mise en place d'une constituante  
4 qui générerait effectivement la loi fondamentale qui va  
5 régir l'ensemble de nos rapports et qui va établir les  
6 bases du lieu politique commun.

7                   Dans ce sens-là ça doit être le fruit  
8 d'une négociation à l'intérieur d'une constituante et non  
9 pas un geste unilatéral fait par un groupe par rapport  
10 aux autres.

11                   Bref, pour fonder ce nouveau contrat  
12 social, pour élaborer cette nouvelle entente de  
13 cohabitation par le biais d'une constituante visant à  
14 établir les paramètres de la loi fondamentale et du  
15 fonctionnement du lieu politique commun. On pense que  
16 c'est la manière la plus respectueuse de faire en sorte  
17 que chaque nation, chaque peuple, soit respecté dans le  
18 processus. C'est ce qu'on propose.

19                   Ensuite, il y a le mécanisme pour  
20 régler ou plutôt présider la négociation qui va se  
21 faire, je dirais, de façon continue pour l'application  
22 de l'ensemble qu'on aura établi.

23                   **COPRÉSIDENT RENÉ DUSSAULT:** Seulement

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 pour être bien clair, donc la question du territoire ne  
2 serait pas nécessairement déterminée par la constituante  
3 dans votre projet mais par le mécanisme paritaire qui  
4 concrètement donnerait chaire au principe de la  
5 constituante ou est-ce que...

6 **GÉRALD LAROSE:** Sur cet aspect-là on  
7 n'a pas peut-être pas débattu au fond mais si vous me  
8 demandez mon idée, j'aurais plutôt l'impression que ce  
9 serait le mécanisme paritaire qui devrait  
10 opérationnaliser. J'ai l'impression que peut-être ce  
11 serait un peu complexe que ce soit la constituante comme  
12 telle. Mais là-dessus j'avoue qu'on n'a peut-être pas  
13 débattu jusqu'au fond sur cette question-là.

14 **COPRÉSIDENT RENÉ DUSSAULT:** La question  
15 urbaine, vous l'abordez très succinctement dans votre  
16 mémoire. Je pense que c'est au point 4.3.

17 Vous dites:  
18 "Le Forum reconnaît que des accords particuliers doivent  
19 être envisagés avec les parties  
20 concernées en ce qui a trait aux  
21 communautés autochtones vivant en  
22 milieu urbain."

23 Cependant, dans le paragraphe qui suit

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 vous dites qu'il doit y avoir une assise territoriale pour  
2 l'autonomie autochtone gouvernementale.

3                   On sait que la tendance lourde, même si  
4 le Québec est un peu moins touché que d'autres parties,  
5 l'ouest du Canada en particulier, il y a une tendance  
6 importante de migration vers la ville, donc c'est une  
7 préoccupation majeure que l'avènement d'un gouvernement  
8 autochtone en milieu urbain, l'harmonisation avec les  
9 municipalités et les villes. On aura l'occasion d'en  
10 discuter cette semaine avec l'Union des municipalités du  
11 Québec, la Fédération canadienne des municipalités.

12                   Essentiellement est-ce que vous avez  
13 amorcé une réflexion par rapport à la réalité urbaine à  
14 Montréal, par exemple, ou si c'est quelque chose qui est  
15 en devenir plutôt. Et-ce que vous pouvez élaborer  
16 là-dessus?

17                   **GÉRALD LAROSE:** L'approche a  
18 essentiellement consisté dans des rapports de réciprocité.

19                   À notre avis le peuple québécois, avec chacune des nations  
20 autochtones, pourrait convenir d'ententes pour rendre  
21 disponibles des services ou des facilités spécifiques pour  
22 les nations autochtones en milieu urbain ou en territoire  
23 québécois sur la base d'ententes de réciprocité, donc à

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 être négociées de nation à nation, de peuple à peuple,  
2 de gouvernement à gouvernement.

3 **COPRÉSIDENT RENÉ DUSSAULT:** En fait  
4 dans le secteur urbain on a deux questions devant la  
5 Commission, la question de savoir si les institutions par  
6 exemple, locales, hôpitaux, écoles, services sociaux,  
7 devraient offrir leurs services à tous les Autochtones  
8 en milieu urbain indistinctement du fait qu'on est Inuit  
9 ou Indien ou Métis.

10 D'autres évidemment nous disent on veut  
11 avoir l'identification propre aux Métis, propre aux  
12 Indiens, propre aux Inuits. On veut avoir un statut  
13 distinct.

14 Est-ce qu'il y a une réflexion au sein  
15 du Forum sur si les centres d'amitié autochtones, par  
16 exemple, les gens qui sont dans la distribution en première  
17 ligne des services nous disent on veut servir les  
18 Autochtones en général, et non pas faire ces  
19 distinctions-là.

20 Par ailleurs, les gens au niveau  
21 politique souvent nous disent on veut que la réserve suive  
22 ces gens en ville et donc qu'il y ait des relations avec  
23 les gouvernements autochtones qui sont plus au nord.

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 Est-ce que ce sont des questions qui ont  
2 été abordées dans le cadre du Forum paritaire?

3 **ROMÉO SAGANASH:** Pas de façon très, très  
4 spécifique. Je dois mentionner que le Regroupement des  
5 centres d'amitié autochtones du Québec s'est joint à notre  
6 groupe un peu plus tard dans le processus. Par conséquent  
7 nous aurons l'occasion à l'avenir d'en débattre plus  
8 spécifiquement de cette question.

9 La compréhension générale que nous avons  
10 de cette question repose sur deux points essentiellement.

11

12 D'une part, et c'est une question qu'il  
13 faudrait poser nécessairement aux organismes qui  
14 représentent les Autochtones en milieu urbain. D'une  
15 part, que veulent ces Autochtones en milieu urbain?  
16 Est-ce que c'est seulement l'accès aux services de santé,  
17 l'éducation et autres? Dans ce cas-là je pense qu'il y  
18 aurait lieu d'avoir des arrangements entre les Autochtones  
19 vivant en milieu urbain et les organismes politiques en  
20 place, et le gouvernement.

21 D'autre part, il faudrait se poser je  
22 pense très sérieusement la question en termes politiques,  
23 "Que veulent-ils?" Je pense que la question mérite très

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 certainement d'être posée.

2                    Dans la mesure où il y a aussi une  
3 évolution politique non seulement des organismes qui  
4 représentent ces Autochtones mais les représentants et  
5 les individus eux mêmes, en ce sens qu'aujourd'hui je ne  
6 crois pas qu'ils sont nécessairement en milieu urbain  
7 uniquement pour avoir des services, mais qu'ils veulent  
8 se doter également d'organismes politiques.

9                    J'ai déjà entendu un Autochtone vivant  
10 en milieu urbain disant que son territoire de chasse  
11 c'était Montréal et que la réserve pour lui, il n'a pas  
12 de réserve au Canada, la réserve, c'est le Canada. Donc  
13 il devrait avoir les mêmes droits qu'il soit en ville ou  
14 chez lui à Waswanipi.

15                    Ce sont des questions évidemment qui  
16 méritent d'être posées et qui méritent d'être débattues,  
17 et je pense que nous aurons l'occasion très certainement  
18 à l'avenir au sein de notre groupe de débattre ces  
19 questions-là de façon plus spécifique.

20                    **COPRÉSIDENT RENÉ DUSSAULT:** En fait  
21 c'est une question extrêmement importante. Est-ce que la  
22 préoccupation des Autochtones en milieu urbain va se  
23 manifester au niveau de la distribution des services ou

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 également au niveau politique?

2                                Dans le fond une des questions que je  
3 pose au Forum, il serait certainement très utile que la  
4 réflexion se poursuive sur le niveau politique au niveau  
5 urbain, parce que c'est là qu'évidemment c'est plus  
6 complexe. Est-ce que ça veut dire un arrimage avec les  
7 municipalités? Et ça soulève toute une autre série de  
8 questions.

9                                Si je comprends bien à ce moment-ci on  
10 n'est pas encore rendu à ce niveau-là mais c'est aussi  
11 une question qui est extrêmement importante.

12                                Monsieur Larose?

13                                **GÉRALD LAROSE:** Je ne sais pas si ça va  
14 éclairer le débat mais pour nous à partir du moment où  
15 on souhaite l'organisation de l'autonomie gouvernementale  
16 sur chacun des territoires on n'a pas l'impression qu'il  
17 nous faille développer dans chacun des territoires des  
18 dispositifs qui feraient en sorte que...on ne voudrait  
19 pas qu'il y ait une approche essentiellement ethnique des  
20 réalités.

21                                S'il y a des services spécialisés, ça  
22 doit être spécialisé en fonction des besoins à rencontrer  
23 indépendamment des origines ethniques. Dans ce sens-là

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 je pense que sinon on peut s'engager, comme c'est trop  
2 souvent le cas dans nos sociétés modernes, à multiplier  
3 les ghettos plutôt que d'en favoriser un va-et-vient qui  
4 fait en sorte que les gens se sentent respectés comme  
5 citoyens au même titre que tout le monde.

6 C'est pour ça que dans le mémoire on  
7 précise aussi que même les territoires, pour nous c'est  
8 évident qu'ils vont correspondre, disons, à la réalité  
9 des peuples autochtones, mais le fonctionnement lui-même  
10 ne devrait pas être sur une base ethnique. C'est-à-dire  
11 que les gens qui s'identifient à ce territoire et qui  
12 veulent devenir membres de ce peuple majoritaire qui habite  
13 ce territoire devraient avoir les mêmes droits et les mêmes  
14 obligations que tous les habitants.

15 Dans ce sens-là, je sais que c'est un  
16 débat qui est un peu chaud dans notre société, l'approche  
17 ethnique versus une approche de type de droits  
18 exclusivement, mais je pense que la tendance majoritaire  
19 va plutôt pour une approche strictement en termes de  
20 droits.

21 **COPRÉSIDENT RENÉ DUSSAULT:** Je pense  
22 que les gens reconnaissent de plus en plus que dans la  
23 mesure où les territoires vont être accrus pour offrir



le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 une base économique aux gouvernements autochtones, qu'il  
2 va y avoir davantage de non-Autochtones sur le territoire,  
3 et donc que ça pose la question des droits démocratiques,  
4 de pouvoir participer au gouvernement autochtone, de  
5 pouvoir élire, de pouvoir voter, surtout s'il y a des  
6 pouvoirs de taxation.

7 Des gouvernements autochtones sur le  
8 territoire à ce moment-là c'est un principe qui a été  
9 soulevé. Il y a des endroits où il y a des problèmes  
10 actuellement sur le plan canadien, où des non-Autochtones  
11 font partie d'un territoire, font l'objet de taxation par  
12 des ententes où on a le pouvoir municipal de taxer et où  
13 on n'a pas le droit de vote. Il y a des groupes qui nous  
14 ont soulevé ce problème-là et les Autochtones sont  
15 conscients aussi de cette réalité-là.

16 Essentiellement votre mémoire dit que  
17 les gouvernements autochtones devraient être sur une base  
18 territoriale.

19 J'aimerais revenir sur une question.  
20 Mary Sillett et moi étions à Montréal au mois de mai et  
21 on a eu la présentation de l'Association des Métis du  
22 Québec. On va avoir cette semaine aussi l'Alliance  
23 autochtone du Québec, qui représente des Métis.

StenoTran

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 À l'époque on nous a dit, écoutez, le  
2 Secrétariat des Affaires autochtones au Québec dans sa  
3 brochure, parlant de 11 nations, ne reconnaît pas la nation  
4 métisse comme une nation. On nous a dit qu'on devrait  
5 ajouter une 12<sup>e</sup> nation. Je vois que le manifeste du Forum  
6 paritaire parle des 11 nations autochtones qui sont  
7 reconnues.

8 Est-ce que vous avez amorcé une  
9 réflexion sur le phénomène métis? Là encore c'est une  
10 question complexe. Il y a les gens de l'Ouest qui se  
11 définissent d'une façon, il y a les Métis au Québec, au  
12 Labrador.

13 Dans votre manifeste les Métis ne  
14 semblent pas être présents à ce moment-ci. Vous m'avez  
15 dit que c'était un document en voie de développement et  
16 en amélioration. Est-ce que c'est une question sur  
17 laquelle vous vous êtes arrêtés à ce moment-ci?

18 **ROMÉO SAGANASH:** Pas particulièrement.  
19 Seulement dans la mesure où notre compréhension du terme  
20 Autochtone inclut les Métis. C'est seulement sur ce  
21 point-là.

22 **COPRÉSIDENT RENÉ DUSSAULT:** Ma question  
23 est peut-être un peu plus pointue.

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1                   Comme vous parlez de 11 nations, dans  
2 le fond c'est une question qui interpelle un peu tout le  
3 monde au Québec. Est-ce que les Métis forment une nation  
4 ou s'ils sont tout simplement partie des diverses nations  
5 autochtones sans avoir techniquement le statut d'Indien,  
6 et je ne veux pas entrer dans un débat technique.

7                   Il reste qu'ils se sentent oubliés, ils  
8 sentent qu'ils passent toujours à travers les trous de  
9 la passoire d'une certaine façon, et ça fait au-delà de  
10 125 ans. Alors ils manifestement leur préoccupation à  
11 cet égard-là, et je ne voulais certainement pas manquer  
12 de vous en faire part.

13                   **ROMÉO SAGANASH:** Nous avons considéré  
14 dès le départ que les gens qui se qualifient comme  
15 Autochtones ou Québécois ou Métis relèvent d'un processus  
16 essentiellement auto-qualificatif dans le sens que nous,  
17 Autochtones, ne pouvons pas dire nécessairement qui est  
18 Québécois. C'est le Québécois lui-même qui décide qui  
19 il est. Et je pense que le même raisonnement s'applique  
20 dans le cas des Métis.

21                   Sans connaître nécessairement leurs  
22 revendications politiques vous avez parlé entre autres  
23 de cette résolution de l'Assemblée nationale adoptée en

**le 29 novembre 1993**

**Commission royale sur  
les peuples autochtones**

1 1985. À notre avis, en plus d'être une résolution adoptée  
2 unilatéralement c'est une résolution qui est hautement  
3 symbolique, et rien de plus. Et je peux vous donner un  
4 exemple récent et très concret de ça.

5                   Lorsque M. Mulroney avait annoncé un  
6 referendum sur l'Accord de Charlottetown le Québec tout  
7 de suite a rétorqué que oui, d'accord, mais le processus  
8 de consultation populaire serait fait en vertu des lois  
9 du Québec. Les Cris rétorquent par la suite d'accord,  
10 mais le processus de consultation populaire sera fait,  
11 en ce qui concerne les Cris, selon les lois crie. Vous  
12 nous avez reconnu comme nation dans votre résolution de  
13 l'assemblée générale. Nous disons que nous sommes un  
14 peuple avec le droit à l'auto-détermination. Il faut être  
15 conséquent avec ces choses-là.

16                   C'est ce qu'on a voulu défendre mais le  
17 directeur général des élections du Québec nous a répondu  
18 que ce n'était pas possible, qu'il fallait demander la  
19 permission d'abord au gouvernement du Québec.

20                   Tout ça pour dire que je pense que toutes  
21 ces choses-là relèvent d'un processus  
22 d'auto-qualification où les gens peuvent déterminer par  
23 eux mêmes qui ils sont. De là découlent évidemment les

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 droits qu'ils possèdent.

2 **GÉRALD LAROSE:** Comme le disait Roméo,  
3 sur la question des Métis on n'a pas réfléchi. Je vous  
4 dirai que personnellement la société québécoise, comme  
5 toutes les sociétés, sont le fruit d'un immense métissage.

6 Je pense que la non-reconnaissance des  
7 droits des Autochtones peut générer des volontés de voir  
8 les Métis...leur être reconnu des droits, mais dans  
9 l'approche du Forum où on réglerait la question des  
10 territoires, la question de l'autonomie gouvernementale,  
11 je pense que les gens auraient en fait le choix de choisir,  
12 si je peux dire, leur appartenance.

13 À un moment donné je ne pense pas qu'on  
14 puisse transmettre dans les autres sociétés constamment  
15 l'héritage qu'on tire derrière soi. Je prends mes propres  
16 enfants. Je suis marié à une Haïtienne. Ils sont  
17 certainement Métis. Mais je ne leur reconnaitrai jamais  
18 le droit d'invoquer la constitution d'Haïti pour avoir  
19 quelque service que ce soit. Ils sont des Québécois et  
20 Métis ou pas ils font partie de cette société-là.

21 Dans ce sens-là je pense qu'il ne faut  
22 pas réduire la question autochtone à une question ethnique  
23 et ne pas faire en sorte qu'on puisse semer une ambiguïté

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 qui ferait en sorte qu'à cause du sang ou à cause de la  
2 race il y a des choses qui vont nous traîner toute notre  
3 vie.

4 **COPRÉSIDENT RENÉ DUSSAULT:** Un des  
5 grands débats qui est devant la Commission est relatif  
6 à ceci. On dit, écoutez, la Loi sur les Indiens au premier  
7 chef nous a définis, nous a catégorisés, a décidé qui on  
8 était, quand est-ce qu'on était nous-mêmes, quand est-ce  
9 qu'on ne l'était pas, et caetera. Donc il faudrait plutôt  
10 laisser aux Autochtones le choix de se définir, exactement  
11 comme vous le dites.

12 La difficulté survient cependant  
13 lorsque ces définitions-là sont dans le cadre de programmes  
14 gouvernementaux auxquels des bénéfices sont attachés.  
15 Ce que l'on dit souvent, il est évident que pour les fins  
16 de la notion de gouvernement c'est une définition qui va  
17 de soi. C'est la façon dont ça doit s'accomplir.

18 Ce à quoi la Commission est confronté  
19 à ce moment-ci cependant c'est lorsqu'il y a des bénéfices  
20 additionnels ou spécifiques, particuliers, attachés à un  
21 statut, à ce moment-là la définition totalement ouverte  
22 du statut pose une question de coûts. C'est une question  
23 extrêmement difficile. On nous l'amène souvent au niveau

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 du principe mais comment résoudre cette question-là  
2 lorsque c'est pour les fins d'un programme.

3 Je souhaiterais que le Forum réfléchisse  
4 à ça parce que ça va se poser à partir du moment où chacun  
5 décide, et c'est parfaitement légitime qu'il en soit ainsi.

6 Sur le plan démocratique on s'identifie à telle communauté  
7 ou à telle autre.

8 Dans un contexte où on a un régime  
9 législatif et où on a des programmes qui donnent des  
10 avantages spécifiques, c'est là que se soulève la question.

11 C'est plus d'une certaine façon une incitation à prolonger  
12 votre réflexion sur ce plan-là parce que c'est là que la  
13 difficulté arrive.

14 On a fait cette discussion-là sur le plan  
15 canadien mais on a un peu de difficulté à la faire  
16 véritablement, de réconcilier les principes avec la  
17 réalité pratique des programmes.

18 Je ne sais pas si vous avez des  
19 commentaires additionnels, mais je souhaite que vous  
20 poursuiviez la réflexion.

21 **GÉRALD MCKENZIE, Président, Ligue des**  
22 **droits et des libertés:** Sur cette question évidemment  
23 au Forum on a eu un débat très poussé sur la question de

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 l'ethnicité, le territoire. On a choisi le territoire,  
2 mais sans oublier de dire que étant donné la situation  
3 de retard ou de correction à faire sur la situation des  
4 Autochtones il y a évidemment à ce moment-là, comme vous  
5 dites, des bénéfices spéciaux, des programmes spéciaux  
6 qui devront être mis en place pour faire en sorte que les  
7 retards s'amenuisent, si on veut.

8 À ce moment-là ça va prendre évidemment  
9 des identifications où la question de l'identité va jouer.

10 C'est à mesure que les choses vont évoluer qu'on va essayer  
11 de se détacher, si on veut, de l'ethnisation. Mais on  
12 ne peut pas dire qu'on va devenir tous pareils et qu'on  
13 va se métisser complètement et que vont disparaître les  
14 nations et les groupes et des bénéfices spéciaux pour un  
15 certain temps en tout cas, jusqu'à temps qu'on puisse dire  
16 on est tous des humains. Mais c'est pas fini, ça. Il  
17 y a du chemin à faire.

18 Donc il faut que la question de  
19 l'identité soit discutée, mais tout le temps en pensant  
20 qu'elle doit se fonder sur un territoire, cette notion  
21 de citoyenneté. Je veux dire que le débat au Forum a été  
22 un débat qui n'est pas terminé et qui est difficile à mener.

23 Évidemment on est en présence de nations



le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 toutes égales mais en situation d'inégalité aussi. C'est  
2 peut-être ça qu'il faut prendre en considération et c'est  
3 ce chemin-là qui est à faire par, entre autres, le peuple  
4 majoritaire, de dire on est égaux mais en même temps cette  
5 égalité-là, de principe, souffre d'une certaine manière  
6 à l'heure actuelle d'inégalité profonde, qui sont dûs à  
7 une exploitation ou à une colonisation et tout ça.

8 **COPRÉSIDENT RENÉ DUSSAULT:** Merci.

9 Évidemment c'est un débat qu'il va  
10 falloir poursuivre. Chacun sait que le statut d'Indien  
11 inscrit, par exemple, amène une réalité au niveau des  
12 programmes qui est propre, donc c'est ce qui a amené un  
13 peu cette définition qui lorsqu'on parle de gouvernement  
14 autochtone ont plus de bon sens, et les Autochtones nous  
15 le disent.

16 C'est la transition qui est complexe  
17 d'une situation où on a des particularistes de programmes.

18 Je pense que votre mémoire est très clair sur le respect  
19 des différences et des nations propres au Québec.

20 Également je pense que vous avez été très  
21 clairs sur la question de l'égalité au niveau des sexes.

22 C'est une préoccupation majeure sur le plan canadien qu'il  
23 y ait une protection fondamentale pour les femmes comme

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 pour les hommes dans tout projet de société, qu'il soit  
2 canadien ou québécois.

3 Je voudrais à ce moment-ci aller au point  
4 4.6 de votre mémoire. Il y a une question intéressante  
5 que vous soulevez quand vous dites que le Forum reconnaît  
6 les relations existantes entre les nations autochtones  
7 vivant au Québec et les membres des nations autochtones  
8 vivant à l'extérieur du Québec.

9 J'aimerais que vous explicitiez  
10 davantage ce que signifie la reconnaissance que le Forum  
11 fait de liens entre les nations autochtones avec d'autres  
12 nations sur le plan canadien et sur le plan américain.

13 Est-ce que vous pouvez préciser un peu  
14 davantage votre pensée là-dessus. On pense spontanément  
15 à tout le circumpolaire pour les Inuits. Nous aurons  
16 plusieurs présentations cet après-midi de ce côté-là.

17 **ROMÉO SAGANASH:** Je pense que c'est un  
18 point absolument essentiel et fondamental dans tout projet  
19 de société qui implique les Autochtones de préserver les  
20 relations existantes entre des Autochtones à l'intérieur  
21 d'une frontière qui nécessairement a été définie par  
22 d'autres.

23 Un expert sur ces questions avait dit

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 un jour qu'il n'y a pas de minorités, il y a seulement  
2 des stupides frontières coloniales. Alors dans ce sens-là  
3 je pense que c'est quelque chose qui s'applique autant  
4 au Canada.

5 Il y a des Cris qui sont au Québec, mais  
6 il y a des Cris dans les autres provinces -- l'Ontario,  
7 Saskatchewan, Manitoba, Alberta, même une communauté en  
8 Colombie-Britannique je crois.

9 Je pense qu'il était évident pour nous  
10 qu'il fallait respecter le fait qu'il y ait toujours eu  
11 des relations entre ces différentes nations autochtones  
12 à travers le Canada, donc reconnaître que ces relations  
13 doivent se poursuivre dans la réalité des choses, que ce  
14 soit au niveau des échanges interculturels entre ces  
15 nations.

16 J'ajouterais à ce moment-ci que c'est  
17 une des préoccupations importantes des nations autochtones  
18 au travers le Canada lorsqu'on discute de la question de  
19 la souveraineté du Québec aussi. J'ai cru remarquer à  
20 plusieurs reprises à chaque fois qu'une résolution était  
21 adoptée par l'Assemblée des premières nations cette  
22 question-là a toujours été soulevée. Nous avons tenté  
23 donc d'y répondre de façon assez claire.

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 Je pense que c'est quelque chose qui va  
2 de soi qu'il faut respecter absolument et je ne pense pas  
3 que c'est une reconnaissance qui va seulement dans l'axe  
4 est-ouest mais aussi dans l'axe nord-sud.

5 **COPRÉSIDENT RENÉ DUSSAULT:** Peut-être  
6 une précision additionnelle.

7 Est-ce que le manifeste envisage la  
8 possibilité pour les nations autochtones du Québec d'avoir  
9 une certaine compétence internationale, une relation sur  
10 le plan international. Comme vous le savez très bien,  
11 monsieur Saganash, le dossier autochtone a non seulement  
12 des répercussions mais également il y a toute une dynamique  
13 au niveau international parce que c'est une réalité à  
14 l'échelle de la planète.

15 Est-ce que, par exemple, un peu à la  
16 manière où dans le milieu des années '60 au Québec il y  
17 a eu beaucoup de discussion sur le prolongement  
18 international des compétences provinciales?

19 Est-ce que votre manifeste, votre  
20 groupe, le Forum, a fait une certaine réflexion à cet  
21 égard-là, sur un prolongement international pour les  
22 nations autochtones, un air de respire au niveau  
23 international tout en s'étant autodéterminé au sein du

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 Québec ou au sein du Canada. La question est autant  
2 valable sur le plan canadien.

3 Est-ce qu'il y a une réflexion  
4 d'amorcée?

5 **ROMÉO SAGANASH:** Je dirais simplement  
6 que lorsqu'on a discuté de ces questions-là, surtout par  
7 rapport au principe du droit à l'autodétermination des  
8 peuples, nous  
9 avons voulu éviter toute distinction entre le genre de  
10 droit à l'autodétermination qu'un peuple peut avoir  
11 vis-à-vis l'autre.

12 Je pense que le principe de deux poids,  
13 deux mesures dans l'application de ce principe est à éviter  
14 pour quiconque.

15 Dans ce sens-là il est évident que le  
16 droit à l pour quiconque inclut nécessairement son  
17 expression cécessioniste??.

18 Ceci étant dit, je pense que vous  
19 connaissez suffisamment les Autochtones aujourd'hui,  
20 après avoir parcouru le pays, pour réaliser qu'on a un  
21 énorme rattrapage à faire à tous les niveaux je pense,  
22 à l'intérieur même de nos communautés avant de pouvoir  
23 même penser à avoir des relations internationales, ce qui

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 n'est pas impossible parce que dans la mesure où on parle  
2 de peuple on doit nécessairement parler de relations entre  
3 peuples.

4 Je pense qu'en ce sens les peuples  
5 peuvent avoir des relations avec les autres peuples qui  
6 désirent avoir des relations avec eux.

7 Je pense aussi dans une certaine mesure  
8 que malgré tout même si du jour au lendemain dans la  
9 Constitution canadienne on reconnaissait le droit à  
10 l'autodétermination des peuples autochtones, ça ne  
11 risquerait pas de chambarder complètement le pays, dans  
12 le sens qu'il faut réellement se poser certaines questions  
13 fondamentales, surtout pour nous, est-ce qu'on est prêt  
14 à assumer toutes les responsabilités que ça implique?  
15 Et toutes les questions qui s'ensuivent de ce genre-là.

16 Dans ce sens-là je pense qu'il y a des  
17 étapes préliminaires qu'on doit respecter.

18 **BERNARD CLEARY:** Il faudrait bien voir  
19 aussi dans le manifeste que notre objectif n'était pas  
20 de délimiter un nouveau carré de sable. C'était pas ça  
21 l'objectif du manifeste.

22 C'était beaucoup plus de laisser aller  
23 l'intelligence ou d'essayer de trouver des formules qui

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 devraient satisfaire la relation qui pourrait arriver dans  
2 le futur.

3                                   Partant de ce principe-là, on n'a pas  
4 réglé tous les problèmes mais on n'a surtout pas fermé  
5 les portes à tout ça. Dans l'esprit que le disais tantôt  
6 Roméo, on ne peut pas d'un côté reconnaître le droit à  
7 l'autodétermination puis de l'autre côté le limiter. Je  
8 pense que l'esprit de l'ensemble du dossier est comme ça.

9                                   **COPRÉSIDENT RENÉ DUSSAULT:** Je pense  
10 que là-dessus que votre manifeste est très clair. Il n'y  
11 a pas deux poids, deux mesures, et les mêmes principes  
12 s'appliquent. Mais ma question était moins sur le plan  
13 d'un choix d'autodétermination cessionniste??,  
14 c'est-à-dire de pleine souveraineté, que...

15                                   Dans le cadre où les Autochtones font  
16 un choix de s'autodéterminer par l'autonomie  
17 gouvernementale sur le plan canadien et québécois, est-ce  
18 que vous voyez une place dans le cadre canadien, dans le  
19 cadre québécois, pour une compétence des gouvernements  
20 autochtones au Canada sur le plan international? C'était  
21 plus ma questions, comme prolongement du type de pouvoirs  
22 qu'ils choisiraient d'exercer après une négociation avec  
23 les gouvernements environnants. C'était plutôt dans ce

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 sens-là.

2 **GÉRALD LAROSE:** On pourrait je pense  
3 faire un débat assez théorique sur toutes ces questions-là  
4 mais il apparaît évident, par exemple, que pour l'économie  
5 du Grand Nord qu'il y ait, oui, des habilités particulières  
6 de reconnues, et il me semble que ça va de soi que les  
7 peuples du Grand Nord puissent s'inscrire dans un ensemble  
8 circumpolaire, par exemple.

9 Sans être un grand théoricien de toutes  
10 ces questions-là, surtout à l'ère où il y a ouverture sans  
11 cesse plus grande des marchés et des frontières pour  
12 établir ces marchés-là, il me semble que ça va de soi qu'il  
13 va y avoir semblables dispositifs.

14 **GÉRALD MCKENZIE:** La discussion qu'on  
15 a justement eue à un moment donné a été sur cette question  
16 de la conférence circumpolaire, que vous devez connaître  
17 très bien, Inuit Circumpolaire Conference, qui deviennent  
18 presque un parlement international, qui se donnent des  
19 orientations.

20 On a même vu là-dedans une possibilité  
21 pour les autres peuples à l'intérieur du Québec, si on  
22 veut, d'avoir des ouvertures sur le monde. Si les  
23 Autochtones se lient ensemble et si on a des liens



le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 harmonieux ici qui permettent à chacune des nations de  
2 se développer ces forums internationaux là ou ces  
3 institutions internationales politiques pourraient aussi  
4 servir, je pense, peut-être que l'avenir est là, de liens,  
5 de débouchés, de moyens de rejoindre le monde aussi pour  
6 les autres nations. C'est pas à voie unique, si on veut.

7 **COPRÉSIDENT RENÉ DUSSAULT:** Sur le plan  
8 du travail, on a eu quelques présentations de  
9 l'Organisation internationale du travail au sujet de la  
10 Convention 169 qui n'est pas ratifiée par le Canada.

11 Vous avez parlé d'un certain nombre de  
12 textes internationaux. Vous vous référez entre autres  
13 au projet de déclaration des droits des Autochtones qui  
14 est devant les Nations Unies, qui est en élaboration.

15 Est-ce que cette question-là de la  
16 Convention 169 a fait l'objet de réflexions et de  
17 discussions? Le gouvernement canadien ne l'a pas  
18 ratifiée, et il y a des dispositions qui touchent les  
19 Autochtones de façon significative. Est-ce que c'est une  
20 question qui a été débattue au Forum ou qui pourra l'être?

21 On sait que ce n'est pas une question  
22 facile sur le plan canadien et ça met en relation la  
23 relation Autochtones, Canadiens et Québécois. Est-ce que

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 vous pouvez élaborer là-dessus?

2 **GÉRALD MCKENZIE:** Dans tout le mémoire  
3 qu'on présente on en vient souvent à citer les textes  
4 internationaux, les déclarations, les conventions, et tout  
5 ça, parce que tout au long de nos débats on s'est rendu  
6 compte que si on se laissait prendre par les lois actuelles  
7 au Canada, soit les chartes québécoises ou canadiennes,  
8 les débats se mettaient à dériver, si on veut.

9 On s'est dit de plus en plus le droit  
10 international devrait être celui qui oriente, finalement,  
11 les lois canadiennes ou québécoises. Évidemment cette  
12 question-là on ne l'a pas discutée comme telle, mais  
13 évidemment on souhaite que nos gouvernements, soit le  
14 Québec nouveau ou en tout cas le gouvernement actuel, signe  
15 sans réserve les conventions internationales. Je dis bien  
16 sans réserve parce que vous savez que toutes ces  
17 conventions-là peuvent être signées avec un certain nombre  
18 de réserves qui font que finalement c'est presque  
19 inapplicable.

20 C'est un peu l'esprit du Forum, de faire  
21 en sorte que le droit international dans son esprit, si  
22 on veut, soit applicable et qu'on puisse y référer, ce  
23 qui éviterait peut-être des problèmes des lois qui sont

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 toujours conjoncturelles et qui dépendent des rapports  
2 de force.

3 **COPRÉSIDENT RENÉ DUSSAULT:** C'est une  
4 clarification qui est utile. Il y a beaucoup  
5 d'instruments internationaux et évidemment vous en avez  
6 mentionnés quelques-uns. Je comprends le principe.

7 Évidemment on pourrait passer encore de  
8 longs moments à discuter de votre mémoire. Je pense que  
9 l'essentiel est la démarche qui est entreprise et, comme  
10 je l'ai mentionné, il est certainement unique au Canada  
11 à ce moment-ci de travailler, Autochtones et  
12 non-Autochtones, à l'élaboration d'un contrat social, d'un  
13 contrat de société, d'un projet de société commun dans  
14 lequel les deux pourraient travailler.

15 On ne peut pas faire autrement que de  
16 souhaiter que vous allez pouvoir, dans la prochaine année,  
17 élargir le cercle du côté des Autochtones et du côté du  
18 public en général, des organisations non-Autochtones pour  
19 que cette réflexion-là, cette démarche, continue à  
20 s'accomplir.

21 De notre côté, nous sommes extrêmement  
22 intéressés à garder le contact et le suivi de votre pensée.

23 Même si le processus de consultations publiques se termine

**le 29 novembre 1993**

**Commission royale sur  
les peuples autochtones**

1 à la fin de la semaine on est toujours preneurs de  
2 suggestions additionnelles, d'éléments additionnels tant  
3 qu'on n'aura pas fermé les livres du côté de la Commission.

4 J'ai peut-être eu l'occasion déjà de  
5 dire que nous avons l'intention, dans les prochains mois,  
6 de produire un certain nombre de documents de politique  
7 publique sur les points majeurs de notre mandat, avec des  
8 options et des discutés de façon restreinte entre les  
9 gouvernements et les Autochtones pour essayer de voir un  
10 peu plus où sont les points communs et les points de  
11 divergence pour construire nos recommandations sur ces  
12 points communs, donc essayer d'avoir des recommandations  
13 qui s'appuient sur des principes clairs mais qui sont aussi  
14 stratégiques.

15 On nous dit toujours qu'est-ce qui va  
16 faire que votre Commission va changer quelque chose, que  
17 ça ne prendra pas la voie de la Nuit des temps d'une certaine  
18 façon.

19 Ce qu'on a élaboré après ces quatre  
20 séries d'audiences publiques c'est de faire un peu ce qu'on  
21 appelle ces séminaires de validation des options, ces  
22 testing seminars, où on espère que ça va aussi créer une  
23 démarche de rapprochement et d'idées de voir où sont les

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 zones d'ententes et où est-ce qu'on peut construire le  
2 futur.

3                                Dans ce sens-là la démarche que vous avez  
4 entreprise a beaucoup de résonance pour nous, parce que  
5 c'est une démarche qui doit être multipliée à plusieurs  
6 niveaux. Peut-être une dernière question.

7                                Vous êtes bien conscients de la  
8 difficulté d'éducation publique, de connaissances.  
9 Souvent c'est la connaissance de l'autre qui fait qu'il  
10 y a plus de conflits qu'il ne devrait y en avoir en réalité.

11                              Souvent à se connaître on se rend compte qu'il y a beaucoup  
12 de convergence.

13                              Dans le cadre propre ici à Montréal et  
14 de la société du Québec si vous avez des idées, des  
15 démarches additionnelles sur le plan d'un rapprochement  
16 par une information, dans le fond, de base et une discussion  
17 franche, on vous incite à la faire valoir sur toutes les  
18 tribunes possibles parce qu'il y a vraiment un besoin  
19 important à ce moment-ci qu'on s'en aille plutôt en  
20 convergence qu'en différence.

21                              Encore une fois, le rapport de la  
22 Commission, on a eu l'occasion de le dire, interpellera  
23 un certain nombre d'idées reçues, souvent idées reçues

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 parce que dans le fond c'est le phénomène de l'écho sur  
2 plusieurs générations et s'est jamais vraiment arrêté à  
3 dire est-ce que les choses peuvent être autrement?

4 Il faut en même temps qu'il y ait un  
5 terrain fertile et que la démarche se fasse collectivement  
6 et non pas en cherchaude?? par un groupe comme une  
7 commission royale ou d'autres groupes dans la société.

Dans ce sens-là on 8 accueille votre mémoire et votre manifeste avec beaucoup  
9 d'intérêt et on souhaite que le processus d'appropriation  
10 à l'intérieur des diverses instances se déroule bien.

11 Nous vous remercions encore une fois de  
12 votre contribution qui, je le répète, est une contribution  
13 québécoise mais aussi canadienne dans le sens large du  
14 thème parce que c'est une démarche qui n'a pas encore de  
15 contrepartie à l'extérieur du Québec.

16 Merci, monsieur Larose, monsieur  
17 Saganash.

18 La Commission suspend ses travaux  
19 jusqu'à 13 h 30, alors que nous aurons l'occasion  
20 d'entendre la présentation de la Société Makivik, par la  
21 suite du Nunavut Tunngavik, et l'Inuvialuit Regional  
22 Corporation, la Corporation des Inuits de l'Arctique de  
23 l'ouest.

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1                   Merci.

2     --- Suspension de l'audience à 12 h 08

3     --- Upon resuming at 1:39 p.m.

4                   **COPRÉSIDENT RENÉ DUSSAULT:** Bonjour à  
5 tous. La Commission royale sur les peuples autochtones  
6 reprend son audience publique.

7                   This afternoon we are going to have the  
8 presentation of the Makivik Corporation, la Société  
9 Makivik. Je voudrais sans plus tarder demander au  
10 président, Charlie Watt, to make the presentation.

11                   **CHARLIE WATT, President, Makivik**  
12 **Corporation:** Thank you, Mr. Chairman.

13                   On behalf of the Makivik Corporation and  
14 the Inuit of Nunavik, we would like to thank the Royal  
15 Commission on Aboriginal Peoples for this opportunity  
16 appear before you today.

17                   Makivik was created under the James Bay  
18 and Northern Quebec Agreement and acts both as a  
19 development corporation and a representative organization  
20 for the Inuit of Nunavik. We also remind Commissioners  
21 that Nunavik consists of almost all of the Quebec mainland  
22 north of the 55th parallel. This is approximately the  
23 top third of the province. Nunavik includes the adjacent

**le 29 novembre 1993**

**Commission royale sur  
les peuples autochtones**

1 offshore area which is under federal jurisdiction. It  
2 is important to remember that Inuit constitute the  
3 overwhelming majority of the population in this region.

4 We know that the Commission is already  
5 familiar with Nunavik as a result of hearings held in our  
6 region, the testimony given by the Nunavik Constitutional  
7 Committee on our self-government objectives, and your work  
8 on the High Arctic Inuit Exiles issue. On this latter  
9 point, we thank the Commission for conducting a thorough  
10 review of the hardship suffered by these people. We urge  
11 you to make the necessary recommendations to help bring  
12 this matter to a just and equitable conclusion.

13 As the Commission is aware, a number of  
14 the non-ethnic institutions created for the benefit of  
15 Inuit under the James Bay and Northern Quebec Agreement  
16 come under provincial jurisdiction. As a result, many  
17 of our day-to-day issues are affected more by Quebec  
18 policies and legislation than those of the federal  
19 government. Rather than survey all of these issues, we  
20 will concentrate our presentation on those areas where  
21 Nunavik could benefit from changes to federal policies  
22 or legislation. We believe this is where the  
23 recommendations of the Royal Commission will have their

StenoTran



le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 greatest impact.

2 The fleeting nature of federal obligations and fiduciary  
3 responsibilities to Inuit:

4                   From our vantage point in Nunavik, it  
5 is becoming increasingly obvious that Inuit are fast  
6 becoming a victim of the federal government's desire to  
7 "get out of the native business."

8                   For years we witnessed  
9 federal-provincial wrangling over the "off-loading" of  
10 responsibilities and expenses associated with Aboriginal  
11 peoples. We have seen the Department of Indian Affairs  
12 and Northern Development divest itself of almost all  
13 programs aimed specifically at Inuit. We have also heard  
14 public and private statements by federal ministers and  
15 officials that the federal government would no longer be  
16 assuming its traditional level of responsibilities and  
17 obligations for the Inuit of Nunavik. Some of these  
18 statements have been retracted, but the government  
19 continues to apply its unwritten policy of distancing  
20 itself from its responsibilities for Inuit, especially  
21 those of us residing in provinces.

22                   Inuit of Nunavik are especially  
23 sensitive to this issue. During the negotiations of the

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 James Bay and Northern Quebec Agreement we became the first  
2 Aboriginal group to opt to have many of our institutions  
3 come under provincial jurisdiction. At the time we had  
4 the opportunity to come under federal jurisdiction  
5 exclusively, but quickly realized that this option would  
6 lead to nothing more than an Indian reserve system modified  
7 for Inuit. We rejected it because we saw no advantage  
8 in limiting our future to small parcels of land.

9                   As a result, we opted for non-ethnic  
10 regional institutions coming under the Quebec  
11 jurisdiction. We also believed there would be practical  
12 advantages in having our institutions better integrated  
13 with the various provincial regimes. However, under no  
14 circumstances did we sign off on our relationship with  
15 the federal government or on the federal fiduciary  
16 responsibility to the Inuit of Nunavik. It must be  
17 remembered that the only reason it was possible to bring  
18 the Kativik Regional Government and the Kativik School  
19 Board into existence through provincial legislation was  
20 that they are non-ethnic bodies that are not for the benefit  
21 of Inuit exclusively.

22                   Unfortunately, in all too many  
23 instances, the federal government took the James Bay and

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 Northern Quebec Agreement and our willingness to work with  
2 provincial jurisdiction as an opportunity to disavow much  
3 of its responsibilities to the Inuit of Nunavik. Except  
4 for issues which are clearly matters of federal  
5 jurisdiction (the offshore being one example), the federal  
6 government has consistently attempted to limit its  
7 obligations to the Inuit of Nunavik to nothing more than  
8 the terms of the James Bay and Northern Quebec Agreement.

9           The most recent example of this is the  
10 federal government's refusal to consider a process for  
11 participating in self-government negotiations for  
12 Nunavik. Although we see the primary negotiations taking  
13 place with Quebec, we believe the federal government has  
14 an obligation to participate at the appropriate time and  
15 to help cover the costs of the process.

16           Recent ministers have defended the  
17 government's position on this matter by stating that Canada  
18 will honour all of its obligations under the James Bay  
19 and Northern Quebec Agreement and the associated  
20 implementation agreement. The absurdity of this  
21 rationale is found in the fact that these two agreements  
22 are obviously not self-government agreements.

23           There are also alarming trends at the

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 national level concerning federal government's  
2 obligations to Inuit. In general, programs aimed at  
3 Aboriginal peoples will fall into one of the following  
4 three categories: (1) programs for Indian First Nations;  
5 (2) programs for Aboriginal peoples in general; and (3)  
6 northern programs.

7                   From this breakdown, we can see that  
8 Inuit have no business in the design, devolution, or the  
9 possible cancellation of programs falling into the first  
10 category. Inuit do have a role to play in the second  
11 category. However, we only have limited influence because  
12 of our small numbers and because these program are often  
13 put in place to meet the needs of large Aboriginal  
14 populations in southern Canada. Inuit are often consulted  
15 about northern programs but, more often than not, these  
16 are designed and administered in conjunction with the  
17 territorial governments.

18                   The point of all this is that the  
19 fulfillment of federal obligations to Inuit is a very  
20 tenuous proposition if Inuit do not even have the  
21 opportunity to sit down one-on-one with the federal  
22 government to discuss programs aimed specifically at  
23 Inuit. One solution to this problem is to have the federal

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 government address its obligations and responsibilities  
2 to Inuit through Inuit-specific programs, policies and  
3 legislation.

4 Our national organization, the Inuit  
5 Tapirisat of Canada, has been calling for such an approach,  
6 and Makivik fully supports them on this matter.

7 Even more important than the creation  
8 of Inuit-specific programs is the need to have the federal  
9 government honour and act on its responsibilities and  
10 obligations for all the Aboriginal peoples under its  
11 jurisdiction in an equitable manner. The government does  
12 not have the luxury of being able to pick and choose where  
13 it will act on its responsibilities and obligations based  
14 on political convenience. This means the federal  
15 government has a duty to honour its obligations and  
16 responsibilities to the Inuit of Nunavik that go beyond  
17 the terms of the James Bay and Northern Quebec Agreement.

18

19 Some reasons for Inuit-specific programs and policies:

20 Justification for the establishment of  
21 Inuit-specific programs and policies can be found in the  
22 fact that the situation of Inuit and the other Aboriginal  
23 peoples is dramatically different in a number of areas.

**le 29 novembre 1993**

**Commission royale sur  
les peuples autochtones**

1                   The Inuit track record with the land  
2 claims process is a good example of this. We were among  
3 the first of the Aboriginal peoples to enter into land  
4 claims negotiations, and we are the first to conclude  
5 agreements for most of our major claims. With the  
6 settlement of the Nunavut claim, approximately 90 per cent  
7 of the Inuit of Canada are part of one or another land  
8 claim agreement. Only the Nunavik offshore area and  
9 Labrador claims remain to be settled. These are presently  
10 under negotiation.

11                   Our record in settling our claims is  
12 impressive when one considers that a little less than two  
13 decades ago, Inuit had absolutely no land claims agreements  
14 or treaties with the crown.

15                   The implementation of our  
16 self-government rights is another area where Inuit are  
17 moving in a direction that differs from that of the other  
18 Aboriginal peoples. It now appears that most of the Inuit  
19 of Canada have opted to exercise their self-government  
20 rights through the creation of non-ethnic regional and  
21 territorial governments. This is in sharp contrast with  
22 models that foresee a high degree of Aboriginal sovereignty  
23 over a fairly limited land base.

StenoTran

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1                   One factor that clearly sets Inuit apart  
2 from other Aboriginal peoples is that we are the  
3 overwhelming majority in the unique part of the country  
4 we inhabit. The significance of this only becomes  
5 apparent when one examines the situation of the other  
6 Aboriginal peoples in Canada.

7                   The cultural, social, and political  
8 institutions of the Métis and Indian First Nations differ  
9 greatly from that of the non-Aboriginal populations of  
10 this country. But they do have one thing in common: they  
11 share the same landscape; they are all in the same area  
12 of the country and live below the tree line. We call it  
13 southern Canada. Inevitably, they often end up sharing  
14 certain transportation and communication networks and  
15 other services.

16                   Needless to say, things are different  
17 in the Arctic. Aside from transient workers involved in  
18 resource development or the military, and the  
19 non-Aboriginal professionals who have taken up residency  
20 as "part" of the Inuit communities, Inuit are pretty much  
21 the only people living on a permanent basis in the vast  
22 stretch of this country which lies north of the tree line.

23                   Many people fail to grasp the full

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 implications of this simple reality. As we mentioned  
2 earlier, it means that political arrangements based on  
3 small parcels of land are simply out of the question.  
4 It means Inuit can take a chance with non-ethnic government  
5 arrangements that may be inappropriate for most other  
6 Aboriginal peoples. It also means Inuktitut remains our  
7 daily language and that, with few exceptions, we continue  
8 to have unrestricted access to the land that has been home  
9 to our people for thousands of years.

10                   Unfortunately, our situation also means  
11 a high cost of living which is two to three times the  
12 Canadian average. Transportation and communication costs  
13 are staggering. In Nunavik, it is no more a luxury for  
14 an Inuk to take a plane than it is for a Montrealer to  
15 board a bus or train. Employment and higher-education  
16 opportunities are few and far between. In our  
17 communities, the unemployed do not have the option of going  
18 down the road to look for temporary work. And yet, the  
19 costs of doing business in our region is mind-boggling.  
20 The start-up costs alone are enough to discourage the  
21 most ardent entrepreneur.

22                   The examples given demonstrate that  
23 there are some major differences between Inuit and other



le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 Aboriginal peoples in a number of fundamental areas.  
2 Under these circumstances, it is easy to understand how  
3 government programs designed in the south, administered  
4 in the south, and generally targeted at Aboriginal peoples  
5 in a southern context, are often ill-suited for the Inuit  
6 and the North.

7                   As stated earlier, the solution to this  
8 problem is for the federal government to create  
9 Inuit-specific programs. We believe that business and  
10 economic development and housing are some of the many areas  
11 where the government should be taking immediate action  
12 to establish Inuit-specific programs.

13

14 Self-government policies:

15                   In this part of our presentation we will  
16 be making three points concerning self-government within  
17 the context of the current constitutional framework. We  
18 will save our comments on constitutional entrenchment of  
19 the inherent right of self-government for a later section  
20 of this presentation.

21                   Our first point is that the federal  
22 government has an obligation to enter into self-government  
23 negotiations with Inuit in all the regions in Canada.

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 The Inuit Tapirisat of Canada also raised this matter in  
2 their appearance before the Commission several weeks ago,  
3 and we believe that it is especially important for Inuit  
4 in the Nunavik, Inuvialuit and Labrador regions.

5                   In Nunavik, we know that from a practical  
6 standpoint much of our negotiations will have to take place  
7 with Quebec if we are to arrive at a truly workable lasting  
8 arrangement for a strong, effective government for our  
9 region. However, this does not absolve the federal  
10 government of its obligations to sit down with us to  
11 establish a process by which it will participate in these  
12 negotiations and help cover the cost of the negotiating  
13 process.

14                   The second point we wish to address  
15 concerns the fact that most Inuit are opting to implement  
16 their self-government rights through non-ethnic  
17 institutions. Although the federal government has not  
18 stood in the way of such a choice, it has done very little  
19 to develop policies recognizing this option or to  
20 facilitate the negotiation of non-ethnic self-government  
21 arrangements. At most, the government has acknowledged  
22 the non-ethnic options as an after-thought, an adjunct,  
23 to whatever approaches it may be developing for the

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 implementation of the self-government rights of the Indian  
2 First Nations.

3                   We believe that it is high time the  
4 federal government develop policies to explicitly  
5 accommodate and support the negotiation of non-ethnic  
6 self-government agreements with Inuit. Such a policy  
7 should establish that non-ethnic governments would be open  
8 to the participation of all residents under their  
9 jurisdiction, and that they would respect the rights of  
10 all people. However, the policy will have to clarify that  
11 non-ethnic governments would be established as a result  
12 of negotiations with Inuit and that they would be put in  
13 place primarily for the benefit of Inuit. It is in this  
14 context that the policy should stipulate that agreements  
15 for non-ethnic governments should allow for an "ethnic  
16 component" to help safeguard and promote the rights,  
17 culture and practices of Inuit.

18                   Our next point addresses the federal  
19 government's policy of excluding self-government  
20 provisions from land claims agreements. We see no logic  
21 behind this policy since land claims agreements generally  
22 lay the ground work for a new relationship between the  
23 Aboriginal party and non-Aboriginal society. Moreover,

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 many land claims agreements already contain  
2 self-government provisions of one type or another.

3                   Our own James Bay and Northern Quebec  
4 Agreement provides for the Kativik School Board and a  
5 regional administration in the form of the Kativik Regional  
6 Government. More recently, we see that Article 4 of the  
7 Nunavut Agreement commits the federal government to  
8 creating a whole new territorial government.

9                   The federal government should not only  
10 abandon its policy of excluding self-government provisions  
11 from land claims agreements; it should be prepared to  
12 support the request of any Aboriginal people to re-open  
13 their land claims agreement to include self-government  
14 arrangements. It should be at the sole option of the  
15 Aboriginal party whether or not to include all, or part,  
16 of their self-government provisions in a land claim  
17 agreement, a stand-alone self-government treaty, or in  
18 a simple contractual agreement.

19                   In our case in Nunavik, we have plans  
20 to include provisions for the establishment of the Nunavik  
21 Assembly in the James Bay and Northern Quebec Agreement.

22 We feel this makes sense in that it would be possible  
23 to regroup many of the self-government powers already found

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 in the Agreement under this one body.

2 Alternatives to extinguishment:

3 We will be as brief as possible on this  
4 issue. We know many other groups have addressed this  
5 question and that the Commission has conducted substantial  
6 research on the matter.

7 Ultimately, we expect to see an  
8 alternative to extinguishment where the parties to an  
9 agreement would recognize and affirm each other's rights  
10 as described in the land claim agreement. This would  
11 enable the parties to strike "the deal" which is essential  
12 to all modern day land claims agreements, but would do  
13 away with the repugnant notion that one side must surrender  
14 their rights for extinguishment.

15 Whatever the mechanism put forth by the  
16 Commission, it is important that the alternative to  
17 extinguishment be accompanied by a recommendation that  
18 it be applied uniformly to all Aboriginal peoples across  
19 Canada. This would mean that Aboriginal people who  
20 already have a land claim agreement would have the option  
21 of re-opening their agreement for the purpose of  
22 substituting the surrender and extinguishment provisions  
23 with whatever alternatives may be adopted by the federal

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 government.

2                   We do not believe that such actions would  
3 undo or change the effect of the existing agreements, but  
4 they would do much to help eliminate a blemish on what  
5 are otherwise excellent land claims agreements. To do  
6 anything less means we would run the risk of characterizing  
7 Aboriginal rights in terms of the "post- alternative era"  
8 and the "pre-alternative era." The last thing we need  
9 is another artificial distinction for defining the rights  
10 and status of the Aboriginal peoples in the country. I  
11 think we have experienced that with the Indians.

12 Pan-Canadian recognition of Inuit and Inuit rights:

13                   It should be obvious that the  
14 territorial and provincial boundaries which divide up our  
15 homeland in Canada are arbitrary lines which, up to now,  
16 have been imposed on us. In most cases these boundaries  
17 have little bearing on how we would go about defining our  
18 homeland or organizing the jurisdiction of our political,  
19 cultural, social and economic institutions.

20                   Nevertheless, Inuit are a pragmatic  
21 people and we have chosen to work with the reality of  
22 provincial and territorial boundaries which run across  
23 our land. Accordingly, Inuit have negotiated, or are

**le 29 novembre 1993**

**Commission royale sur  
les peuples autochtones**

1 seeking to negotiate, land claims agreements and  
2 self-government arrangements which respect and  
3 accommodate the existence of provincial and territorial  
4 boundaries and jurisdictions.

5                   Despite the handicap of having to work  
6 with these boundaries and jurisdictions, we have managed  
7 to negotiate some good agreement which will help secure  
8 a future for our peoples for generations to come. In some  
9 cases we have had to work around these boundaries by  
10 developing innovative overlap agreements and joint  
11 management regimes between Inuit claimant areas. The  
12 overlap agreement between the Inuit of Nunavik and Nunavut  
13 is a good example of this. In other cases, Inuit have  
14 actually found ways of putting boundaries to work in our  
15 favour. We note with admiration that the Inuit of Nunavut  
16 have made use of territorial boundaries to further their  
17 self-government objectives.

18                   Although we have accommodated the  
19 existence of boundaries and have negotiated agreements  
20 independently of one another, we have never stopped viewing  
21 ourselves as a single people. To put it mildly, it is  
22 an understatement to simply say that Inuit of the different  
23 regions of the Arctic have much in common. In reality,

StenoTran

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 the Inuit of Labrador, Nunavik, Nunavut and Inuvialuit  
2 regions are all the same people, and we share the same  
3 culture, language, history, traditions and relationship  
4 to the land.

5                   The fact that we are one people may be  
6 obvious to us and anyone else who cares to pay attention.

7       However, there is very little recognition of this fact  
8 in Canadian law or in federal policies. Now that we have  
9 concluded most of our land claim agreements and are on  
10 our way to implementing different self-government regimes,  
11 we are fearful that there will be a trend among governments  
12 and Canadians to view us as different Aboriginal groups  
13 who happen to share a common heritage.

14                   We are also fearful that Inuit from one  
15 claimant area will legally be treated as non-Inuit if they  
16 take up residence in a part of the Arctic covered by a  
17 different Inuit land claim agreement. If this problem  
18 is allowed to fester, it could lead to a situation where  
19 there would be a whole class of what would effectively  
20 be "non-status" Inuit living throughout our homeland --  
21 very dangerous.

22                   Now is the time to act to prevent this.

23       A mechanism is needed at the national level to ensure



le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 that we are recognized as one people, that we are able  
2 to speak with one voice, and that we are able to enjoy  
3 certain basic rights as Inuit regardless of what land claim  
4 regime we may happen to be living under in our homeland.

5 Such a mechanism could also be used to ensure that the  
6 various self-government institutions operating at the  
7 regional and territorial levels will have the power and  
8 jurisdiction to conduct business with one another and to  
9 enter into inter-governmental agreement on any matter  
10 relating directly to Inuit and Inuit concerns -- very  
11 important.

12 In the past some Inuit leaders spoke  
13 about providing for such a mechanism through a National  
14 Inuit Treaty involving the federal government and all the  
15 Inuit regions. This would require the consent of various  
16 Inuit organizations and a willingness on the part of the  
17 federal government to act on its responsibilities to Inuit.

18 We are sure this approach would have widespread support  
19 among Inuit, and we believe it is an idea whose time has  
20 come.

21 I just did my field trip last week around  
22 the communities, and this is exactly the mandate that I  
23 received from our people.

StenoTran

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 Aboriginal peoples and the constitutional reform process:

2                   We know that few governments and even  
3 fewer Canadians are interested in getting into another  
4 constitutional reform process at this point in time.  
5 Although there remain many outstanding issues to be  
6 resolved, we are not advocating the immediate resumption  
7 of constitutional talks. However, we have been around  
8 long enough to know that if Canada is not in the midst  
9 of a constitutional reform process, it is about to enter  
10 one.

11                   Our suspicions appear to be borne out  
12 by the fact that the Bloc Québécois now forms the Official  
13 Opposition in Parliament, that a Quebec general election  
14 will likely take place within the next year, and that  
15 section 49 of the Constitution Act, 1982 requires that  
16 a constitutional conference on the amending formula be  
17 held sometime before 1997. There is some disagreement  
18 among experts as to whether or not the obligation to hold  
19 such a conference was satisfied by the process leading  
20 up to the Charlottetown Accord, but this question will  
21 surely be debated.

22                   We are raising these matters in order  
23 to stress the fact that Inuit and the other Aboriginal

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 peoples must fully participate in the next round of  
2 constitutional reform talks. This may seem like a  
3 foregone conclusion in light of the developments of a few  
4 years ago. But we have seen two constitutional reform  
5 processes come and go during the past six years. While  
6 we were invited into the Charlottetown process with open  
7 arms, Aboriginal peoples were completely shut out of the  
8 Meech Lake process. With this in mind, we believe that  
9 the Commission would not be wasting time in recommending  
10 that there be no exception of the rule that Aboriginal  
11 peoples be full and equal participants in all future  
12 constitutional reform processes.

13                   Assuming that this will be the case, the  
14 inherent right of self-government will certainly be one  
15 of the items slated for discussion at the constitutional  
16 table. On this we have something to say.

17                   Many people will concede that the  
18 inherent right is the source of right to self-government  
19 and that this right will manifest itself in different ways  
20 for different Aboriginal peoples. Models applicable to  
21 Aboriginal peoples living in major urban centres may bear  
22 little resemblance to the system of government that may  
23 be adopted by First Nations residing on reserves. As

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 Commissioners already know, most Inuit will be seeking  
2 to exercise their right of self-government through  
3 non-ethnic institutions.

4                   We are dwelling on this point because  
5 many governments, officials, scholars, and even this  
6 Commission have been approaching the issue of entrenching  
7 the inherent right in terms of only one model. Although  
8 perfectly valid, this model foresees a high degree of  
9 Aboriginal sovereignty over a pre-determined land base,  
10 and is probably most applicable for First Nations living  
11 on reserves. During the Charlottetown process, this model  
12 and the inherent right became so closely associated that  
13 many people believed that they were one and the same.  
14 Unfortunately, this is cause for concern for us since we  
15 have resisted models for Aboriginal self-government that  
16 are limited to small parcels of land.

17                   We understand the need to entrench the  
18 inherent right in a manner that will satisfy the Indian  
19 First Nations. At the same time, we must insist that  
20 future constitutional reform processes avoid proposals  
21 that would entrench the inherent right in a manner that  
22 would favour one model over another.

23

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 Regional and community concerns:

2                                   We are aware that the Royal Commission's  
3 mandate is not confined to legal and political issues.  
4 Inuit share with other Canadians the challenge of  
5 increasingly hard times. We know it will be difficult  
6 to expand the northern economy in our period of high  
7 government deficits. Here in Montreal this very day, Mr.  
8 Paul Martin will be announcing new federal debt figures.

9       Yet, the Nunavik economy must expand. We also have our  
10 share of social problems which we are tackling. Today  
11 I would like to give you some brief indication of where  
12 we are and how we want to proceed.

13 Inuit capability:

14                                   Nunavik Inuit want to contribute to  
15 prosperity and well-being in Canada. And we have shown  
16 our ability to achieve this objective.

17                                   Let me provide a few examples. Makivik  
18 Corporation, through Air Inuit, ensures the only regular  
19 mode of transportation between our communities in our  
20 region where no road network links our villages, where  
21 no roads link us with Canadians to the south. Air services  
22 are essential to keep us working together.

23                                   Our corporation also owns First Air, a

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 jet and turbo-prop operation that links the high Arctic  
2 to the south. The performance of this Inuit-owned airline  
3 has markedly improved.

4 Makivik's fishing subsidiary, Seaku,  
5 and Unaaq, a joint venture with Baffin Island Inuit,  
6 ensures employment of over 100 Inuit and generates income  
7 of over \$1 million for northern residents. The Seaku  
8 Development Fund is designed to guarantee strong Nunavik  
9 Inuit involvement in the fishery for years to come.

10 These and other examples reflect our  
11 ability to cope with the modern world. What Nunavik Inuit  
12 need are partners and capital. Moreover, government  
13 policies should reflect the fact that Inuit business and  
14 corporations are fully able to explore and exploit the  
15 natural resources in the North.

16 Economic development:

17 We know that self-government could have  
18 a very marginal impact in the absence of an economic base.

19 In Quebec Inuit face some tough problems. They also  
20 should benefit from specific opportunities.

21 One such opportunity is in the area of  
22 food production. In any economy, people have to build  
23 on comparative advantages: one of ours is the Nunavik

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 wildlife product sector.

2                   Makivik Corporation, in co-operation  
3 with other Nunavik institutions, is developing a five-year  
4 business plan to establish a Nunavik intercommunity trade  
5 network. The network would integrate hunting,  
6 inspection, processing, transportation and marketing  
7 operations. According to our estimates and whereas our  
8 arctic foods enterprise would generate profits in a matter  
9 of years, the venture would provide over 400 jobs, a  
10 gigantic figure for the territory. We want to work with  
11 the federal government and the provincial government to  
12 sustain this venture. Any federal and provincial funds  
13 initially invested would be more than compensated by  
14 savings in areas such as social transfers.

15                   Many people forget that tourism is the  
16 world's first industry. Tourism is another regional asset  
17 we want to develop.

18                   As of 1993, thousands of sports hunters  
19 and fishermen visited Nunavik outfitting camps. These  
20 stays are crucial for Nunavik because they contribute to  
21 labour-intensive activity. And tourism monies in the form  
22 of foreign currency are good for the national and Quebec  
23 economies.

StenoTran

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1                   One area we are looking at very closely  
2 is the area of adventure tourism. We are increasing our  
3 land and sea expedition capability to reach an  
4 international market, primarily located in Britain, France  
5 and Germany, and which is expected to grow at 15 to 20  
6 per cent a year. Like other Canadian operators, we will  
7 need federal government support to improve our  
8 infrastructure and to implement effective marketing plans  
9 abroad.

10                   One of the most serious development  
11 problems Inuit in Quebec face concerns the field of  
12 taxation.

13                   Inuit have opted to be taxpayers. But  
14 we need a system which is fair and effective if our economic  
15 base is to expand. To illustrate, let us briefly review  
16 three sectors.

17                   Canadian taxpayers support farmers  
18 through a series of tax breaks -- for example, GST,  
19 subsidies and marketing schemes. Yet Inuit hunters,  
20 trappers and fishermen, engaged in essential food  
21 production, have no access to special taxation, despite  
22 very high costs.

23                   Despite rapid progress, Inuit incomes



le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 are still low for the most part. A survey conducted in  
2 1993 by Makivik Corporation revealed that only 27 per cent  
3 of Inuit households could claim the federal northern  
4 deduction of \$5,475, because their incomes were too low.

5 To have deductions, one has to make money. Costs are  
6 very high in our territory. Prices in Salluit or Ivujuvik  
7 surpass those here in Montreal by 100 per cent. Yet,  
8 Nunavik Inuit have to pay a combined GST/Quebec sales tax  
9 of 15.56 per cent. This is a nominal figure because, if  
10 you take into account high costs and real purchasing power,  
11 the real tax rate can exceed 30 per cent. Is this fair?

12 Is this effective?

13 Another issue of concern to us is the  
14 increasing tendency of government to replace direct cash  
15 transfers by tax credits, for example family allowances.

16 To obtain tax credits, income tax returns have to be filed.

17 Yet, many older Inuit are unilingual in Inuktitut, our  
18 Arctic language. This year Makivik Corporation assisted  
19 hundreds of Inuit households in filing returns, at great  
20 cost I might add. We cannot substitute for government  
21 forever.

22 In short, in these areas alone, we need  
23 new tax arrangements for Inuit hunters such as GST

StenoTran

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 exemptions, a more generous tax credit system to compensate  
2 for high costs and a federal tax office in northern Quebec.

3 Infrastructure:

4                   As I noted earlier, infrastructure is  
5 crucial for economic development. Yet, Nunavik  
6 communities have no marine infrastructure to speak of --  
7 docks, wharfs, storage and so on; this in a territory of  
8 sea-going people where there are as many boats as there  
9 are households. The development of a marine  
10 infrastructure is absolutely necessary for the economic  
11 development with regard to transportation, fishing and  
12 hunting initiatives, as well as tourism.

13                   Eighteen years after a solemn commitment  
14 made under the James Bay and Northern Quebec Agreement  
15 in 1975, Canada and Quebec, in co-operation with our  
16 corporation and the Kativik Regional Government, finally  
17 undertook three marine infrastructure feasibility studies  
18 in Nunavik. It is even more essential that studies be  
19 followed by infrastructure investments. It has been said  
20 that Inuit have been studied to the verge of death. I  
21 hope this will not be the case for our ports.

22 Justice:

23                   On March 1, 1993 the Nunavik Inuit

StenoTran

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 Justice Task Force tabled its final report entitled:  
2 "Blazing a Trail to a Better Future." The task force was  
3 created because of the deep malaise in northern Quebec  
4 toward a foreign justice system and southern ways of  
5 inducing people to live together or forcing them to live  
6 apart.

7 For two years, the task force consulted  
8 residents through questionnaires, radio and community  
9 meetings. It conducted exhaustive research into Inuit  
10 legal customs and alternatives to the existing regime.  
11 The six members went on a series of field trips in Quebec  
12 and elsewhere in Canada, and I believe also into the  
13 international communities.

14 Their conclusions are reflected in the  
15 scores of recommendations contained in the final report.

16 These recommendations cover the following eight areas:

- 17 1. Prevention;
- 18 2. Law enforcement;
- 19 3. The court system and alternatives;
- 20 4. Correctional services;
- 21 5. Post-correctional services like  
22 probation;
- 23 6. Inuit customary laws;

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

- 1                                   7. Special problems of youth; and  
2                                   8. Specific civil law matters in the  
3 region.

4                                   Task force findings are practical and  
5 are based on common sense. For example, one of the best  
6 ways of implementing justice is through a recreation  
7 network and similar preventive measures. Or it might be  
8 more cost-effective for Quebec to establish a detention  
9 facility in the region just as the Government of the  
10 Northwest Territories did in Iqaluit just north of Nunavik.  
11 Or that Inuit customs and traditions developed in the  
12 north be reflected in the legal system.

13                                  Inuit of Quebec put a great deal of  
14 effort into the report. We think it deserves more than  
15 a glance. It deserves follow-up and action.

16 Conclusions:

17                                  Members of the Royal Commission on  
18 Aboriginal Peoples are coming to the end of their long  
19 journey. It has taken you across the country and into  
20 hundreds of communities, large and small. It has, perhaps  
21 unfortunately, forced you to review thousands of pages,  
22 hundreds of documents. We, for our part, the Inuit of  
23 Nunavik, would like to extend our appreciation for your

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 hard work and long hours.

2 We can assure you that Inuit of Nunavik  
3 will take a very careful look at your analysis, at your  
4 recommendations, when your final report is issued. In  
5 the same vein and spirit, we would expect you, during your  
6 remaining work, to take into account our views and  
7 suggestions.

8 Thank you very much.

9 **CO-CHAIR RENÉ DUSSAULT:** Thank you very  
10 much for providing us with this very informative brief.  
11 There are some questions, and I will turn the floor over  
12 to Mary Sillett.

13 **COMMISSIONER MARY SILLETT:** Thank you  
14 very much, Mr. Chairperson. Nukmik (ph), Charlie.

15 Before I begin, I would like to recognize  
16 the presence of Rosemarie Kuptana. She is the President  
17 of Inuit Tapirisat of Canada. Welcome, Rosemary.

18 I am going to ask some questions about  
19 your presentation and some questions which aren't included  
20 in your presentation. The reason I am doing that is that  
21 this is the first opportunity that you personally have  
22 sat here, and I know that you are involved in many, many  
23 issues. You have a lot of expertise, and I would like

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 to take advantage of that during this session.

2                   The first question I would like to ask  
3 is: Of the Inuit groups, the northern Quebec Inuit are  
4 one of the first groups that ever had a land claims  
5 agreement; in fact, it is 18 years old. I am wondering  
6 if you would be able to just give a general comparison  
7 of what life is like in northern Quebec, in Nunavik, prior  
8 to the James Bay and Northern Quebec Agreement and how  
9 the land claims agreement has impacted upon the lives of  
10 northern Quebec Inuit.

11                   **CHARLIE WATT:** To begin with, I will say  
12 that there is no comparison whatsoever between the life  
13 today and what the life was before.

14                   I, for one, probably was in the midst  
15 of the new realization, if you want to call it that, at  
16 the time when the Government of Canada and some instrument,  
17 which is part of the instruments of the Government of  
18 Canada, first arrived in northern Quebec. At that time  
19 I can actually count on my hands how many people there  
20 were when they first arrived. I may not look that old,  
21 but I have been around.

22                   At the beginning of the arrival of the  
23 people, aside from the Hudson's Bay Company and aside from

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 the RCMP, the Department of Indian Affairs arrived in the  
2 north, I would say, around the mid-1950s. During the  
3 mid-1950s we had no role to play whatsoever in terms of  
4 our communities, other than the fact that we were just  
5 too busy trying to survive, trying to, as they say in the  
6 south, bring bread and butter to the table, but we were  
7 bringing our bread and butter in a different way -- that  
8 is, we had to get it ourselves, which has been the normal  
9 practice of our people for many, many years -- thousands  
10 and thousands of years.

11 I would like to add this because the  
12 daughter is here and the mother was speaking on the news  
13 not long ago. I was watching when I was in Kuujjuaq Mary  
14 Simon's mother who was basically raised in Barboa (ph),  
15 during the hard times. You would never believe today that  
16 same person had gone through that. It seems like a lot  
17 of us have flipped. When you are cooking bannock,  
18 sometimes you have to shake it and then flip the bannock.  
19 That's what happened to us in a very short while.

20 Whether that is a good thing or a bad  
21 thing I don't think anybody can really answer, but it was  
22 inevitable. It was coming. The white man was coming  
23 whether we liked it or not. So we had to deal with that.

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1                   At that time we didn't know how to deal  
2 with it. We were just a "yes" people until the mid-1960s,  
3 I would say, and then we began to start raising our  
4 eyelashes when we were being spoken to. Before that we  
5 just smiled and said "yes." I think, Mary, you are pretty  
6 familiar with that; you don't need to be educated in that  
7 field. That was the reality.

8                   Today it is very different. I always  
9 say, Mary, that what you make of it and how you handle  
10 it and how you take it and how you proceed with it is what  
11 makes the difference. It's not really what is written  
12 down in black and white. Those are only guidelines, and  
13 if you try to follow them print by print, life doesn't  
14 work that way. Sometimes you have to put that aside and  
15 take your own course and move with it, as long as you have  
16 a reference to go back to. Especially today, we have to  
17 operate under the terms of legalities; we have to take  
18 those into consideration now.

19                   Are we still having hardship? Not the  
20 same kind of hardship as we had before. We are probably  
21 having hardship today in being influenced by the new things  
22 that are coming, like alcohol, drugs and things of that  
23 nature, and trying to cope with administering the municipal



le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 services and housing and things of that nature. We never  
2 had to worry about that before. If we needed housing,  
3 we built a snow house or made a tent. That still exists  
4 to a certain extent, but it is not the full occupation  
5 of our life.

6                   Coming back to whether it's a good thing  
7 or a bad thing, I don't know, Mary. I don't think anybody  
8 can actually say we have gone in the wrong direction or  
9 we have gone in the right direction. I don't think anybody  
10 will judge that to come up with the merit on that.

11                   That is my own personal opinion.

12                   **COMMISSIONER MARY SILLETT:** As you said  
13 in your report, we have gone right across this country  
14 and have heard from many, many people. We have heard from  
15 communities that are almost destitute, and many say, "If  
16 we could only get a self-government agreement, then we  
17 would have a chance of having our life improved."

18                   It's sort of interesting to check that  
19 out with groups like yours. Of the Inuit groups, you are  
20 one of the first to have had a land claims agreement.

21                   When we were meeting with various groups  
22 in northern Quebec -- and it wasn't only the Inuit groups,  
23 but other groups as well -- one thing that we heard much

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 about was the implementation problems of the James Bay  
2 and Northern Quebec Agreement. I am sure you are fairly  
3 well aware of that.

4 I don't want to spend time identifying  
5 the difficulties, but I was wondering if you could just  
6 spend a few minutes identifying what you see as being the  
7 solutions to those kinds of problems.

8 **CHARLIE WATT:** Mary, I can only speak  
9 on behalf of Makivik and on behalf of people that I do  
10 represent, such as the Inuit in Nunavik. If your question  
11 is leading toward the Cree -- lack of implementation,  
12 broken promises --

13 **COMMISSIONER MARY SILLETT:** No. If,  
14 for example, in the land claims agreement you do have  
15 problems with implementation, what should be recommended  
16 to avoid those?

17 **CHARLIE WATT:** I would have to say that  
18 there is a problem, I guess, in every life. To try to  
19 find the absolute solutions to that problem of implementing  
20 the agreement, I think one would have to say that you would  
21 need a mechanism in place in order to properly implement  
22 the agreement that you have negotiated politically. Even  
23 if you do that, you are still constantly under negotiation,

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 even if you have an implementation form.

2                   As an example, about three years ago we  
3 finally finalized our deal with the Government of Canada,  
4 in some part. It doesn't mean that we won everything;  
5 we lost quite a lot of important elements, I would say.  
6 Nevertheless, life has to go on, so we concluded an  
7 agreement. We established a forum. That is to say, we  
8 can invite the Deputy Minister level of whatever  
9 department, whoever we have to deal with, even right up  
10 to the Minister level. I find that is a very useful forum  
11 -- we call it a forum. It's a table, to sit down and  
12 negotiate, air out the different problems and things of  
13 that nature, and to try to satisfy both sides for the  
14 purpose of implementing the spirit and intent of the  
15 agreement. I find that is very useful.

16                   Right now, when you have two levels of  
17 government that you have to deal with under the Convention,  
18 one would have to say that we are still inviting the  
19 Government of Quebec. We are only at the stage of the  
20 implementation negotiations with Quebec, even though we  
21 finished the federal side partially. They are not part  
22 of that Implementation Committee yet. We only have a table  
23 with the Government of Canada at this point, but we have

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 the right to invite them if we choose to.

2                   Whether we are going to end up with one  
3 form of implementation forum we don't know yet. In some  
4 cases, governments have been a little bit reluctant to  
5 become a part of that and sometimes they want to be part  
6 of it. I don't know what the end result is going to be  
7 yet.

8                   **COMMISSIONER MARY SILLETT:** One of the  
9 things I have always wondered about is: For example, in  
10 Nunavik you have a land claims agreement, and there is  
11 always the thought that there are a lot of jobs available.

12                   Then people think about training: Do you have enough  
13 trained people in order to take on the responsibilities?

14                   In Nunavik what is the situation with  
15 training and higher education? Do you more jobs than you  
16 have trained people? Do you take an active interest in  
17 training and higher education?

18                   **CHARLIE WATT:** Amongst the various  
19 departments within the Makivik Corporation maybe that is  
20 one area where the Youth Training Department is probably  
21 going to skyrocket within the Makivik Corporation for that  
22 purpose.

23                   At that same time, to partially answer

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 the question, yes we do have all kinds of openings -- an  
2 unlimited number of openings that could be acquired by  
3 the Inuit, providing you have the education required to  
4 carry out that responsibility.

5                   It's coming slowly, but it will take  
6 time. If somebody asks me, "Have you gone too far too  
7 fast in creating those positions?" I would have to say  
8 that they are not under my control. I can only operate  
9 when the issue becomes an issue. When there is a time  
10 to spearhead some of the issues, we have to do them whether  
11 we are ready or not. Some of us are ready, and we are  
12 hoping that the influx of the young people will keep on  
13 coming.

14                   I would say that I am more encouraged  
15 than ever before after I have reviewed the status of the  
16 students from the north. It's incredible. It's getting  
17 there slowly.

18                   **COMMISSIONER MARY SILLETT:** We heard  
19 last week from the Canadian Paediatric Society, from some  
20 of the people who have worked in medicine for a long time,  
21 that in northern Quebec groups have decided what their  
22 priorities are for training. There are many teachers in  
23 northern Quebec, many people in the health field. The

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 northern Quebec Inuit have decided what their priorities  
2 are and have concentrated on those areas for training.

3 Is that consistent with your  
4 understanding of how things have developed?

5 **CHARLIE WATT:** Very much so. Not only  
6 Makivik Corporation but, I believe, Kativik School Board  
7 in the past, when the Kativik School Board was first put  
8 into place, did not waste any time in starting to prepare  
9 the Inuit to become teachers. They have managed to  
10 succeed. Whether the quality level that is required to  
11 become a teacher is there is still questionable to a certain  
12 extent, but, at least today, they are almost at the stage  
13 where they can begin to start looking at some of the  
14 graduates.

15 They have had to pump a lot of energy  
16 and money into upgrading the potential teachers in a short  
17 period.

18 **COMMISSIONER MARY SILLETT:** I am going  
19 to limit the rest of my questions to two, mostly because  
20 I know Mr. Dussault usually has about 10 or 20.

21 One of the things that you mention in  
22 your document is that there is a whole class of what would  
23 effectively be non-status Inuit living throughout our

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 homeland. I received some statistics the other day which  
2 said that either 1,000 or 8,000 of the total national Inuit  
3 population are living in cities. That is not a lot  
4 compared to other groups.

5                   We have heard, for example, from the  
6 other Aboriginal groups that probably 60 per cent of  
7 Aboriginal people now live in urban areas. There are more  
8 and more Inuit moving from the communities to live  
9 elsewhere in Canada, but there still aren't a lot.

10                   One of the things we have seen,  
11 particularly in Labrador, is that, if you have moved  
12 outside the claim area and you live outside the claim area  
13 for 10 years, you are no longer entitle to benefits, you  
14 are no longer entitled to membership. That has created  
15 a big, big problem, especially with many of our Inuit  
16 leaders who spend all of their time outside that region  
17 representing the interests of that particular group.

18                   Is that an issue that has been identified  
19 with your particular claims agreement? How do you take  
20 care of Inuit who live outside your claim area?

21                   **CHARLIE WATT:** Those problems do exist.

22                   If you are away from your designated community for 10  
23 consecutive years, you automatically lose your eligibility

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 -- not only eligibility in terms of enjoying the benefits,  
2 but you also lose your ability to take part and be  
3 influential in decision-making and also to be elected.

4 I do agree with you that that is a  
5 problem. What happened to our people -- our people are  
6 here only for that reason. That area has to be revisited  
7 by us, and it is part of our objective to revisit that  
8 through the implementation negotiations.

9 What I am talking about more in here is  
10 what is happening now. Some of our people from Quebec  
11 are really not all that concerned about the land claims  
12 up there, and the same thing is happening with people coming  
13 into Quebec from Labrador. If they are constantly moving  
14 back and forth, sooner or later they are going to lose  
15 their status. Then we are going to have a different class  
16 of people throughout the Arctic, let alone the people down  
17 south. That is what I am referring to.

18 **COMMISSIONER MARY SILLETT:** I know what  
19 you are referring, but I wanted to let you know the other  
20 side of the picture we have heard, from people who leave  
21 their claim areas not to go to the NWT or another Inuit  
22 region, but to go to cities. Essentially they join many  
23 of the urban Aboriginal population who say, "Who represents



le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 us? We don't have any political representation; we don't  
2 have any rights any more."

3 **CHARLIE WATT:** Are you asking me what  
4 we do with people in the south?

5 **COMMISSIONER MARY SILLETT:** Yes.

6 **CHARLIE WATT:** Go home. I have no  
7 answer.

8 **COMMISSIONER MARY SILLETT:** What is the  
9 rule in your claims agreement? Is it 10 years?

10 **CHARLIE WATT:** If one given person,  
11 let's say me or Mary or anybody -- if that person goes  
12 back, he is automatically reinstated. It only applies  
13 when you are away. When you get back to the territory  
14 -- it's only applied during the time that you are away.

15 The question you raise is a very  
16 important one, and that is: What about the ones who are  
17 down here representing the people up north? You have to  
18 have them.

19 **COMMISSIONER MARY SILLETT:** Actually,  
20 there are other people, too, who have said that they have  
21 had to be in urban areas for medical reasons. The reason  
22 they are not home is because they are really sick and there  
23 is no hospital there.

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1                   **CHARLIE WATT:** Those people who are  
2 there for medical reasons or educational reasons can be  
3 easily dealt with. I am talking about the ones who on  
4 their own will commute to the south.

5                   **COMMISSIONER MARY SILLETT:** I think you  
6 have answered that, that it is an issue that still has  
7 to be addressed.

8                   My final question is: We have heard  
9 much about family violence in many of the communities.  
10 In fact, it is sort of disturbing for me to hear about  
11 family violence. It's awfully disturbing that many of  
12 the male-dominated organizations do not address this at  
13 public forums; they usually talk about the Constitution  
14 or the inherent right to self-government.

15                   We have heard from many people that, if  
16 family violence is to be addressed and is to be addressed  
17 adequately, it requires input from all organizations and  
18 all people at all levels.

19                   In terms of the issue of family violence,  
20 how do you see your organization addressing this issue?

21                   **CHARLIE WATT:** Take the law in our own  
22 hands. I think at times that almost becomes necessary.

23                   With the absence of a proper justice

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 system in place and with the justice being administered  
2 by somebody else rather than yourself, those are the  
3 problems. I do recognize that there is alarming violence  
4 in many different ways -- sexual abuse, battered women;  
5 maybe it is coming to the battered men pretty soon. That  
6 does exist, and it's a big problem. It is creating a very  
7 unhealthy community.

8 I guess the only way to turn that around  
9 is to put the system in place that could be useful to Inuit  
10 and for them to administer it.

11 I might not be able to say the same thing  
12 when it comes to the policing. We have some experience  
13 in dealing with our people in conjunction with the police  
14 where we have not been quite successful in terms of policing  
15 our communities. The reason behind that is that the law  
16 enforcement officers have a tendency to shy away from  
17 carrying out their responsibilities. At times maybe they  
18 are scared, and I think we have proven that they are  
19 basically scared to take action.

20 It has a lot to do with the fact of some  
21 vagueness in the James Bay and Northern Quebec Agreement  
22 relating to legalities, if there is a criminal matter that  
23 arises. It is our mess, and that whole mess is being

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 addressed by the Justice Task Force. They even went as  
2 far as doing research on family relations, which is not  
3 a very healthy one either. We are going to have to do  
4 something about it if we want to have credibility in this  
5 society. It's a big problem.

6 **COMMISSIONER MARY SILLETT:** Thank you.

7 **CO-CHAIR RENÉ DUSSAULT:** As we are  
8 running late in our schedule, I will try to concentrate  
9 on a few questions only.

10 I understand that the thrust of your  
11 brief is to say that the Royal Commission should  
12 concentrate on elements that will have an impact on the  
13 federal responsibility toward the Inuit people alongside  
14 the responsibility of a province like Quebec.

15 I think Makivik Corporation presented  
16 a brief before a parliamentary committee in Quebec --  
17 either Bélanger-Campeau or one of the two dealing with  
18 Bill 150. You recommended that there would be an amendment  
19 brought to the Electoral Act to devise a northern electoral  
20 district regardless of the number of people living in the  
21 north, in order to give you a say at the National Assembly  
22 level. Of course, that would be parallel to the Nunavik  
23 Assembly in progress now.

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1                   Could you elaborate on that.

2                   **CHARLIE WATT:** As you are aware, our  
3 homeland is divided in two: one is Apikipi (ph) and one  
4 is Amanawakin (ph).

5                   Regardless of the result of the votes  
6 in our communities, that is not taken into account because  
7 the higher numbers of population in the southern part are  
8 the ones where they took those numbers and put them in  
9 their back pocket and run south, if you want to put it  
10 in those terms.

11                   As a result of the last election, every  
12 one of the communities turned the whole coast to red, but  
13 it is still not red today; it is still blue. There is  
14 a tremendous need to put the reality in place.

15                   Our recommendation has been since 1971  
16 to change the electoral boundary. Instead of splitting  
17 it, cut it across using the boundary of the  
18 self-government. That is our recommendation, and we are  
19 going to do whatever we can and use every means possible  
20 to get that in place before four years from now.

21                   **CO-CHAIR RENÉ DUSSAULT:** So that  
22 recommendation stands, and you are still pushing for it.

23                   **CHARLIE WATT:** Yes.

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1                                   **CO-CHAIR RENÉ DUSSAULT:** I was  
2 interested in what you said at page 11 about portability  
3 of rights among the various Inuit communities coming under  
4 different land claims. You discussed with Mary Sillett  
5 the situation of the urban people, people moving south  
6 to the cities, but here your point is that there should  
7 be the same kind of status when one moves to the Western  
8 Arctic, to the Eastern Arctic or from northern Quebec to  
9 Baffin and vice-versa or to Labrador.

10                                   In fact, my question is: Is there  
11 something that could be achieved between the various Inuit  
12 authorities after the land claims settlement is done?  
13 Do we need to have a central approach to something like  
14 that, because each land claim has its own history and  
15 solutions. Could you expand on that a bit more.

16                                   **CHARLIE WATT:** It could begin  
17 internally as a discussion and trying to find a solution  
18 to that problem before that problem becomes unmanageable.  
19 That certainly can take place internally.

20                                   But you must remember that the Canadian  
21 government at this point, I think deliberately, probably  
22 doesn't want to recognize that, that we are one people.  
23 There has to be, in the highest level of order, a statement

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 that we are one people. Only then can you begin to start  
2 articulating what the rules of the game should be.

3 We are one people. I can even go to the  
4 international level. I can understand Greenland and I  
5 can understand and communicate -- I am the same culture  
6 and the same heritage -- with Alaska and Greenland. Right  
7 now I am only talking within the Canadian framework.

8 **CO-CHAIR RENÉ DUSSAULT:** Governments  
9 being public governments, they don't have as much to do  
10 with the electoral process. If somebody moves from one  
11 territory to the other, he has a right, as an inhabitant  
12 of the new territory. But what you have in mind are  
13 specific benefits for education, health and things like,  
14 to make sure that you don't lose them when you move from  
15 one territory to the other.

16 **CHARLIE WATT:** Those are the things that  
17 I say have to be dealt with by government-to-government  
18 discussions in terms of people moving to another area,  
19 unless that person is sufficiently well off economically.  
20 Then you don't have to worry about expenditures that are  
21 coming up, because you will be looking at them as an  
22 investor coming in.

23 That is not what is really happening at

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 this point in time. Hopefully, they will be starting to  
2 come in with money and make investments so that we don't  
3 have to look for some way of housing them and providing  
4 social services, and things of that nature.

5 **CO-CHAIR RENÉ DUSSAULT:** I see an  
6 analogy with the medicare system in Canada where the  
7 federal legislation provides portability when people move  
8 from one province to another. There is a three-month  
9 period, but then it does apply.

10 Do you have that kind of mechanism in  
11 mind?

12 **CHARLIE WATT:** Would you repeat that.

13 **CO-CHAIR RENÉ DUSSAULT:** What I am  
14 trying to say is that for medicare the federal legislation  
15 makes it compulsory, when you move from one province to  
16 another, that you keep your benefits. Because of the  
17 requirement of the law, there is a condition for payment  
18 from the federal government to the provinces.

19 **CHARLIE WATT:** Not to get into the  
20 technicalities of how it can be answered, I would like  
21 to deal with it in a general fashion.

22 I would have to say that the Government  
23 of Canada must come up with a uniform system to deal with



le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 people in the Arctic and the mobility of those people.  
2 Not only that but: What makes us unique; what makes us  
3 one people; what makes us behave in the same way; what  
4 are the policies that have to apply to Quebec and Labrador  
5 and the NWT? I think those are the things you have to  
6 look at from the standpoint of: Here is one people. How  
7 do we answer their needs?

8 I think it even goes so far as do we have  
9 to have three sets of governing institutions or should  
10 we have one set that is answerable to everybody, regardless  
11 of their boundaries or do away with their boundaries, north  
12 and south. Why not?

13 **CO-CHAIR RENÉ DUSSAULT:** We are aware  
14 that self-government could be discussed at the community  
15 level, at the treaty area, at the nation level and at a  
16 people level.

17 **CHARLIE WATT:** It really bothers me when  
18 parts of my nation are being kept out as another group,  
19 when I know very well that they are the same people. It  
20 bothers me.

21 **CO-CHAIR RENÉ DUSSAULT:** As a matter of  
22 principle, it is clear. It is the mechanisms to attain  
23 the goal that are more delicate.

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1                   Getting back to the situation in  
2 northern Quebec, what is your assessment of the coming  
3 up of the new Nunavik, the Constitution and the Assembly?

4       We had a consultation in May. Do you feel that it is  
5 coming along well? Is it going to happen in the time frame?

6                   **CHARLIE WATT:** I would have to say that  
7 it is not moving at all at this point. I am not even sure  
8 whether it is moveable between now and the provincial  
9 election.

10                   If you are talking in terms of  
11 constitutional protection and the constitutional arena,  
12 one might have to say maybe the issue is going to come  
13 up again at the next provincial election, whether we like  
14 it or not. Maybe at that time we will have a better chance  
15 of achieving what is required by the Inuit of Quebec.

16                   If we would like to move ahead between  
17 now and whenever the Constitution is opened up again, I  
18 think it would be correct to say that we can advance it  
19 by way of establishing an Assembly, just merely by  
20 Assembly. Then you would have to enter into negotiations  
21 later on to get the jurisdiction and powers to go with  
22 it. Parts of that power and jurisdiction is already in  
23 existence in scattered ways within the James Bay and

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 Northern Quebec Agreement. At the least, at the beginning  
2 we could have an opportunity to regroup them into one.  
3 That would carving it out in the direction of moving to  
4 Nunavik government.

5                   Then you also have to think in terms of  
6 also dealing with the offshore. Nunavik is not only within  
7 the Quebec boundary; it also takes in parts of NWT, which  
8 is linked to the NWT claims. Then there is a management  
9 responsibility associated with that. That is the wildlife  
10 management. The wildlife cannot recognize the  
11 boundaries. They can't say, "I can't go over to Quebec  
12 because I belong to NWT."

13                   We used to be that way, too, until we  
14 were educated in the white man's way that we have to respect  
15 the boundaries.

16                   **CO-CHAIR RENÉ DUSSAULT:** It is still one  
17 of your goals, then. You see it as a valid step to  
18 establish the Nunavik Assembly along the lines of the  
19 Constitution that was adopted.

20                   **CHARLIE WATT:** Yes.

21                   **CO-CHAIR RENÉ DUSSAULT:** The last point  
22 is the high cost of doing business in the north and living  
23 in the north. Many people across the country have talked

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 about that in their presentations. There is the taxation  
2 problems which you raised, and all kinds of problems.

3 We are working on the northern economy.

4 We are very much interested in ideas. You have mentioned  
5 quite a few ventures that have been successful in the past.

6 Do you feel that the main question is  
7 taxation, that there should be exemptions for the north  
8 generally from taxes like the GST and others? You also  
9 mentioned by analogy the subsidies that are granted to  
10 agriculture and others and that that way of thinking has  
11 not been directed to concerns of the north.

12 Could you be a bit more specific on that.

13 **CHARLIE WATT:** Maybe I can start off by  
14 saying that the Taxation Act, in the way it was designed,  
15 was designed for the south and the people that live in  
16 the south, taking into account what is the reality  
17 associated with the south.

18 When you take a look at the taxation  
19 questions and the Tax Act, it has to be modified. We would  
20 probably require a new Tax Act, probably for northern  
21 Quebec, and you might even have to look at the differences  
22 also to accommodate others like Labrador and NWT.

23 I see the country not making a

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 substantial improvement economically unless they are  
2 prepared to look at the whole taxation question. As you  
3 know, every time we deal with the question of taxes and  
4 the economy, we always run into the problem of trying to  
5 correspond that southern way of taxation and plug into  
6 the northern concept. It doesn't work. They are very  
7 different.

8                                   We are always going to remain  
9 unprotected unless the Government of Canada comes to  
10 realize that there has to be a major overhaul in that area.

11 We believe in contributing to the bigger society in order  
12 for the bigger society to protect us to survive as a group,  
13 but there has to be some give and take. Right now there  
14 is no give and take.

15                                   We have to bear a cost which is not  
16 created by us. Knowing that we are already in a very  
17 high-cost zone, we need tax exemptions in some areas and  
18 we need to modify the Tax Act in some areas, and we also  
19 have to look at some of the transportation subsidies.  
20 We also have to look at some of the production subsidies  
21 which might be applied to the farmers. When we are doing  
22 our subsistence hunting and things of that nature, I don't  
23 see any difference between subsistence hunting and the

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 farmer's subsidy.

2                   Some of those issues are already being  
3 dealt with through the negotiations. We have a table now  
4 with the Government of Quebec to examine the whole question  
5 of taxation. Eventually, we will have to get the federal  
6 government involved in that, too. We are making some real  
7 success, which was not known to the outside before.

8                   This is the type of contribution that  
9 we can make in order to help Canada to recover economically  
10 -- maybe in small ways, but nevertheless they are positive.

11                   **COMMISSIONER MARY SILLETT:** During our  
12 consultations with the national groups we heard from  
13 regional Inuit associations, when ITC had its turn at the  
14 table and Tony Anderson, particularly, from Labrador was  
15 saying very much the same kinds of thing, that there are  
16 policies and programs which are designed for the south,  
17 by the south, and they have no applicability to Inuit.  
18 He mentioned, for example, the UIC scheme where fishermen,  
19 for example, are unable to get UIC benefits for certain  
20 portions of the year, the North of 60 and South of 60  
21 policies and program, and the northern cod moratorium.

22                   What you are saying certainly has been  
23 said very clearly, particularly by Inuit in the north.

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1                   **CHARLIE WATT:** That is one of the  
2 reasons that in our presentations at every opportunity  
3 we try to highlight the need for special programs, programs  
4 only for the Inuit who are living in the north. That is  
5 very important. That does not exist.

6                   Since we have had the James Bay and  
7 Northern Quebec Agreement, Ottawa has denied  
8 -- maybe "denied is too strong a word. Nevertheless, they  
9 have not really looked at northern Quebec as one of their  
10 obligations. As a matter of fact, they would like to wash  
11 their hands and say goodbye.

12                   The same thing is probably going to  
13 happen to Labrador, if we allow that to happen.

14                   **COMMISSIONER MARY SILLETT:** Charlie,  
15 there is one thing I should ask before I forget.

16                   You were saying that there is a mechanism  
17 in place whereby the Inuit of Nunavik and the Inuit of  
18 Nunavut can resolve overlapping claims or conflicts. I  
19 know in Labrador there was an overlapping land claims  
20 committee. There has been conflict. I don't want to hear  
21 about the conflict, but I am just wondering, in terms of  
22 solution, could you describe this mechanism.

23                   **CHARLIE WATT:** We don't have a permanent

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 mechanism to deal with the overlap issue. The only  
2 experience we have had dealing with an overlap issue is  
3 when the Tunngavik Federations, before they had their  
4 settlements, had to sit down and iron out their  
5 differences, if there were any. It turned out that there  
6 were no differences. The only thing was who was going  
7 to have the ownership of that piece of island.

8                   Even though we were being told by the  
9 legal people that it could not be done in this country,  
10 or even outside this country, that you cannot have  
11 ownership of the same island when you are under two  
12 different jurisdictions, I said "bullshit." Anyway, we  
13 got it. It is part of the TFN Agreement. We don't even  
14 have to negotiate it any more. We have just have to  
15 complete the extension. It is already in the NWT  
16 Agreement. That's a perfect example.

17                   **COMMISSIONER MARY SILLETT:** I assume  
18 from reading the National Inuit Treaty that it isn't  
19 something that all Inuit have consented to. Have you  
20 talked to other Inuit? How much support is there for this  
21 National Inuit Treaty from other Inuit?

22                   **CHARLIE WATT:** We have talked about it  
23 long enough over the years. I think we actually began



le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 with that, before the existence of NQI and ITC. That's  
2 the way the Inuit used to talk.

3 When it came to receiving the report from  
4 their representatives, that is when they started  
5 questioning it. They said, "How come we are different?  
6 How come we are apart? How come we are not one?"

7 I would have to say that, from the people  
8 that I associate with, my colleagues and the people I work  
9 with, I think we are all very much thinking along the same  
10 line, right up to the international level.

11 **COMMISSIONER MARY SILLETT:** Thank you.

12 **CO-CHAIR RENÉ DUSSAULT:** I have two very  
13 short questions.

14 In May we had a presentation by  
15 Falconbridge, a project at the tip of northern Quebec.  
16 You have an ongoing relationship with the company?

17 **CHARLIE WATT:** Yes, I do have an ongoing  
18 relationship. We have a negotiation process with  
19 Falconbridge, which is a mining company. We are far from  
20 being able to agree -- the cap is so big. It is always  
21 down to dollars and cents. If they want to undertake to  
22 do this, what is the market value of what they want to  
23 do? We have some differences in that area, and I would

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 have to say that I might have to have a meeting with the  
2 President of Falconbridge very soon in order to try to  
3 unblock the blockage. We are not in agreement with each  
4 other at the moment.

5 **CO-CHAIR RENÉ DUSSAULT:** Obviously, to  
6 bring economic development into the north -- there is an  
7 opportunity there if there were an agreement.

8 **CHARLIE WATT:** Very much so, and they  
9 have no problem highlighting that there is an opportunity  
10 there. When it comes down to deciding who is going to  
11 have a role, to say yes or no, they wanted to have it all.  
12 I said "no." If there is going to be agreement between  
13 the two, there is going to have to be give and take on  
14 both sides.

15 **CO-CHAIR RENÉ DUSSAULT:** This morning,  
16 Roméo Saganish of the Cree was part of the presentation  
17 by the Equity Forum, and he mentioned, in terms of the  
18 second language, that the trend had been reversed toward  
19 French for young people in northern Quebec. What is the  
20 situation as far as the Inuit people are concerned? Is  
21 it the same trend, or is there a big difference during  
22 those 18 years since the agreement was signed?

23 **CHARLIE WATT:** I think there is a great

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 deal of difference between before the agreement was signed  
2 and what transpired after the agreement was signed. As  
3 you are probably aware, we never used to have that much  
4 of a closeness with the French-speaking people in the past.  
5 That was not really the fault of the Inuit, I would add.  
6 The Government of Quebec did not assume their  
7 responsibilities.

8 **CO-CHAIR RENÉ DUSSAULT:** They weren't  
9 there before 1963.

10 **CHARLIE WATT:** Not until 1963, 1964.  
11 Where were they before when I needed them?

12 They came about and all of a sudden they  
13 were going to have their way. "We'll tell you what's good  
14 for you. We'll make you French. Forget about English."

15 We Inuit are a very proud people, and  
16 we know what is good for us. We don't like to be told  
17 what is good for us, especially by people who don't really  
18 have any idea of what we are and what we are made of.

19 **CO-CHAIR RENÉ DUSSAULT:** In fact, my  
20 question, because we are highly concerned with the  
21 relationship --

22 **CHARLIE WATT:** When the issue was raised  
23 that related to language, culture and things like that,

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 I get a little bit touchy, the same as the French person.

2 All of us have a little bit of nationalism in us, every  
3 one of us. We may not be able to say the same thing to  
4 the Anglo, but who knows.

5 **CO-CHAIR RENÉ DUSSAULT:** I must say that  
6 there is some kind of misunderstanding in Quebec about  
7 the reaction of some Aboriginal groups toward the French  
8 language. Very often it struck me that people do not  
9 realize that we are talking about a second language. That  
10 is not the case with the Inuit, obviously, but very often  
11 people have lost their mother tongue and learned one second  
12 language. When you come to learn a third language, the  
13 reaction is not against the language but against the fact  
14 that they have lost their mother tongue and were forced  
15 to learn a second language.

16 I am just trying to shed some light on  
17 an issue that does not help the understanding.

18 **CHARLIE WATT:** The Inuit in Nunavik,  
19 regardless of their small numbers, are far off from losing  
20 their language. I think their language is getting  
21 stronger and stronger -- I won't say every day, but  
22 gradually. It's happening quite rapidly. It never was  
23 weak to start off with. They are using it now as the

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 language of instruction in the classroom, so it is getting  
2 stronger.

3                   Coming back to being able to cope with  
4 the French language, I for one, along with a lot of other  
5 people, would like to be able to speak French. Sometimes  
6 my wife says to me, "Maybe it's a good thing you don't  
7 speak French; otherwise, you would be down in Quebec City  
8 all the time."

9                   Nevertheless, we are not rejecting the  
10 idea of learning French, not at all. Maybe some of our  
11 people have in the past for other reasons. The more you  
12 know of other people's culture, the better it is for you  
13 as far as I can see. That is the way we are pursuing our  
14 education.

15                   **COMMISSIONER MARY SILLETT:** One of the  
16 things that has always amazed me about some stories we  
17 have heard from northern Quebec is that the younger  
18 children definitely know Inuktitut and they might even  
19 be trilingual, so they are more exceptional in terms of  
20 languages than other groups.

21                   **CHARLIE WATT:** Another interesting  
22 thing that is developing -- and I can't say it is bad or  
23 good at this point. Any competitiveness is always good,

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 I think.

2                               It is very interesting what I am learning  
3 this year from the students. We have students going to  
4 French classes and some in English immersion with French.  
5 They are competing. I just found out not long ago that  
6 they are competing. I think it's healthy on one hand,  
7 but how it is going to transpire down the road no one really  
8 knows. I don't think there is anything wrong with one  
9 trying to outdo the other, especially in the field of  
10 education.

11                              I am not going to tell you my finding,  
12 though.

13                              **CO-CHAIR RENÉ DUSSAULT:** Two weeks ago  
14 we were at Concordia University. There was a panel with  
15 two young non-Aboriginal and two young Aboriginal people,  
16 and there were teachers from the English CEGEPs like John  
17 Abbott. They were talking about exactly what you have  
18 said, the number of young Inuit and Crees that are  
19 registered in CEGEP this year as opposed to five years  
20 ago. It is tremendous.

21                              **CHARLIE WATT:** Last night three  
22 students from John Abbott came to my house, and they came  
23 to do their homework. So they kept me busy last night.

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1                   **CO-CHAIR RENÉ DUSSAULT:** I would like  
2 to thank you very much for coming and sharing with us.  
3 We hope that we will keep in close contact at the  
4 Commission's work.

5                   At this point I would like to say to the  
6 next presenters, Nunavut Tunngavik, that we are going to  
7 have a short break for 10 minutes. We will resume at 3:30.

8                   La commission est suspendue pour dix  
9 minutes. Nous reprenons à 3h30. Merci.

10 --- Short Recess at 3:18 p.m.

11 --- Upon resuming at 3:36 p.m.

12                   **COPRÉSIDENT RENÉ DUSSAULT:** Bonjour à  
13 tous. Nous reprenons l'audience publique de la Commission  
14 royale sur les peuples autochtones avec la présentation  
15 du Nunavut Tunngavik.

16                   I would like to ask the representatives  
17 to proceed whenever you are ready.

18                   **BERNADETTE MAKPAH,**

19 **Secretary-Treasurer, Nunavut Tunngavik Inc.:** (Native  
20 language) Thank you.

21                   First of all, I would like to apologize  
22 for the unfortunate absence of our President, Mr. Paul  
23 Kwasi (ph). He could not make it today. Our first

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 Vice-President, Mr. James Ituuluk (ph) was going to be  
2 making this presentation on behalf of Nunavut Tunngavik  
3 but, because of other urgent commitments, couldn't make  
4 it.

5 My name is Bernadette Makpah. I am the  
6 Secretary-Treasurer for Nunavut Tunngavik Inc. To my left  
7 is our Executive Director, Mr. Alex Campbell. On my  
8 immediate is our Director of Implementation, Mr. Paul  
9 Okalik, and he can answer most or all questions with regard  
10 to our very young life and implementation plans. To my  
11 left again is Mr. John Merritt, our legal counsel.

12 I guess you could say that it took four  
13 of us to replace the President today. I am not quite  
14 prepared for this, so please be patient. I will start  
15 off by reading portions of our brief. The full submission  
16 will be circulated, I understand, today.

17 On behalf of Nunavut Tunngavik, we would  
18 like to thank members of the Royal Commission on Aboriginal  
19 Peoples for the opportunity to appear here before you  
20 today.

21 With a view to reserving time for  
22 informal exchange with Commissioners, we will keep our  
23 opening remarks as brief as possible.



le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 I almost forgot to mention that I have  
2 a flight to catch at 5:30, so I am going to be leaving  
3 probably right after this. I haven't been home in a couple  
4 of weeks, so I am anxious to get to the airport.

5 The Commissioners have been supplied  
6 with some background information as to the make-up, role  
7 and objects of Nunavut Tunngavik. Nunavut Tunngavik is  
8 a not-for-profit corporation representing some 17,500  
9 Inuit of the Nunavut Settlement Area for two purposes:

10 (1) the effective implementation of  
11 the Nunavut Agreement signed on May 28, 1993 and given  
12 force of law on July 9, 1993; and

13 (2) the successful launching of the new  
14 Nunavut Territory and Government on or before April 1,  
15 1999.

16 The focus of this presentation is to  
17 identify certain parts of federal government policy in  
18 relation to land claims and self-government that should  
19 be changed so as to bring about better results for both  
20 Aboriginal and non-Aboriginal Canadians.

21 In making this presentation, it is the  
22 intention of Nunavut Tunngavik to build on the presentation  
23 already made by Inuit Tapirisat. Instead of attempting

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 to cover the range of issues dealt with in the presentation  
2 by Inuit Tapirisat, we would like to speak to five topics  
3 of particular concern to us. They are:

4 1. the issues of legal certainty and  
5 finality in land claims agreements;

6 2. the relationship between land  
7 claims agreements and Aboriginal self-government;

8 3. the establishment of the Nunavut  
9 Territory and Government;

10 4 adequate support for traditional  
11 land-based economies; and

12 5. measures important to neighbouring  
13 northern Aboriginal groups, which I believe Mr. Watt  
14 touched on quite a bit.

15 We will speak to each of these topics  
16 in turn.

17 The Issues of Legal Certainty and Finality in Land Claims  
18 Agreements:

19 Like the numbered treaties, the Nunavut  
20 Agreement contains a provision whereby the Inuit of  
21 Nunavut, in consideration of the rights and benefits in  
22 the Agreement, cede to the crown any Aboriginal title in  
23 and to the lands and waters of Nunavut that may have arisen

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 under Canadian common law.

2                   Needless to say, this provision of the  
3 Agreement was not suggested by Inuit. Inuit leaders  
4 agreed to the inclusion only with the greatest reluctance  
5 and only upon concluding that the rights and benefits set  
6 out in the Agreement are, on objective assessment, greater  
7 than the rights that could likely be secured through the  
8 courts in the foreseeable future based on assertions of  
9 Aboriginal title.

10                   It should be pointed out that the "cede,  
11 release and surrender" language in the Nunavut Agreement  
12 does not bring about complete legal certainty. This  
13 conclusion flows from factors such as the following:

14                   - the provision does not relate to  
15 non-proprietary rights of the Inuit, such as the right  
16 to self-government;

17                   - the provision does not alter the  
18 fiduciary or trust relationship between Inuit and the  
19 crown;

20                   - the provision could be affected by  
21 emergence of a judicial doctrine characterizing Aboriginal  
22 rights as a species of fundamental human rights incapable  
23 of complete or permanent alienation;

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1                   - the provision is part of a contract  
2 between Inuit and the crown, thereby raising questions  
3 about what might happen in the event of circumstances  
4 amounting to fundamental breach of the contract by the  
5 crown or to frustration of the contract.

6                   Just as the Nunavut Land Claims  
7 Agreement does not bring about complete legal certainty,  
8 the Agreement does not constitute a final word on the nature  
9 and scope of Inuit rights in Nunavut or on the organization  
10 and operation of land and resource management bodies  
11 operating under the Agreement. This is evident in a number  
12 of aspects of the Agreement:

13                   - There is a schedule for enactment of  
14 additional legislation by Parliament in relation to a set  
15 of land and resource management boards.

16                   - Flexibility is allowed in the initial  
17 design and subsequent legislative evolution of the Nunavut  
18 Territory and Government.

19                   - There is a requirement that the parties  
20 to the implementation contract accompanying the Nunavut  
21 Agreement revise, at predictable intervals, the budget  
22 allocations of various bodies set up under the Agreement.

23                   - The Nunavut Agreement provides a

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 simple mechanism for its own amendment.

2                   It is understandable that any agreement  
3 between the crown and an Aboriginal party in relation to  
4 the ownership and management of lands and resources would  
5 be required to provide enough legal certainty to allow  
6 the parties to the Agreement, and third parties relying  
7 upon it, to be confident that the fundamental features  
8 of the Agreement would be implemented and honoured.  
9 Provisions supplying legal certainty should, however, be  
10 realistic in their limits and be equally respectful of  
11 the needs of Aboriginal peoples and the crown.

12                   Under the current comprehensive land  
13 claims policy, the federal government insists on  
14 incorporating the provocative vocabulary of "cede, release  
15 and surrender" into the agreements. It is possible to  
16 imagine a formula which would employ an alternate  
17 vocabulary of perhaps "recognition." For example, in  
18 consideration of rights defined for an Aboriginal party  
19 o an agreement the Aboriginal party could "recognize" the  
20 status of certain lands as crown lands governed by laws  
21 of general application relating to the administration of  
22 crown lands.

23                   It is self-defeating to pursue a policy

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 that supposes that the terms of a land claims agreement  
2 can be fixed for all time. There can be no acceptable  
3 final definition of the compromises that must be made  
4 between societies over succeeding generations. The  
5 conclusion of a modern land claims agreement must be seen  
6 as a beginning, not as an end.

7                   The emphasis on finality in the current  
8 federal land claims policy is at odds with the federal  
9 government's expressed support for Aboriginal  
10 self-government. In the event that comprehensive land  
11 claims agreements are to serve as a central reference point  
12 in the balancing of the distinctiveness of Aboriginal  
13 societies and the demands of a common Canadian citizenship,  
14 then the agreements must be open to periodic review,  
15 renegotiation and amendment. It is ambitious enough for  
16 the representatives of the crown and an Aboriginal people  
17 to achieve a mutually beneficial agreement for the  
18 foreseeable future; it is ludicrous to try to anticipate  
19 with precision the circumstances and needs of all future  
20 generations.

21                   This need for the periodic review and  
22 renegotiation of land claims agreements has been widely  
23 recognized for some time, as has been the need for an

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 independent, objective body to provide advice and  
2 assistance. The report of the Coolican Task Force in the  
3 mid-1980s recognized these needs. The package of  
4 constitutional reforms contained in the Charlottetown  
5 Accord contained provisions dealing with treaty  
6 renovation. As recently as October 8, 1993, the Liberal  
7 Party of Canada called for the creation of a Land Claims  
8 Commission with the following functions:

9 "-- to report regularly to Parliament; to facilitate claims  
10 negotiations; to establish time  
11 frames; to develop criteria for  
12 validating claims to inquire into  
13 the need to clarify or renovate  
14 treaties to make their express  
15 terms consistent with their spirit  
16 and intent; and to have an ongoing  
17 role in the implementation of  
18 claims agreements."

19 Nunavut Tunngavik recommends that the  
20 Royal Commission make the creation, mandate and operation  
21 of such a Claims Commission a central part of its work  
22 and final report. In light of the importance of such a  
23 body, we suggest that the Royal Commission be as specific

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 as possible with respect to the role of a Claims Commission,  
2 indicating its views with respect to the legal basis of  
3 such a commission, reporting relationships, precise  
4 powers, and administrative organization and resources.  
5 The Relationships between land claims agreements and  
6 Aboriginal Self-government:

7                   A review of northern land claims  
8 agreements reveals many provisions intended to provide  
9 Aboriginal peoples with greater involvement and control  
10 over law-making and public administration within  
11 Aboriginal homelands. Joint Aboriginal/senior  
12 government land and resource management boards are an  
13 example of this. Northern land claims agreements have  
14 given rise to new school boards, regional government and,  
15 in the case of the Nunavut Agreement, a new territory and  
16 territorial government.

17                   Attempts to divorce issues of land  
18 rights and self-government have only served to distract  
19 from an honest evaluation of the overlaps between land  
20 rights and self-government issues without in any way  
21 deflecting Aboriginal peoples from insisting on the need  
22 for progress on both fronts.

23                   The way in which commitments with



**le 29 novembre 1993**

**Commission royale sur  
les peuples autochtones**

1 respect to the creation of the new Nunavut Territory and  
2 Government have been negotiated and secured is a case in  
3 point. The commitment to create the new Nunavut Territory  
4 and Government is contained in Article 4 of the Nunavut  
5 Agreement and is thereby protected by section 35 of the  
6 Constitution Act, 1982. At the same time, the commitment  
7 to create the new Nunavut Territory and Government is  
8 expressed in such a way as to allow non-Inuit to play an  
9 active role in the political life of the new government  
10 and territory and also to provide Parliament with  
11 considerable legislative discretion in the design and  
12 operation of the new territorial government. In this way,  
13 Article 4 is a triumph of pragmatism over preconceived  
14 policy.

15                   Land claims agreements provide an  
16 effective place to situate any further areas of agreement  
17 reached by Aboriginal and crown representatives with  
18 respect to enhanced level of Aboriginal  
19 self-determination. If, for example, the Inuit of Nunavut  
20 and the Government of Canada were to reach an understanding  
21 in the coming years about a funding formula for the Nunavut  
22 government, or the acquisition to greater natural resource  
23 jurisdiction by the Nunavut Legislative Assembly, or

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 residency requirements for voting for members of the  
2 Assembly, then these understandings could be expressed in  
3 the form of amendments to Article 4 of the Nunavut  
4 Agreement. In this way, the protection of further  
5 understandings as to the best way of promoting a  
6 satisfactory level of self-government by Aboriginal  
7 peoples could be achieved by making full use of the  
8 opportunities provided in the existing Canadian  
9 Constitution.

10                               Nunavut Tunngavik recommends that the  
11 Royal Commission support a policy that land claims and  
12 self-government issues should be open to negotiation in  
13 unison and that amendments to already-concluded land  
14 claims agreements be regarded as an appropriate way to  
15 achieve a greater degree of self-government by Aboriginal  
16 peoples.

17 The Establishment of the new Nunavut Territory and  
18 Government:

19                               The commitments made by the government  
20 and Parliament to the creation of the new Nunavut Territory  
21 and Government have generated a great deal of excitement  
22 and optimism in Nunavut, particularly among the youth.

23                               Excitement over the prospect of the new

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 Territory and Government is not confined to the Arctic.  
2 The commitments made by the Government and Parliament  
3 of Canada have also been viewed very positively by  
4 Canadians outside Nunavut and, indeed, by the  
5 international community.

6 The smooth setting-up and early  
7 operation of the new Nunavut Government will entail an  
8 enormous amount of work in the coming years. Eagerness  
9 will result in mistakes as well as accomplishments, but  
10 it is vital to Inuit, and equally vital to Canada, that  
11 our efforts succeed.

12 Nunavut Tunngavik suggests that the  
13 Royal Commission emphasize the following in its final  
14 report:

15 - the successful establishment of the  
16 Nunavut Territory and Government is vital to Inuit and  
17 all Canadians, both for its intrinsic importance and as  
18 an inspiration for other parts of Canada and the world;

19 - the Government of Canada has a very  
20 high moral obligation to ensure that financial  
21 arrangements leading to and following the establishment  
22 of the new Nunavut Government are adequate; and

23 - every effort should be made under

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 existing and new education and training programs to ensure  
2 that the work force of the new Nunavut Government is made  
3 up of a high and growing proportion of Inuit, as stipulated  
4 in relevant provisions of the Nunavut Agreement.

5 Adequate Support for Traditional Land-Based Economies:

6 "Living on the land" and the "country  
7 food" obtained from doing so are key issues for many, if  
8 not most, Aboriginal peoples and communities in Canada.

9 Numerous studies over the last 10 years by a range of  
10 governments, non-governmental organizations, academics  
11 and Aboriginal organizations have documented the economic,  
12 social and cultural importance of traditional land-based  
13 economies -- and my mind is going back to Charlie Watt's  
14 comments where it has been suggested that Inuit have been  
15 studied to death.

16 These studies have consistently and  
17 graphically revealed the large cash value of the food and  
18 other goods produced by traditional land-based economies  
19 and the critical role of food production and distribution  
20 networks in maintaining cultural continuity and social  
21 cohesiveness.

22 In contrast with some other forms of  
23 primary production activity in Canada, like small-scale

**le 29 novembre 1993**

**Commission royale sur  
les peuples autochtones**

1 commercial fishing and the family farm, the hunting,  
2 trapping, fishing and gathering economies so important  
3 to Aboriginal peoples have been largely under-valued and  
4 ignored. Little serious attention has been by public  
5 policy-makers to finding ways of reinforcing the viability  
6 of these economies in the form of well-considered economic  
7 development, income assistance, and taxation policies and  
8 programs.

9                                   Given the importance of traditional  
10 land-based economies to Aboriginal peoples throughout  
11 Canada and the vulnerability of those economies to the  
12 anti-fur movement and other international and domestic  
13 factors, Nunavut Tunngavik urges the Royal Commission to  
14 devote careful attention to how comprehensive hunter  
15 support programs might be established for the various  
16 Aboriginal peoples and communities in Canada, mindful of  
17 the important differences in their land-based economies.

18                                   Given the fundamental overhaul that may  
19 be in store for all of Canada's income maintenance and  
20 other social programs due to our shared fiscal problems,  
21 there may be an opportunity for the Commission to have  
22 a significant impact on an intensifying social policy  
23 debate.

StenoTran

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 Measures Important to Neighbouring Northern Aboriginal  
2 Groups:

3                               The Inuit of Nunavut hope that other  
4 Aboriginal peoples in Canada, particularly those whose  
5 situations the Inuit of Nunavut are most familiar with,  
6 will have appropriate attention devoted to their concerns.

7       Without in any way claiming to speak for any other  
8 Aboriginal people outside Nunavut, Nunavut Tunngavik  
9 invites the Royal Commission to shape its final report  
10 and recommendations to reflect the following:

- 11                               - the importance of offshore  
12 negotiations to the Inuit of northern Quebec;
- 13                               - the need or priority to be attached  
14 to the conclusion of a comprehensive land claims agreement  
15 benefiting the Labrador Inuit; and
- 16                               - the special rights and roles of  
17 Aboriginal peoples in the adoption of a new constitution  
18 for the Mackenzie Valley.

19                               In addition, Nunavut Tunngavik  
20 encourages the Royal Commission to take note of the  
21 unnecessary hardship created by the current federal  
22 government policy that prohibits any individual from being  
23 enrolled under more than one land claim agreement at the

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 same time.

2 (Native language). We thank you for  
3 your attention and we would be happy to try answer any  
4 questions you may have for us.

5 **CO-CHAIR RENÉ DUSSAULT:** Thank you for  
6 your brief. We are, of course, very interested in hearing  
7 from the Nunavut Tunngavik Inc. Even if the process is  
8 moving ahead, we are interested in many aspects of the  
9 implementation the Nunavut Agreement. We thank you very  
10 much for coming and presenting us with this brief.

11 At this point I will ask Mary to start  
12 with a few questions.

13 **COMMISSIONER MARY SILLETT:** (Native  
14 language). Thank you very much.

15 Before you go, there is a question I  
16 would like to ask you specifically.

17 As we have crossed the country, we have  
18 heard very much about self-government. We have heard a  
19 lot of people, particularly women, express fear about  
20 self-government simply because they are concerned that  
21 there is a certain amount of abuse going on and they feel  
22 that, if self-government becomes a reality, there will  
23 be further abuse. There are many people who advocate that

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 healing is a necessary first step before self-government  
2 occurs.

3                   As well, during my presidency of the  
4 Inuit Women's Association of Canada, there was some concern  
5 expressed about the lack of representation of women in  
6 various organizations, the possible lack of representation  
7 in any self-government model. Really, if anyone called  
8 for accountability, it was primarily women. They felt  
9 that organizations should be accountable to their  
10 constituents and to their members.

11                   In the case of NTI, how are you  
12 addressing those two issues, particularly the  
13 representation of women and the accountability?

14                   **BERNADETTE MAKPAH:** Speaking for  
15 myself, when I ran for the Secretary-Treasurer's position  
16 Nunavut-wide -- there are 27 communities in the Nunavut  
17 Settlement area. You know as well as I do that I have  
18 been an advocate for women and children and social problems  
19 in the north that derive from lack of education, economic  
20 development, housing and all this other stuff. I have  
21 been involved in those organizations in the past.

22                   When I ran for Treasurer position in  
23 Nunavut Tunngavik, I ran under the full commitment that



le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 I would consider this as a mission to contribute my business  
2 experience and to incorporate it with the body to represent  
3 the Inuit of the Nunavut Settlement area.

4 In its very early stage of life, Nunavut  
5 Tunngavik is just looking at developing such bodies and  
6 entities, which we call DIOs, designated Inuit  
7 organizations, that will address all social problems that  
8 face our people right now.

9 As most of you are aware, I am sure,  
10 Nunavut Tunngavik's mandate is to manage the land claim  
11 and its resources through that land claim in the future  
12 and also to manage the compensation fund, which is our  
13 first priority. In our very early life, as a brand new  
14 entity, we are so busy concentrating on implementing our  
15 own internal administrative structure for our organization  
16 that that is something that has to be addressed once all  
17 our human resource needs and the headquarters question  
18 and the moving of the different regionalized  
19 administrative offices are finalized.

20 It is a question that is raised quite  
21 often. For instance, the Inuit Social Development Council  
22 would address those issues, and we do have a policy adviser  
23 based in Iqaluit who is working on developing a plan on

StenoTran

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 how the Social Development Council would come about.

2 Does that answer your question in very  
3 general terms?

4 **ALEX CAMPBELL, Executive Director,**

5 **Nunavut Tunngavik Inc.:** I just want to add to some of  
6 Bernadette's comments.

7 The other way we ensure that women are  
8 represented on Nunavut Tunngavik membership is through  
9 the youth. Youth could be young ladies representing their  
10 regions or their communities. Also, we insist on having  
11 one seat per region to be a female on Nunavut Tunngavik  
12 Inc. As well, in the DIO designations that we are in the  
13 process of establishing, we are very sensitive to the need  
14 to have women on those panels that we are setting up.

15 **BERNADETTE MAKPAH:** To elaborate, we  
16 have actually taken some action. We haven't looked at  
17 adopting any policies to be more representative of women's  
18 issues, Inuit women in particular I would assume.

19 As Alex has already explained, in our  
20 by-laws we have recognized that each regional association  
21 send a woman representative to our Annual Assembly.  
22 Because of the vast area that the Baffin Region serves,  
23 we consider a north and south Baffin woman rep and, of

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 course, youth reps and Elders. So we have those three  
2 special interest groups attending our AGM in Rankin Inlet  
3 next week.

4 The other thing we have done for our  
5 Annual Assembly for next week is that we have organized  
6 an arts and crafts week-long festival to promote. We know  
7 quite well, having been involved with the Inuit Women's  
8 Association, that there is always a very high turnout and  
9 interest, especially in sewn products. We are very busy  
10 organizing that arts and crafts exhibit and sale on behalf  
11 of all crafts people -- carvers and seamstresses -- in  
12 the Nunavut area.

13 **COMMISSIONER MARY SILLETT:** The other  
14 question I have relates to an issue that was raised when  
15 Charlie made a presentation. He talked about the  
16 inability of Inuit who might be members of Nunavik and,  
17 if they move to Nunavut, they may lose their benefits,  
18 that they cannot be recognized as members of beneficiaries  
19 of Nunavut. You have also identified that issue.

20 I was just wondering if you have any  
21 ideas of how this particular issue could be resolved.

22 **PAUL OKALIK, Acting Director of**  
23 **Implementation, Nunavut Tunngavik Inc.:** In the

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 Agreement, we looked at it very flexibly because we wanted  
2 to be able to benefit from each claim area. How we looked  
3 at that is that we can reach agreements with other groups  
4 to be able to benefit. If, for instance, I were to live  
5 in northern Quebec, I want to benefit from that area.

6 We can work out arrangements whereby I  
7 can benefit from their land claim agreement while I am  
8 residing in that particular claim area. We looked at  
9 flexibility in that way so that we can transfer from one  
10 land claim agreement to the other.

11 However, on the other agreements, that  
12 may not be possible. We left ours open-ended so that,  
13 if I move back to my original community, I can still benefit  
14 from our land claim area.

15 The federal government insisted that you  
16 could only benefit from one land claim agreement at one  
17 time, so we have to agree to that provision. But we made  
18 it flexible enough that we can transfer back and forth,  
19 one at a time.

20 **COMMISSIONER MARY SILLETT:** The other  
21 part of that issue, which I am sure you heard when Charlie  
22 was at the microphone, is that the Inuit, for example,  
23 may move to urban areas. I know that in the Nunavut area

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 many of your people are living in Ottawa, for example,  
2 and in other areas.

3 How are those Inuit represented, or are  
4 they represented, in your land claims agreement?

5 **PAUL OKALIK:** In the more populous  
6 cities, like Ottawa, all the Inuit are normally entitled  
7 to vote. I voted in the last elections even though I was  
8 residing in Ottawa. We left that open so that residents  
9 living elsewhere can mail in their ballots if they want  
10 to vote in a particular election. That is how we keep  
11 it flexible, so that Inuit from our traditional area can  
12 benefit through elections, but there is not a lot they  
13 can benefit from unless they actually reside in the  
14 territory.

15 **COMMISSIONER MARY SILLETT:** Just to  
16 clarify, if you were actually living in Nunavut, what are  
17 the actual benefits that you would be entitled to? I  
18 understand, for example, that if you are an Inuk from the  
19 Nunavut area and you are living in Ottawa, you do have  
20 the right to vote, but you don't have any other privileges.  
21 What are the privileges that they don't have?

22 **PAUL OKALIK:** One obvious point is the  
23 hunting right. Inuit in Nunavut can hunt anywhere in

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 Nunavut, but they can't always exercise that right when  
2 they are residing elsewhere. Those are some of the  
3 benefits that they can't really exercise when they are  
4 living outside their traditional territory.

5                   There may be some areas where they can  
6 probably benefit economically. We require services in  
7 Ottawa, such as translation or jobs in Ottawa, and we give  
8 preference to Inuit from our territory.

9                   **COMMISSIONER MARY SILLETT:** I know that  
10 training has been a focus, particularly with UTTI prior  
11 to Nunavut. For many years people have said, "Nunavut  
12 is going to become a reality some day, and we have to prepare  
13 for that reality by making sure that our people have the  
14 skills to be able to take on the jobs that are there."

15                   What is happening with respect to  
16 training -- and this is the same question I asked Charlie.  
17 Do you have lots of jobs or do you have enough Inuit to  
18 fill all those jobs? What do you see in the future? How  
19 do you see more and more Inuit being involved in the  
20 positions in Nunavut?

21                   **BERNADETTE MAKPAH:** We just had a Board  
22 meeting in Ottawa. ITC, which is the Nunavut  
23 Implementation Training Commission -- and I don't think

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 they have ever missed a presentation at our meetings --  
2 is almost fully operational and up and running. It is  
3 a separate board represented by seven, three from the  
4 Nunavut area and three from the territorial government  
5 and one Chair. It is a bona fide board now, and they  
6 received \$13 million in funds from the federal government,  
7 I believe in September or the beginning of October.

8                   That body will be responsible for  
9 implementing the training plans and programs for all the  
10 DIOs that will be assisting in making Nunavut a reality  
11 and in managing the land claim.

12                   As far as UTII, we directed the Nunavut  
13 Sivunuksavut (ph) Program in conjunction with NITC and  
14 UTII to prepare a submission to present at our next Board  
15 meeting, so that we know what their initiatives are at  
16 this point, the success rate.

17                   Again, I have to stress that, because  
18 we are such a brand new entity, there is a lot of learning  
19 we are going to have to do before we make a commitment  
20 to take over a body or more DIOs, designated Inuit  
21 associations.

22                   We have asked the Nunavut Sivunuksavut  
23 Program, which was working closely with UTII, I believe,

StenoTran

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 and ITC to do a proposal based on their request which was  
2 that we take them back under their arm because the TFN,  
3 the Tunngavik Federation of Nunavut had sponsored them  
4 as a group.

5 Does that answer your question?

6 **COMMISSIONER MARY SILLETT:** Yes.

7 Last week we heard from a Department of  
8 Health official of the GNWT and they talked about what  
9 they were doing, et cetera. One of the things that  
10 occurred to me is that I am sure that the whole structure  
11 of the GNWT will be impacted as a result of Nunavut. What  
12 will it look like? How will it be impacted? What will  
13 happen to the Department of Health and what will the western  
14 portion look like compared to the Nunavut portion when  
15 it is all done with?

16 **BERNADETTE MAKPAH:** I would really like  
17 to answer that question before I leave. It just reminded  
18 me of one very useful and important initiative that we  
19 have taken on with the Nunavut Caucus, which is the Eastern  
20 Arctic MLAs for the territorial legislature, and our desire  
21 to work closely with the Western Caucus, and the Premier's  
22 request for NTI to publicly announce that we are in support  
23 of their continual battle with the dispute that is in the



le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 courts right now with the health billings and payments  
2 that the federal government backed down on.

3                   Last week one of the Regional Health  
4 Boards made a presentation with several of their concerns  
5 and the fast-disappearing funds into parts of the Eastern  
6 Arctic in relation to health costs that are just -- Charlie  
7 was talking about the high cost of living over there.  
8 It is no different in health care. The health costs are  
9 rising, but we are not getting any more nurses. In the  
10 last 10 years they haven't increased that.

11                   So it's a real concern for us that,  
12 before the transition is final with the new government,  
13 we want some very concrete agreements and contracts signed  
14 with the federal government to protect our own future  
15 health care.

16                   The Nunavut Tunngavik Board -- and I  
17 can't quite recall what the resolution was. We passed  
18 a general resolution for all of the Nunavut Settlement  
19 Area and the Northwest Territories in fact to support  
20 publicly and release to the press our concerns on the area  
21 of health care in the Northwest Territories at this point.

22                   **ALEX CAMPBELL:** The other thing, of  
23 course, is that the Nunavut Implementation Commission is

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 in the process of being formed. Part of the mandate of  
2 that commission, of course, is to oversee what kind of  
3 government Nunavut is going to have in 1999.

4 **COMMISSIONER MARY SILLETT:** My final  
5 question is this: I remember several things from being  
6 in meetings with Inuit from different regions and hearing  
7 Inuit from the Eastern Arctic say, "We have been talking  
8 about this land claims agreement for I don't know how many  
9 years, and when will it become a reality?"

10 Two years ago, when we were having public  
11 hearings, there was a real excitement, a real optimism,  
12 that we felt from our presenters from the thought that  
13 this was imminent reality. But there is no doubt that,  
14 in the case of Nunavut, it has taken a long time to get  
15 there. When you look at northern Quebec, it took a shorter  
16 time to get there, probably because they were forced to  
17 because there was major development happening there and  
18 something had to happen. I understand from reading the  
19 Western Arctic materials that they took 10 years.

20 It took that 20-year period, and it is  
21 becoming a reality now. You mentioned on the first page  
22 of your submission that that has given you a lot of time  
23 to look at other models and to find out where mistakes

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 have been made, and you have learned some lessons.

2 What are the major lessons that you have  
3 learned from other agreements that you decided to implement  
4 with respect to the Nunavut Agreement?

5 **BERNADETTE MAKPAH:** I was not part of  
6 the negotiating body, ever. I am more knowledgeable in  
7 the administering of the land claim itself and being part  
8 of the Executive as a political advocate for the land claim.

9 John Merritt, our legal counsel, and  
10 Paul Okalik were directly involved for many years in the  
11 actual negotiations, so they may answer that.

12 In the meantime, I would like to thank  
13 you for your time, and I am going to go off to the airport  
14 and go home.

15 Thank you very much.

16 **CO-CHAIR RENÉ DUSSAULT:** Thank you.  
17 Have a good flight.

18 **PAUL OKALIK:** We took a bit longer in  
19 negotiations because we insisted that we get what we  
20 originally asked for, which was a commitment on Nunavut  
21 territory. We insisted on that because we wanted the  
22 commitment to establish our own government. We managed  
23 to get that.

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 In looking at the problems of  
2 implementation and the previous agreements, we also  
3 insisted that we get an implementation contract to resolve  
4 some of the problems that arose in previous agreements.

5 Those were the main areas that I can  
6 think of right now. I wasn't fully prepared to answer  
7 that question. That is my initial response.

8 We also insisted that the joint  
9 management institutions have some decision-making  
10 authority. In looking at other agreements, we managed  
11 to get a bit more in that area.

12 I hope that answers your question.

13 **JOHN MERRITT, Legal Counsel, Nunavut**

14 **Tunngavik Inc.:** There is just one point I might add.

15 Especially toward the end of the  
16 negotiations it became an important issue as to whether  
17 the Inuit would be satisfied that the agreement would,  
18 at the end of the day, have the force of law. That's a  
19 point on which there is continuing ambiguity on the part  
20 of the federal government. Ultimately, it took a great  
21 deal of time to construct the agreement and to agree to  
22 ratification legislation which satisfied Inuit that their  
23 agreement would at the end of the day have the force of

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 law.

2 I think that slowed things down, but  
3 ultimately it provides much greater legal predictability  
4 and security as to the agreement that has been negotiated.

5 **COMMISSIONER MARY SILLETT:** Thank you.

6 **CO-CHAIR RENÉ DUSSAULT:** I would like  
7 to get back to the issue of extinguishment. You have dealt  
8 extensively with it in your brief.

9 Of course, as such but also under the  
10 subtitle of legal certainty, I understand that the thrust  
11 of your brief is to say that this clause is not as final  
12 and secure as it could be. You give the example of the  
13 non-proprietary rights that are not covered by the clause,  
14 and you refer to the Coolican report. Also you stress  
15 very much the need for certainty and for third parties  
16 to know what is going to be their situation.

17 Overall -- and I understand that you  
18 would have preferred without it than with it. I know there  
19 is a long way to go to implement. The whole process goes  
20 to the year 2008, and maybe farther. Are you relatively  
21 comfortable that the process with Article 4 and with the  
22 ratification process is one that is going to satisfy what  
23 was envisaged by the Inuit of the Eastern Arctic? Of

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 course, the economy to sustain the working of the  
2 government is fundamental.

3 I just want to hear a bit more about the  
4 move that there is in the Eastern Arctic and in Nunavut  
5 at this point.

6 **PAUL OKALIK:** As it says in the brief,  
7 we did not totally agree with the concept of giving away  
8 all our rights, future claims and everything else through  
9 the agreement. We state in our brief that we can do that  
10 and meet the concerns of the government without having  
11 to take away everything that the government insists on.  
12 We obviously want that policy changed.

13 In addition, we want to be able to  
14 renegotiate some portions of the agreement itself. We  
15 know that this agreement is forever, and circumstances  
16 may change in the future. Maybe 100 years from now some  
17 portions of this agreement, which Innu as negotiators feel  
18 strongly about, may change. We want the option to be able  
19 to re-open some portions of the agreement, where it is  
20 relevant for the Inuit of the future.

21 We would need a change in government  
22 policy to be able to achieve that. The agreement itself  
23 did not achieve everything that we originally sought.

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 Article 4 does not deliver everything that Inuit wanted;  
2 it just gives the commitment to establish Nunavut. It  
3 doesn't protect the powers that that government might have.  
4 It doesn't really address our language, for instance.

5 We may want to visit those in the future.

6 **CO-CHAIR RENÉ DUSSAULT:** Obviously, it  
7 is important to have the mechanisms to adapt as life goes  
8 on.

9 I would like to clarify the discussion  
10 you had with Mary. The discussion we had with the previous  
11 presenter, Makivik Corporation, was about the portability  
12 of benefits when Inuit people move from one land claim  
13 area to another.

14 In your brief you state at page 15 that  
15 you would like an individual to have the possibility of  
16 being enrolled under more than one land claims agreement  
17 at the same time. Obviously, you can't be in different  
18 land claim areas at the same time. Could you explain  
19 a bit more what you have in mind.

20 I feel that there is something  
21 additional to what we have discussed previously with  
22 Makivik. I am not clear.

23 **JOHN MERRITT:** My understanding is that

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 that point comes out of a concern in relation to individuals  
2 who often have children, and those individuals are often  
3 from different background. There are Inuit who are  
4 married to status Indians.

5                   At the moment, under the current rules,  
6 as the federal government has insisted on incorporating  
7 them into the land claims agreement, those individuals  
8 will be obliged to register children as either Inuit of  
9 Nunavut or, alternatively, status Indians.

10                   We know, even from the first six months  
11 of the agreement being implemented, that compelling people  
12 to choose a child's identity, to determine whether a child  
13 of mixed background should be either an Inuk or a status  
14 Indian for the purpose of registering for eligibility for  
15 government programs, is a very difficult thing to impose  
16 on a parent.

17                   As Paul indicated earlier, a lot of the  
18 benefits really are geographically confined. Obviously,  
19 one can't go hunting in two places at the same time. So  
20 there doesn't appear to be any logic which would force  
21 people to identify enrolment in one agreement rather than  
22 another.

23                   The same would be true, of course, with



le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 Inuit from different parts of the Arctic. There doesn't  
2 appear to be an obvious reason why a person couldn't be  
3 enrolled under two agreements at the same time.

4 **CO-CHAIR RENÉ DUSSAULT:** This would not  
5 mean getting the benefit twice.

6 **JOHN MERRITT:** Of course, at the moment  
7 the federal policy doesn't say that certain benefits can't  
8 be enjoyed at the same time. The federal policy at the  
9 moment prohibits enrolment for any purpose.

10 It would probably be more logical if the  
11 federal policy indicated, for example, that someone  
12 couldn't obtain particular types of benefits, say  
13 entitlement to university scholarships or something of  
14 that kind, that someone couldn't double-dip, so to speak.  
15 That would make sense.

16 At the moment the policy says that you  
17 really have to -- and parents have to face this problem.  
18 You have to identify yourself or identify your child as  
19 belonging to this particular agreement or that one over  
20 there. We know from our own experience that that is a  
21 very unwelcome choice that many parents face, and it seems  
22 like an unnecessary choice.

23 **CO-CHAIR RENÉ DUSSAULT:** Thank you.

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1                   Getting back to the training, you had  
2 some discussion earlier on the health professions and also  
3 the kind of training that will be necessary to implement  
4 Nunavut and to have the administration of Nunavut run not  
5 only at the political level but at the administrative level  
6 by Inuit persons.

7                   I can't help raising the issue of nurses  
8 in the Baffin area. We were struck by the fact that there  
9 are, as you say in your brief, between 18,000 and 20,000  
10 Inuit that will come under Nunavut and that in the whole  
11 Baffin there is not a single Inuit nurse. There are some  
12 CHRs, community health representatives. Obviously, there  
13 is a lack of continuity. Nurses come from the south to  
14 Iqaluit or whatever.

15                   We know that it is a difficult issue.  
16 It has to do with bringing more training programs to the  
17 north, getting more support in the south for young people  
18 to adjust to the transition and to get post-secondary  
19 training.

20                   Do you plan to do work as to the method  
21 -- and I suppose the solutions will be many. What are  
22 your views on that? With the number of young Inuit people  
23 that now get their secondary school training, how could

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 we spark a change? It seems obvious that it has to happen.

2 **PAUL OKALIK:** There are two main  
3 components identified. One is the Nunavut Implementation  
4 Commission which Bernadette already explained. It is more  
5 related to the land claim agreement itself. Then in the  
6 Nunavut Act itself, we stress that training should take  
7 place for all territorial government positions. We felt  
8 strongly about it, but we weren't able to provide  
9 commitments for the Nunavut Implementation Commission,  
10 which will commence shortly, to be able to fund training,  
11 for instance.

12 All the Implementation Commission will  
13 be able to do is identify the training needs for the new  
14 Nunavut territory government. They will recommend  
15 training programs for all the people in Nunavut to the  
16 federal government, and the federal government will then  
17 be able to decide on those recommendations.

18 We would stress to the Royal Commission  
19 that the Royal Commission recommend to the government that  
20 any recommendations regarding training be accepted by the  
21 federal government.

22 **CO-CHAIR RENÉ DUSSAULT:** But, again, it  
23 seems to us that it is not only a matter of funding. There

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 is also the matter of the value attached to education by  
2 the parents, by the community leaders.

3 My question is: What kind of action do  
4 you see? Even if the money is there to get out of the  
5 community and to move south, with all the problems it  
6 entails, it is seen as something close to impossible by  
7 many young people. What kind of action does an  
8 organization like yours plan to take to put as high a  
9 priority on education as possible?

10 **PAUL OKALIK:** Bernadette had mentioned  
11 the Nunavut Sivunuksavut which has been in place for the  
12 last six years or so. That is an organization that  
13 provides for the transition period, whereby the young  
14 people are assisted in the transition stage from the  
15 community to the city life. During that period they  
16 prepare each student on more academic requirements.

17 That is one area that we have touched  
18 on, and it has been quite successful to date. The students  
19 have gone on to university and other areas.

20 We would suggest that you may want to  
21 look at such a program, maybe on a larger scale. We have  
22 been funding it ourselves almost. You might want to  
23 increase funding for such programs in the future.

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1                                   **COMMISSIONER MARY SILLETT:** The  
2 Canadian Paediatric Society made a presentation to us last  
3 week, and one of the things they said made a lot of sense  
4 to me. Particularly in Inuit communities where there is  
5 a fair degree of self-development, why don't you have more  
6 doctors or nurses?

7                                   One of the things they were saying was  
8 that, if you look at all the communities in the north,  
9 it has been the communities that have decided, for example,  
10 where their training priorities are. In cases like  
11 northern Quebec, their priority for training has been on  
12 teachers, for example.

13                                  With the sciences it is very difficult.  
14 For example, to be a doctor or to be a nurse you have to  
15 have a good science background. The curriculum in many  
16 of our schools isn't geared to produce that, so there has  
17 been an additional step that is necessary for us to produce  
18 those. They identified that as an obstacle.

19                                  I think there are places, such as the  
20 University of Manitoba, where they do provide the  
21 opportunity for northern Aboriginal people to get that  
22 secondary type of training so that they can go on.

23                                  They were saying that particularly with

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 the doctors and nurses it is more difficult to get them  
2 because of our lack of science and math, or weak science  
3 and math in the high schools.

4 **CO-CHAIR RENÉ DUSSAULT:** It would be the  
5 same with regard to the administration and financial skills  
6 that are needed for the implementation of the Nunavut  
7 government.

8 At this point, I would like to thank you  
9 for your presentation. We could go on and on. I was very  
10 interested in your section on the support for traditional  
11 land-based economy. This is an area where the Commission  
12 has done quite a bit of work. We feel, as you do, that  
13 much more could be done in this area. Economic development  
14 will have to be done in many avenues. We have to work  
15 on all fronts because it is tough to bring it.

16 In a nutshell, do you have specific  
17 plans, apart from the plea you made for income security  
18 for hunters and trappers along the line of the James Bay  
19 Agreement? Are you working on specific programs to put  
20 forward in the near future?

21 **PAUL OKALIK:** In our initial  
22 negotiations on the land claim, we were trying to get a  
23 program similar to the Cree of James Bay, but we weren't

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 able to convince the government on that.

2                   However, we decided to spend our own  
3 money and set up our own program. We committed ourselves  
4 to spend \$15 million, and the territorial government, in  
5 turn, committed \$15 million. The federal government  
6 committed absolutely nothing.

7                   That is one of the reasons that we stress  
8 that the government should be further pushed to at least  
9 contribute to such programs so that not just the hunters  
10 will benefit, but the communities themselves will benefit  
11 from such programs by increasing monies to the communities.

12                   We hope that you will recommend that such  
13 programs be established throughout the Inuit communities.

14                   **CO-CHAIR RENÉ DUSSAULT:** Of course, as  
15 you were pointing out in your own brief, you are concerned  
16 with the financial constraints. Obviously, a case will  
17 have to be made very clearly as to the benefits of shifting  
18 the money from welfare money to productive money.

19                   We will be looking forward to keeping  
20 close contact with your organization on the last leg of  
21 our trip as a Royal Commission. We will be beginning very  
22 soon to put it together and trying to come up with  
23 recommendations in all areas of our mandate.

StenoTran

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1                   At this point, as we are running late  
2 on our agenda -- we have two other groups to hear this  
3 afternoon -- I would like to thank each and every one of  
4 you for coming and sharing with us your thoughts. Do not  
5 hesitate to contact us in the coming weeks and months for  
6 further discussion or ideas.

7                   Merci.

8                   **PAUL OKALIK:** Merci, madame et  
9 monsieur.

10                   **COPRÉSIDENT RENÉ DUSSAULT:** À ce moment  
11 ici nous allons demander le prochain groupe, the  
12 representatives of the Inuvialuit Regional Corporation,  
13 to join us at the table.

14                   Good afternoon. First of all, I would  
15 like to apologize for the delay in our schedule. I know  
16 we kept you waiting. Without further ado, I would like  
17 to ask Roger Gruben to make the presentation. Please  
18 proceed when you are ready.

19                   **ROGER GRUBEN, Chairperson, Inuvialuit**  
20 **Regional Corporation:** Thank you very much, sir. My name  
21 is Roger Gruben, and I have with me Vince Teddy who is  
22 a member of the Executive of the Regional Corporation and,  
23 as well, Russel Newmark who is the Chairman of our Petroleum



le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 Corporation and, I would say, is an honorary beneficiary  
2 of the Inuvialuit.

3 I will begin by saying that you have a  
4 copy of our presentation there. For the sake of brevity,  
5 I will not read into the record all of our presentation.  
6 I will read selected portions.

7 We are pleased to be here today to make  
8 this presentation to the Royal Commission and to answer  
9 any questions you may have regarding the implementation  
10 of our land claims agreement or our self-government  
11 initiatives.

12 The Inuvialuit are Inuit of the Western  
13 Arctic, and we number approximately 5,000. We reside in  
14 the six communities of Aklavik, Inuvik, Tuktoyaktuk, Sachs  
15 Harbour, Holman Island and Paulatuk.

16 Like the Makivik Corporation and the  
17 Nunavut Tunngavik Inc. groups, we are supportive of the  
18 efforts of ITC and would like to take this opportunity  
19 to supply ITC's submission by describing our experiences  
20 in implementing a comprehensive claims agreement and our  
21 initiatives in the area of self-government.

22 In 1984 after over 10 years of very  
23 intensive negotiation, we concluded a final land claim

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 settlement with the Government of Canada. Through the  
2 Inuvialuit Final Agreement, we retained ownership of  
3 35,000 square miles of land in the Western Arctic and will  
4 receive cash payments on a scheduled basis to 1997. On  
5 5,000 square miles of these lands we own both surface and  
6 sub-surface rights, including oil, gas, coal and minerals,  
7 and the IFA also entrenched various rights and benefits  
8 for the Inuvialuit including wildlife harvesting rights.

9                   The major stated goals and objectives  
10 of the Inuvialuit Final Agreement include:

- 11                   - protection of our wildlife,  
12 environment and traditional harvesting activities;
- 13                   - control and management over the lands  
14 within our Settlement Region; and
- 15                   - meaningful participation by  
16 Inuvialuit in the national and northern economies.

17                   The Regional Corporation and its  
18 subsidiary corporations were created to help fulfill these  
19 goals and objectives and manage the compensation funds  
20 and lands we received as a result of the signing of the  
21 IFA. We have used these corporations to preserve and  
22 conservatively invest our settlement monies, to establish  
23 profitable development corporations, and to create

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 employment, training, education and business  
2 opportunities for our people.

3                   At the present time we own and operate  
4 a large number of businesses in the Northwest Territories  
5 as well as in southern Canada. These ventures include  
6 a regional airline, a wholesale food distributor, retail  
7 operations, a marine transportation company, the largest  
8 mobile home manufacturing company in Canada and, as well,  
9 a pipeline valve manufacturer. We also have extensive  
10 real estate holdings in British Columbia, in Alberta and  
11 in the north. Our Inuvialuit Petroleum Corporation is  
12 a fully functional oil and gas corporation producing in  
13 excess of 5,000 barrels of oil per day, making it one of  
14 the 50 largest oil companies in Canada.

15                   The Regional Corporation is composed of  
16 six community corporations from those communities that  
17 I mentioned earlier. Each community democratically  
18 elects its community corporation directors, and one  
19 director from each community sits at the Regional  
20 Corporation level.

21                   We also operate the Inuvialuit Land  
22 Administration which has total authority and control over  
23 all of our private lands and administers these lands in

StenoTran

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 a professional manner according to the principles and  
2 guidelines that are set by us. No land use activities  
3 or access to our private lands is permitted without the  
4 approval and the issuance of the proper authorities by  
5 our Land Administration.

6 We have a social development program and  
7 a fund that has the responsibility for areas such as  
8 education, language and culture, housing and other  
9 matters.

10 The Inuvialuit Game Council was  
11 established in 1979 to represent our interests in wildlife.

12 The Game Council participates in all wildlife harvesting  
13 matters and also in the joint government/Inuvialuit  
14 wildlife management bodies created pursuant to our Final  
15 Agreement.

16 I would like now to turn things over to  
17 Russel Newmark.

18 **RUSSEL NEWMARK, Self-government**

19 **Advisor, Inuvialuit Regional Corporation:** In the past  
20 10 years the economy and social structure of the Western  
21 Arctic has been reshaped as a result of the IFA. We believe  
22 that our claims settlement has been extremely successful  
23 and beneficial for the Inuvialuit and for all people of

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 the region.

2                   However, the implementation of the claim  
3 has entailed a tremendous amount of work and some  
4 difficulties. Establishing a skilled, professional human  
5 resource base and meeting the expectation of our  
6 beneficiaries for immediate opportunities and benefits  
7 have been two very difficult obstacles we have had to  
8 overcome.

9                   However, our greatest difficulty has  
10 been in convincing government to honour the  
11 constitutionally-protected commitments and obligations  
12 set out in the Agreement itself. Government compliance  
13 is inconsistent between and within departments. There  
14 is no system which has been put in place by either Canada,  
15 the Yukon or the Northwest Territories to ensure that all  
16 departments and all officials are aware of their  
17 obligations and their commitments.

18                   Funding for research activities, our  
19 joint wildlife management organizations and the  
20 co-management bodies has been difficult to obtain.  
21 Consequently, Inuvialuit effectiveness in carrying out  
22 our mandate in these areas has been seriously impaired.

23                   We have also had several disputes

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 concerning the control of our own private lands.  
2 Unfortunately, government has consistently attempted to  
3 erode and avoid Inuvialuit authorities over our private  
4 lands and our resources.

5                   Obligations by Canada to clean up  
6 government installations on Inuvialuit lands and  
7 extinguish existing encumbrances remain outstanding,  
8 despite numerous attempts by us to require government to  
9 address these issues and matters. We have become so  
10 frustrated by government delays that we recently initiated  
11 arbitration proceedings in accordance with the IFA to  
12 resolve Canada's obligation to clean up two abandoned DEW  
13 Line sites.

14                   Canada had previously agreed to clean  
15 up these sites based upon the IFA and a specific 1989  
16 Settlement Agreement with the Inuvialuit. One site is  
17 located in the NWT at Horton River, while the other site  
18 is situated at Komakuk Beach in the Yukon. In addition  
19 to meeting the environmental clean-up requirements, these  
20 projects would have created important business, employment  
21 and training opportunities for Inuvialuit.

22                   These costly arbitration proceedings  
23 could have been avoided had Canada been willing to honour

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 its obligations.

2                               What is particularly disappointing  
3 about this situation is that in several letters and  
4 meetings with the Minister of DIAND and his other officials  
5 the Inuvialuit had been repeatedly assured that the  
6 clean-up projects would proceed and that Canada's  
7 commitments would be met.

8                               In the area of procurement Canada has  
9 frequently ignored section 16 of the IFA which contains  
10 specific provisions respecting government contracting and  
11 economic development within our Settlement Region. Our  
12 recent arbitration includes two specific instances where  
13 Inuvialuit are seeking damages due to Canada's failure  
14 to fulfill requirements under this section.

15                              It is critical for Canada to revise its  
16 contracting policies and procedures to ensure their  
17 compatibility with the spirit, intent and specific  
18 provisions of the Inuvialuit Final Agreement. We have  
19 provided suggestions to Canada, including the  
20 establishment of specific procurement practices and  
21 policies for the Inuvialuit Settlement Region, but we have  
22 had little positive response to our suggestions.

23                              If we could send but one message to

StenoTran

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 government, this would be that it must change its  
2 established policies and practices to comply with the  
3 constitutionally-protected promises it has made in the  
4 claims agreements.

5 To talk a little bit about the  
6 self-government initiatives, I am going to turn it over  
7 to Vince Teddy.

8 **VINCE TEDDY, First Deputy Chairman,**  
9 **Inuvialuit Regional Corporation:** In addition to the goal  
10 of concluding a comprehensive land claims agreement, a  
11 complementary objective of the Inuvialuit for over 20 years  
12 has been to restructure government institutions in the  
13 Western Arctic.

14 The issue of self-government is at the  
15 centre of almost every area of concern for us -- from  
16 economic development to justice, housing, education, and  
17 health care. Self-government means that we have the right  
18 to determine our own institutions of government according  
19 to the circumstances and needs of the Inuvialuit and that  
20 we must have control of governments responsible to us in  
21 matters relating to our social, economic and cultural  
22 development.

23 In recent years we have worked very hard



le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 to accomplish this objective. Our approach has remained  
2 focused and constant for many years and includes four basic  
3 features:

- 4 - to establish a regional, public  
5 government in the Western Arctic;
- 6 - to strengthen our community  
7 governments;
- 8 - to work for the constitutional  
9 recognition of our inherent right to self-government; and
- 10 - to ensure that Inuvialuit language,  
11 culture and traditional practices are promoted and  
12 protected in any national or territorial constitutional  
13 process.

14 We have always believed that a regional  
15 government approach is the most effective means to achieve  
16 self-government. Our preference that this be a public  
17 government lies in the belief that all residents of the  
18 region can work together more beneficially and  
19 cost-efficiently as a regional community.

20 A regional approach will also allow  
21 Inuvialuit to undertake specific measures to protect and  
22 promote our language and culture and to design governmental  
23 mechanisms which are more consistent with our aspirations

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 and values.

2 I will leave it for Roger to continue  
3 on.

4 **ROGER GRUBEN:** Thank you, Vince.

5 We have been working in a number of  
6 directions to advance our self-government aspirations.  
7 These include the submission of a self-government proposal  
8 to Canada and participation with other groups and regional,  
9 territorial and national political processes.

10 Following several meetings with Canada  
11 and extensive community consultations in March of this  
12 year, we submitted a very comprehensive self-government  
13 proposal to Canada. This proposal included both a draft  
14 self-government agreement and draft legislation to  
15 establish a regional government.

16 Although DIAND, on behalf of Canada, has  
17 provided informal comments on our proposal, government  
18 has been unable to co-ordinate efforts and begin  
19 discussions and negotiations with us.

20 We have also been working together with  
21 an Indian group adjacent to our Settlement area. The name  
22 of the Indian group is the Gwich'in. We have also been  
23 working with the municipalities and other organizations

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 in the Western Arctic to develop a regional government  
2 proposal which will satisfy many of our self-government  
3 objectives and aspirations.

4                   The proposal describes a Western Arctic  
5 Regional Government built upon strong community  
6 governments. Its primary objective is to restructure  
7 public government to maximize overall legislative  
8 authority in the region and ensure the delivery of superior  
9 government programs and services.

10                   We now intend to advance this proposal  
11 at both the territorial and federal government levels.

12                   We also participate in territorial and  
13 national processes for political and constitutional  
14 development. The finalization of the Nunavut claim will  
15 result in division of the Northwest Territories by 1999.

16 This alone makes it necessary for those outside of the  
17 Nunavut area to develop a constitution and government for  
18 a Western Territory. As a result, we are working with  
19 many other groups and peoples in various committees to  
20 design the structures for a new Western Territorial  
21 Government.

22                   At the national level we co-operate with  
23 other Inuit through the Inuit Tapirisat of Canada.

StenoTran

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 Achieving the entrenchment of the inherent right to  
2 self-government, the constitutional protection of  
3 self-government agreements and recognition of our  
4 languages and culture remain important objectives for  
5 Inuvialuit and, indeed, for all Inuit.

6                   In conclusion, the past nine years have  
7 been very exciting years for the Inuvialuit. Through our  
8 claims agreement, we have been able to transform the  
9 economy and social structure of our region while, at the  
10 same time, protecting and promoting our traditional  
11 harvesting practices and cultural activities. Although  
12 we have been disappointed at the extent of non-compliance  
13 by government, we continue to successfully implement our  
14 claim.

15                   Progress in the area of self-government  
16 has not been great. However, despite significant efforts  
17 and expense, we have not been able to conclude a  
18 self-government agreement or to restructure public in the  
19 Western Arctic.

20                   In particular, government must move  
21 beyond its vague and abstract promises and begin concluding  
22 meaningful arrangements for self-government with  
23 Aboriginal peoples. As we have done in the past, we are

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 prepared and able to move ahead and look forward to the  
2 challenge of regaining greater control of our communities  
3 and our government. It is time for government to move  
4 forward with us.

5 Thank you. We are prepared to answer  
6 any questions you may have.

7 **CO-CHAIR RENÉ DUSSAULT:** Thank you very  
8 much for providing us with a good survey of the work that  
9 has been done for many years. It is very helpful.

10 As you are aware, the Commission has held  
11 many hearings in the Western Arctic. Mary and I were in  
12 Fort McPherson a year and a half ago, in May 1992. We  
13 have also been to the Yukon, to Old Crow and Inuvik.

14 One of the questions that was raised  
15 during those hearings was the following: What will happen  
16 to the Government of the Northwest Territories once the  
17 Nunavut is accomplished, when the separation of the Eastern  
18 and Western Arctic is done and we have a separate territory?

19 With the various land claims that were quite successful  
20 in the Yukon -- the Inuvialuit land claim and one with  
21 the Saitu also -- and in your brief you are talking in  
22 addition about a regional government, which is not a  
23 territorial government yet.

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1                   When we look at the governance reality  
2 in the Western Arctic, once Nunavut is accomplished, moving  
3 toward self-government alongside the land claims  
4 settlement, what is your vision of a public territorial  
5 government with whatever would be left? On the one hand,  
6 the Eastern Arctic will be gone; on the other hand, a much  
7 stronger community and probably regional government will  
8 take place.

9                   What kind of role do you see for the  
10 territorial government in the future?

11                   We were struck by the fact that at the  
12 community level the territorial government, even if the  
13 members elected to the Assembly were by a huge majority,  
14 20 out of 24, Aboriginal people, very often the territorial  
15 government was seen as a province from the community point  
16 of view.

17                   Could you give us your vision of the  
18 future and the organization of public government in the  
19 north. A lot is happening in the Western Arctic, in  
20 particular.

21                   **ROGER GRUBEN:** Thank you.

22                   From the Inuvialuit point of view, we  
23 are in support of a regional government that is very

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 community-oriented. In other words, the power base  
2 emanates from the community level. The communities  
3 themselves, through a plebiscite or through some  
4 demonstration of community decision-making, will make the  
5 decision as to whether they want to join the regional  
6 government. The building blocks, I always say, are the  
7 communities.

8                   The regional government will be  
9 responsible for introducing cost-efficiencies and  
10 efficiencies in the delivery of services. Let me explain  
11 that a bit more.

12                   We expect that at the regional  
13 government level the regional body will be responsible  
14 for negotiating with a central government, whether it be  
15 out of the Northwest Territories or with the federal  
16 government, financial transfers for housing, as an example  
17 -- block transfers of funding for housing. We would see  
18 that, at the community level, the community would be  
19 responsible for the design of the housing, for the  
20 construction of the housing, for the operation and  
21 maintenance of the housing units. In other words, the  
22 communities would deliver certain types of roles and  
23 services.

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1                   What would remain now at the central  
2 government level? We see that there is definitely a role  
3 for the territorial government. That role still in many  
4 ways has to be defined more finitely. As we have mentioned  
5 in our proposal to the federal government for a  
6 self-government agreement, we still have to define that  
7 role. We would want to have the territorial government  
8 at the table as part of the team of the federal government  
9 to help us define that role.

10                   We can see that in many ways they can  
11 be responsible for certain aspects, such as the Workers'  
12 Compensation Board. They can be responsible for the  
13 labour standards ordinance. They can be responsible for  
14 health insurance -- those types of very, very broad  
15 standards and policies that governments normally develop.  
16 They would be setting the standards and certain policies  
17 that would be adhered to territory-wide.

18                   At the regional level we would have the  
19 responsibility, of course, to meet those standards and  
20 to meet the policies and the regulations that have been  
21 set by the territory. In addition to that, we would be  
22 able to set laws or standards that would be applicable  
23 to the region itself only.

StenoTran



le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 I use a very, very simple example here.

2 The territorial government might say that, in the areas  
3 of education, every person in the Western Territory shall  
4 have the right to education. That's a standard; that's  
5 a policy. At the regional level we can take that  
6 particular policy and standard and interpret it to say  
7 that now every community in our regional government  
8 parameters shall have a high school.

9 The community level can say that every  
10 student in our community shall be given X number of hours  
11 per day or per week instruction in the Inuvialuit language.

12 You see how I am bringing it from  
13 standards and policies of the territorial down to the  
14 regional down to the community. In some cases there might  
15 be services that can be better delivered on a regional  
16 basis. For instance, a doctor might make visits to all  
17 the communities on a regular basis. It doesn't make much  
18 sense to have a doctor in a community of 130 people and  
19 another doctor in another community of 140 full-time.  
20 However, it does make sense to have a specialist that would  
21 be available for all these communities at certain times  
22 for the benefit of all. We are introducing now  
23 cost-efficiencies.

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 I know that is a very rambling answer,  
2 but I hope you have a better idea as to what we propose.

3 **CO-CHAIR RENÉ DUSSAULT:** It is a good  
4 answer for us. If you could provide us with a written  
5 design or plan or model, we always look forward to getting  
6 those models. We know there is a lot of diversity.

7 I have two further questions. The first  
8 one is: Of course, your notion of self-government is one  
9 where there is a government of a public nature that covers  
10 everybody in the territory. Is it the same for the  
11 regional government that you are advocating? The regional  
12 government would be a public government also?

13 **ROGER GRUBEN:** That is correct. The  
14 Inuvialuit over the last number of years have consistently  
15 maintained the position that our preference is for a  
16 regional government that is public; in other words, it's  
17 a government for everyone.

18 In our brief, at page 10, we say that  
19 we have been working with the Indian group in our own area,  
20 which is the Gwich'in, as well as with the municipalities  
21 in our area to develop with their assistance the proposal  
22 for regional government, based on a public government  
23 model.

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1                   **CO-CHAIR RENÉ DUSSAULT:** This leads to  
2 my second question. Would the regional government be an  
3 elected government, and not only made up of people  
4 appointed by the communities? Would it be directly  
5 elected by the population of the communities?

6                   **ROGER GRUBEN:** That is correct. The  
7 way we would see the people elected to the regional council  
8 would be that each community, regardless of size, would  
9 have equal representation. In other words, a small  
10 community of 130 people would have one representative;  
11 whereas, a larger community of maybe 2,500 would have one  
12 representative as well.

13                   We would also have at-large  
14 representatives which would be elected by all the  
15 communities that are members to the regional council.  
16 That is our way of saying that, if you are a larger  
17 community, you will have that much better opportunity to  
18 get additional people on the regional council, but you  
19 will have to do your work.

20                   **CO-CHAIR RENÉ DUSSAULT:** When you speak  
21 about communities, you speak not only of Indian or Inuit  
22 communities, but municipalities which covers  
23 non-Aboriginal people.

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1                   **ROGER GRUBEN:** That is correct.

2                   In our proposal for a regional  
3 government, we are looking at the boundaries being the  
4 Inuvialuit Settlement Region boundary as well as the  
5 Gwich'in Settlement boundary. Two land claim boundaries  
6 would comprise the boundaries of the regional government.

7  
8                   There are eight communities in the  
9 confines of the boundaries. The people who are in those  
10 eight communities include Inuvialuit, Gwich'in and  
11 non-Aboriginal. One of those communities is a major  
12 administrative centre, which is the town of Inuvik, which  
13 has 42 per cent non-Aboriginal residents.

14                   **CO-CHAIR RENÉ DUSSAULT:** And you still  
15 see room for a territorial government?

16                   **ROGER GRUBEN:** Yes.

17                   **CO-CHAIR RENÉ DUSSAULT:** With a  
18 legislative role mainly, if I understand your plan, to  
19 establish plans and policies.

20                   **ROGER GRUBEN:** The way I would  
21 characterize the relationship between communities,  
22 regions and a central government is that communities are  
23 the building blocks. They are the agencies that form the

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 regional government. The regional government is there  
2 on their behalf to introduce cost efficiencies,  
3 effectiveness and adequate representation for delivery  
4 of services.

5 We see the community and the regional  
6 forms of government as being very, very strong. We do  
7 not see a central authority or a central government as  
8 being as strong as it is now, although there is a role  
9 for it.

10 **CO-CHAIR RENÉ DUSSAULT:** Thank you.

11 **COMMISSIONER MARY SILLETT:** Thank you  
12 very much, Roger, Russel and Vince, for coming all this  
13 way. It's a long way.

14 I had only two questions. The first one  
15 was asked by Mr. Dussault.

16 I have always perceived the Inuvialuit  
17 in the Western Arctic as real go-getters and being really  
18 successful in the area of economic development. I think  
19 many people recognize that. The Inuvialuit were key  
20 speakers at our Economic Round Table.

21 One of the things that keeps coming back  
22 to us is the poverty that many small communities face,  
23 the lack of ability to provide a decent living for

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 themselves and for their children. It seems to me that  
2 you have some lessons that could benefit other areas like  
3 that. For example, in terms of the economic development  
4 lessons that you have learned, what kind of advice could  
5 you give to other communities who are interested in  
6 pursuing that route?

7 **ROGER GRUBEN:** For sure now, you are  
8 going to make me miss my plane because I am going to take  
9 half an hour to answer that one.

10 **COMMISSIONER MARY SILLETT:** Roger,  
11 that's what you get for not showing up in Inuvik.

12 **ROGER GRUBEN:** I want to take a first  
13 crack at that question and then I am going to ask Vince  
14 and Russel to assist me.

15 One of the very first things that we did,  
16 Mary, when we signed our land claim settlement was that  
17 we travelled around to our communities and said to them  
18 that a land claim settlement, once it is signed, does not  
19 immediately mean money in your pocket. If we were to begin  
20 handing out dividends to all of our beneficiaries, our  
21 claim would be eroding over time, and at some point in  
22 the future we would be no better off than where we were.

23 What we did was we travelled around to

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 our communities and to our beneficiaries and asked for  
2 their understanding and their acceptance to give the  
3 Regional Corporation and all of our subsidiaries the time  
4 to invest our monies and to become profitable so that at  
5 some point in time we would be able to pass along dividend  
6 payments to our beneficiaries.

7                   However, we did explain to them that,  
8 although it didn't mean that we were putting money in their  
9 pockets immediately -- in other words, divvying up the  
10 \$170 million that we received as part of our claim  
11 settlement, dividing it by 5,000 and you get X amount of  
12 dollars -- we could create business, employment, education  
13 and training opportunities as the result of all of the  
14 different corporations and all of the different agencies  
15 that were created pursuant to our claim.

16                   Our beneficiaries supported that  
17 initiative. I am pleased to say that, as of today and  
18 tomorrow, a press release is going to be issued back home  
19 that 2,500 of our beneficiaries 18 years of age and over  
20 are each going to be receiving a dividend payment of \$500.

21 That amounts to \$1.245 million. That is going to be a  
22 dividend payment because our corporations have been  
23 successful in fiscal years 1992 and 1993.

StenoTran

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1                   The other thing that we acknowledged was  
2 that we wanted to provide services that would provide high  
3 employment, high training and high business opportunities  
4 for the immediate region. They would provide high figures  
5 in those three categories -- employment, education and  
6 business expenditures -- although on the bottom line they  
7 would not create a profit. These are more what you might  
8 call the social type of business agencies.

9                   We recognized that we had to get into  
10 those particular types of businesses because there was  
11 a crying need for some type of economic development. There  
12 still is a crying need for continued economic development  
13 activities in our own area.

14                  For profit-making ventures we had to  
15 learn that we had to move outside our Settlement area into  
16 southern Canada and into the global marketplace to get  
17 the returns that are needed to become successful. Again,  
18 as a matter of fact, we had to even expand outside the  
19 country. Even this year, if you invested your money in  
20 a bank, you would be lucky if you got 5.5 to 6 per cent.

21                  We recognized that a year ago, so we invested a substantial  
22 portion of our funds in the fastest-growing economy in  
23 the world today, which is the Asian Pacific area. Last



le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 year we had a rate of return of 33 per cent in that  
2 particular area.

3                   As a matter of fact, in our offshore  
4 funds we had a rate of return, on average, of 25 per cent.

5     In Canada we had returns of 12 per cent.

6                   In certain areas we have had to come to  
7 grips with the fact that our claim could only present us  
8 with so many opportunities.

9                   There is one particular aspect of our  
10 claim that I would say is missing to complete the framework  
11 for self-sufficiency. We have gotten to the point now  
12 where we have gotten a toe-hold on providing economic  
13 opportunities for our people, from a corporate and a  
14 business standpoint. However, we are unable to influence  
15 government decisions in the areas of housing, in the areas  
16 of education, in the areas of training, in the areas of  
17 capital expenditures.

18                   That is why we are putting forward the  
19 need for negotiation of a self-government agreement. We  
20 feel that, with a self-government agreement on the one  
21 hand and a claims agreement on the other, they would very  
22 nicely complement one another so that a group can now have  
23 all the decision-making capability on site to be able to

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 make decisions for the benefit of the people that it  
2 represents.

3                   **RUSSEL NEWMARK:** One of the things I was  
4 going to add was that we have taken maybe an omnivorous  
5 approach in many different areas. While we have  
6 concentrated on a number of opportunities in our own  
7 regions, through clean-up projects or oil exploration  
8 related projects or construction projects, we have also  
9 spent a lot of effort developing businesses that are  
10 successful in southern Canada. Once we have developed  
11 those businesses into very successful corporations, we  
12 have used those corporations to bring benefits to our own  
13 people and into our own region.

14                   Maybe, to make that a little clearer,  
15 I can give you the example of our Petroleum Corporation.  
16 We established it in 1984-85, and over about a five or  
17 six-year period let it grow and develop. We didn't have  
18 very high levels of Inuvialuit employment; there were not  
19 really large volumes of dollars in terms of benefits that  
20 our Petroleum Corporation was providing as it grew.

21                   In around 1989, 1990, 1991 it started  
22 to become very profitable. As it became more profitable,  
23 we used the funds and the profits we were generating to

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 then start to really provide a lot of meaningful benefits.

2                   Three or four years ago we had maybe two  
3 employees. Our headquarters in Calgary. Today we have  
4 20 Inuvialuit employees, and we have done that through  
5 a whole series of things, right from hiring people as  
6 labourers on drilling rigs to training positions as  
7 geologists and geophysicists to operators to accountants,  
8 and so on.

9                   We have also been able to use funds from  
10 our Petroleum Corporation to fund some education  
11 initiatives. We have established an education  
12 foundation. A number of students at the college and  
13 university level are now being funded. There is a tutoring  
14 program for younger students.

15                   We have been investing heavily in our  
16 carvers.

17                   That is not particular only to our  
18 Petroleum Corporation, but as all of our corporations have  
19 been successful. I know some of the other corporations,  
20 like the Regional Corporation, have put a lot of funds  
21 into projects where we have almost gotten our professional  
22 drummers and dancers who end up travelling almost wherever  
23 the corporations go.

StenoTran

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1                   So there has been a whole series of  
2 spin-offs that we have been able to do to promote education,  
3 employment, training and opportunities for our people  
4 through the success of the other corporations, even when  
5 those corporations have been successful in the south.

6                   **ROGER GRUBEN:** Vince wants to add a  
7 comment more from the community angle.

8                   **VINCE TEDDY:** Thank you, Roger.

9                   Just as an example at the community  
10 level, as to how benefits are derived and benefits are  
11 utilized at the community level, through our various  
12 community corporations, of which we have six, one in each  
13 community, each one has formed a Development Corporation.  
14 To give you an example of how, through our claims  
15 agreement, those Development Corporations have the ability  
16 to go into business, in Tuk, with the assistance and support  
17 of the Inuvialuit Regional Corporation, the Tuk  
18 Development Corporation was able to get a sole-source  
19 construction agreement with the Government of the  
20 Northwest Territories last summer to build four housing  
21 units. That not only provided jobs, but it provided a  
22 bit of profit and also some aspects of training in terms  
23 of construction jobs.

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1                   In terms of Aklavik, their Development  
2 Corporation has gone into business by going into a bakery.  
3 They have opened up a bakery there.

4                   In Inuvik in the Northwest Territories  
5 they have gone into a business with the Gwich'in, the other  
6 claimant group within our region, in the construction of  
7 a Tourist Information Centre.

8                   As the parent group, we also went into  
9 business in Sachs Harbour. We formed a renewable resource  
10 corporation called Umayut (ph). Its primary source of  
11 business is muskox -- meat products and also looking at  
12 research and development of kivyut (ph) and the use of  
13 leather products in the future. That is something that  
14 is still in the R&D stage at this time.

15                   Those are examples of growth for the  
16 community level.

17                   **ROGER GRUBEN:** Thank you, Vince.

18                   To close off here, Mary, the Inuvialuit  
19 have been extremely fortunate in being able to negotiate  
20 a land claim settlement that has a number of features in  
21 it that give us complete autonomy in certain areas

22                   For instance, whenever there is a major  
23 project going on in the Settlement Area -- for instance,

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 the Department of National Defence upgrading of the old  
2 DEW Line sites, or if Esso wanted to carry out an  
3 exploration or any kind of program in our region, and the  
4 same with Shell, or if the territorial government wanted  
5 to carry out a gravel haul from one of our quarry pits  
6 -- on the strength of our claim we have been able to  
7 negotiate our fair share of those particular projects.  
8 The government had to come to us to get permission before  
9 those projects could go ahead.

10 I am not saying, of course, that our  
11 claim has always been successful. We have had our share  
12 of mistakes. We can count easily on one hand these  
13 mistakes, Mary. The problem is not in making the mistakes.  
14 Anybody will make mistakes. The benefit should be that  
15 you learn from those mistakes so that you don't continue  
16 to make them over and over again.

17 Another benefit of our claim is that we  
18 have had access to resources. If we disagreed with  
19 government, as we now currently do, on a particular issue,  
20 we have the resources -- cash and, as well, the lobbying  
21 ability to go to government and say, "You're wrong." If  
22 that means we have to go to court or to arbitration, we  
23 will do that because we have to do what we think is right.

StenoTran

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1                   The big difference between other  
2 Aboriginal groups across the country is that they may have  
3 the same aspirations as we do; they may have the same  
4 beliefs as we do and the same ideas that we do, but they  
5 don't have the access to resources. That is a big  
6 difference.

7                   **COMMISSIONER MARY SILLETT:** Thank you  
8 very much.

9                   **CO-CHAIR RENÉ DUSSAULT:** At page 5 of  
10 your brief you refer to the greatest difficulty you have  
11 had with governments on having the commitments honoured,  
12 and so on. You point to the fact that government  
13 compliance is inconsistent between and within departments.

14                   My question is: Is the problem a  
15 question of interpretation as to what has been agreed upon,  
16 or is it a problem of the message not going through the  
17 various departments within one government or the civil  
18 servants having their own interpretation of what has been  
19 decided?

20                   What is the real problem? I think you  
21 are putting your finger on something important here.

22                   **ROGER GRUBEN:** Actually, it is a  
23 combination of all that you have mentioned. We start off

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 with a difference in interpretation.

2 Government, no matter what you do, in  
3 many cases will interpret things the way they want to.  
4 Over the years the major job that we have had within the  
5 Inuvialuit system has been in educating government,  
6 educating government in terms of their obligations with  
7 regard to a constitutionally-protected document, the  
8 intent of certain provisions of our land claim settlement  
9 and the obligations that governments have entered into.  
10 That's the first step.

11 Additional steps include the lack of a  
12 directive going out from a central agency to other  
13 government departments, informing these other government  
14 departments of their obligations as part of the Government  
15 of Canada with regard to this particular land claim  
16 settlement.

17 In other words, we might go to the  
18 Department of National Defence -- and, by the way, sir,  
19 I want to say for the record that in many cases the  
20 Department of National Defence has been a very, very good  
21 partner for the Inuvialuit. Of course, we have some  
22 problems with certain sectors of the department but, on  
23 the whole, the Department of National Defence has been



le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 a pleasure to work with. They understand their  
2 commitments to the Inuvialuit with regard to our claim.

3 Whereas, if you run over to the Department of Supply and  
4 Services or if you run over to Employment and Immigration  
5 or, God forbid, go to DIAND, those obligations and  
6 commitments are unknown within some departments.

7 So the message of government obligations  
8 and commitments in relation to our claim has not flowed  
9 throughout the various government departments.

10 Another problem that we run into is that  
11 every so often government will make a commitment through  
12 a negotiated agreement. For instance, if you take a look  
13 at page 5 of our brief, we say that government repeatedly  
14 told us that they would be responsible for the clean-up  
15 of an abandoned DEW Line site within our Settlement Area.

16 We signed the agreement with them in 1989. The words  
17 in the agreement said that government would do the clean-up  
18 expeditiously. Here we are in 1993, and the clean-up has  
19 not even begun. There have not been any standards that  
20 have been set. That is one of the issues that we are going  
21 to arbitration with the government on, to settle that  
22 issue.

23 We also note that, because the

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 government in many ways controls the purse strings to  
2 implementation mechanisms on various features of our claim  
3 -- and I speak now specifically to the implementation of  
4 our wildlife management bodies. These include the  
5 Environment Impact Screening Committee, the Environment  
6 Review Board, the Fisheries Joint Management Board, and  
7 other bodies, where we have shared representation with  
8 the government to manage the wildlife and the environment.

9                   Because the government controls the  
10 purse strings, they do not see the agreed-upon dollars  
11 for implementation as being constitutionally protected,  
12 like the obligation. They say, "We have an obligation  
13 here," but then they divorce the dollars of implementation  
14 from that obligation and say, "When there is going to be  
15 an overall cut within government, we have to make the cuts  
16 to your implementation dollars accordingly."

17                   I don't think that is what was intended  
18 when the negotiators of our claim input the obligations  
19 by both parties into the Final Agreement. I don't think  
20 the government has the right to begin cutting dollars that  
21 have been allocated for implementation unilaterally.

22                   At the very least, there has to be the  
23 consultation and, hopefully, the consent from the other

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 party that dollars will be reallocated or dollars will  
2 be carried over or for dollars to be discontinued. I doubt  
3 that anybody would say that the dollars should be turned  
4 back into government. There is always a severe need for  
5 continued dollars for implementation.

6 Sir, I know that we have taken a bit of  
7 time to answer your question in relation to where we see  
8 the lackings within government in relation to a claim.  
9 We have experienced all of these. We are continuing to  
10 experience these difficulties. We know they will  
11 continue. Hopefully, at some point -- and your process  
12 is going to be a start -- government will live up to its  
13 obligations.

14 **CO-CHAIR RENÉ DUSSAULT:** I think the  
15 time you took was well spent. It was very useful. Thank  
16 you very much for your answer. I think you have given  
17 us some good information as to why the problems are there  
18 and also what could be done to avoid them in the future  
19 -- such as this whole question of setting up obligations  
20 without the dollars.

21 We appreciate your presentation and your  
22 being with us this afternoon. You came a long way, and  
23 I know you have a flight to catch. We have another

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 presentation, and at this point, I would like, on behalf  
2 of the Commission, to thank you very much for coming forward  
3 and sharing your thoughts and this brief with us.

4 If you have additional information, such  
5 as this model of governance that you have described, the  
6 way you see the Western Arctic, we would be very happy  
7 to receive it.

8 Thank you.

9 **COMMISSIONER MARY SILLETT:** Thank you  
10 very much.

11 **COPRÉSIDENT RENÉ DUSSAULT:** Nous allons  
12 suspendre pour deux ou trois minutes. Nous allons  
13 reprendre avec la dernière présentation de la journée,  
14 monsieur Fernand Ouellet et José Lopez Arellano, maître  
15 de conférences à l'Université de Sherbrooke.

16 --- Suspension de l'audience à 16 h 40

17 --- Reprise de l'audience à 16 h 50

18 **COPRÉSIDENT RENÉ DUSSAULT:** La  
19 Commission royale sur les peuples autochtones au Canada  
20 reprend son audience publique avec une présentation de  
21 deux professeurs de l'Université de Sherbrooke, M. José  
22 Lopez Arellano et Fernand Ouellet.

23 Sans plus tarder je voudrais vous



le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 la société canadienne, et l'autosuffisance des peuples  
2 autochtones.

3 La première partie de notre mémoire  
4 porte sur la présentation d'un programme de formation  
5 interculturelle.

6 Pour ce qui est du projet de formation  
7 interculturelle, le programme de formation  
8 interculturelle qui a est offert par l'Université de  
9 Sherbrooke a une origine assez lointaine.

10 Dans les années '70, dans un contexte  
11 un peu particulier d'une faculté de théologie où j'ai été  
12 engagé au début des années '70 avec une formation en  
13 philosophie des religions et en sciences humaines des  
14 religions et un début de formation en sciences humaines  
15 des religions, qui n'est pas encore complété, depuis 1970  
16 je travaille à apprendre dans ce domaine des sciences  
17 humaines des religions qui m'ont conduit beaucoup plus  
18 loin que je m'imaginai à l'époque.

19 À cette époque-là j'ai été attiré par  
20 une expérience de formation interculturelle, qui ne  
21 s'appelait pas ainsi à l'époque parce que cette expression  
22 n'existait pas. J'ai passé à peu près dix ans à faire  
23 de l'éducation interculturelle comme M. Jourdain fait de

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 la prose, c'est-à-dire sans le savoir, en travaillant avec  
2 des enseignants qui essayaient d'introduire dans la fin  
3 du secondaire un programme de formation d'éducation  
4 religieuse dont les objectifs n'étaient pas de "nurture",  
5 d'éduquer la foi, mais de développer une compréhension  
6 de l'expérience religieuse de l'humanité.

7 J'ai travaillé avec ces enseignants à  
8 essayer de définir les orientations de ce programme-là,  
9 qui était comme une voie intermédiaire entre  
10 l'enseignement religieux confessionnel et l'éducation  
11 morale, une troisième voie qui nous paraissait à l'époque  
12 une voie prometteuse et intéressante pour améliorer la  
13 qualité de l'éducation des enfants autour de ce champ  
14 d'expériences humaines qu'est l'expérience religieuse.

15 J'ai travaillé une dizaine d'années avec  
16 des enseignants à développer cette forme d'approche de  
17 la religion à l'école et de définir des orientations qui  
18 lui permettraient de vraiment être une approche éducative  
19 et non confessionnelle de l'éducation religieuse, avec  
20 une ouverture sur la diversité des traditions religieuses.

21 Déjà à l'époque on avait senti le besoin d'avoir un volet  
22 sur l'expérience religieuse autochtone comme étant un des  
23 champs à explorer pour une formation à la fin du secondaire.

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1                   Comme cette expérience-là a été bloquée  
2 dans le contexte québécois à cause de tout un ensemble  
3 de circonstances dont une des principales est les garanties  
4 constitutionnelles concernant l'éducation religieuse à  
5 l'école et confessionnelle et la peur que les évêques et  
6 les autorités confessionnelles ont eu à l'époque de perdre  
7 le monopole sur le discours religieux.

8                   J'ai été forcé d'élargir mes horizons  
9 parce que j'avais entre-temps mis au point un programme  
10 de formation pour les enseignants qui comprenait les trois  
11 volets que je mentionne dans le mémoire, donc un volet  
12 d'exploration théorique pour définir les orientations  
13 d'une éducation religieuse non confessionnelle. J'ai  
14 appliqué ça pour essayer de comprendre les nouveaux défis  
15 que pose la pluri-ethnicité dans notre société. Je suis  
16 devenu conscient de ça au début des années '80, autour  
17 de la thématique du pluralisme.

18                   Avec le changement de la clientèle  
19 scolaire dans les écoles du Québec, avec la Loi 101 où  
20 on a commencé à recevoir beaucoup plus d'élèves venant  
21 des minorités ethniques on a eu des défis nouveaux qui  
22 sont apparus pour les orientations de l'éducation dans  
23 l'ensemble du système scolaire. Alors j'essayais de voir



le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 qu'est-ce qui s'était écrit dans différents pays autour  
2 de cette thématique de la pluri-ethnicité et j'ai été amené  
3 à découvrir un champ extrêmement riche et complexe qui  
4 m'a obligé à faire des études en sciences sociales en allant  
5 écouter d'autres collègues plus savants que moi pour  
6 comprendre la complexité de ces nouveaux défis que posait  
7 l'évolution rapide de notre société.

8                   Donc j'ai été amené à définir les  
9 orientations d'un programme de formation pour les maîtres,  
10 et pour le définir il a fallu que j'essaie de comprendre  
11 c'est quoi qu'on peut savoir. Il est important de savoir  
12 pour être capable de parler et d'intervenir dans ces  
13 domaines-là de manière à ne pas créer plus d'effets pervers  
14 que si on faisait rien.

15                   Je me suis rendu compte que c'était un  
16 domaine où surtout si on met l'accent sur les  
17 particularismes ethno-culturels quand on fait des  
18 interventions en éducation on crée souvent des effets  
19 pervers qui sont assez dommageables et qui peuvent risquer  
20 d'empirer les choses au lieu de les améliorer.

21                   Parmi les champs principaux de recherche  
22 sur lequel il y a beaucoup de documentation dans différents  
23 pays ici au Canada il y a trois thématiques principales:

**le 29 novembre 1993**

**Commission royale sur  
les peuples autochtones**

1 la thématique de la question de l'ethnicité dans le  
2 contexte d'une société moderne, comment concilier  
3 modernité et ethnicité. Il y a tout un champ complexe  
4 à explorer qu'on ne finit plus de découvrir des ouvrages  
5 qui nous éclairent sur ces questions-là.

6 Un deuxième champ très important et très  
7 riche et très complexe aussi est la question du racisme,  
8 des difficultés des rapports entre les groupes et les  
9 facteurs qui créent que même si on est tous d'accord pour  
10 dire qu'il faut s'aimer et bien s'entendre, on se rend  
11 compte que dans les sociétés on se tape plus souvent sur  
12 la gueule qu'autrement.

13 Le troisième champ de connaissances sur  
14 lequel il y a beaucoup de documentation ici c'est le champ  
15 touchant l'égalité des chances en éducation.

16 Dans le cadre du programme de formation  
17 qui est présenté ici ces trois champs-là occupent une place  
18 centrale dans le premier bloc de la formation, qui est  
19 un bloc pour définir les orientations théoriques  
20 relativement en quoi consiste les défis de la  
21 pluri-ethnicité et comment on peut définir une éducation  
22 interculturelle qui est une éducation qui ne tombe pas  
23 dans les effets pervers qui ont été dénoncés par beaucoup

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 d'auteurs.

2                   Le deuxième volet du programme de  
3 formation est un volet qui porte sur l'exploration d'une  
4 tradition culturelle étrangère. Pour toutes sortes de  
5 raisons autobiographiques, que je ne vous raconterai pas,  
6 j'ai été amené à m'intéresser non pas aux Indiens d'ici  
7 mais à ceux de l'Inde, de 800 à 900 millions d'Indiens  
8 de l'Inde où, en passant, il y a une population autochtone  
9 entre 30 et 50 millions de personnes que j'ai essayé de  
10 connaître un peu mieux parce que j'ai été amené pour des  
11 raisons que je vais vous dire tout à l'heure à m'intéresser  
12 à cette question autochtone où je ne connaissais rien puis  
13 je ne connais pas beaucoup de choses encore, mais je  
14 m'instruis à chaque jour, et je me rends compte que j'ai  
15 beaucoup à apprendre.

16                   Donc, dans ce volet d'exploration d'une  
17 tradition inter-culturelle étrangère on mettait la  
18 possibilité d'explorer la question autochtone mais on  
19 n'avait pas mis encore beaucoup l'accent au début de la  
20 mise sur point de ce programme-là. Dès le début d'ailleurs  
21 je me suis dit que m'intéresser aux Indiens de l'Inde c'est  
22 beau, mais il faudrait s'intéresser à ceux d'ici aussi.

23                   Donc j'ai insisté pour qu'on essaie de commencer à

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 développer un volet de formation interculturel portant  
2 sur la question autochtone dans cette exploration de  
3 traditions culturelles étrangères.

4 J'ai organisé depuis les années '80 des  
5 séjours dans des réserves, des contacts avec les  
6 Autochtones sans trouver trop trop une formule que je  
7 trouvais satisfaisante, parce qu'on arrive toujours dans  
8 le danger de se regarder l'un l'autre plutôt que d'essayer  
9 de faire des choses ensemble. C'est dans cette voie-là  
10 actuellement que je travaille plus avec la deuxième partie  
11 de notre mémoire sur lequel on insiste plus, à savoir  
12 comment trouver une façon de faire des choses ensemble  
13 qui nous permettent de se connaître mieux, mais sans se  
14 mettre dans la situation de se regarder et de se définir  
15 mutuellement par nos particularismes et nos différences.

16 Donc ça c'est le deuxième bloc,  
17 exploration d'une tradition culturelle étrangère.

18 Le troisième bloc du programme de  
19 formation et la majeure partie du programme porte sur la  
20 définition de projet d'intervention, parce que c'est en  
21 faisant des choses qu'on se forme et qu'on peut vérifier  
22 si nos orientations théoriques et les expériences qu'on  
23 a eues de connaissance mutuelle dans le cadre du deuxième

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 bloc donnent des retombées concrètes.

2                                    Dans ce bloc-là, à la page 11 de mon  
3 mémoire j'ai identifié un certain nombre de thèmes sur  
4 lesquels on oriente nos enseignants initialement et  
5 maintenant on s'ouvre à d'autres intervenants, les  
6 infirmières, les gens qui travaillent en milieu autochtone  
7 et d'autres qui travaillent dans le contexte de  
8 l'enseignement régulier mais qui sont préoccupés d'essayer  
9 de développer une sensibilisation des élèves et de leurs  
10 collègues à la question autochtone.

11                                    Comme vous le savez, pendant assez  
12 longtemps, comme le disait Sylvie Vincent dans un de ses  
13 livres, on les a effacés de nos manuels d'histoire. Ils  
14 n'existent pas, les Autochtones. Ce n'est que depuis  
15 1990, avec les événements qui se sont produits, qu'on ne  
16 peut pas faire autrement que se rendre compte qu'ils  
17 existent. Il reste qu'il y a encore beaucoup de chemin  
18 à faire entre une existence, un point d'interrogation,  
19 et une connaissance de la complexité des réalités  
20 autochtones ici au Québec et au Canada. Dans ce sens-là  
21 on a tout un volet dans notre programme sur lequel on a  
22 développé des cours sur cet aspect-là.

23                                    Pour les projets d'intervention on a

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 identifié cinq types de champ où il y a des possibilités  
2 de projets: Sur la question de l'éducation des élèves  
3 autochtones, la question du décrochage scolaire chez les  
4 Autochtones et chez les non-Autochtones, les services  
5 sociaux et services de santé et services de police dans  
6 les communautés autochtones, la pédagogie de la  
7 coopération, et la sensibilisation de tous les élèves au  
8 pluralisme ethno-culturel et aux réalités autochtones.

9 Je ne veux pas aller trop longtemps parce  
10 que ça va prendre du temps. On pourra plus préciser les  
11 points un peu plus tard.

12 C'est dans le cadre de ces projets  
13 d'intervention que depuis une couple d'années je me suis  
14 intéressé beaucoup à l'approche coopérative, d'abord dans  
15 le contexte de l'apprentissage en coopération, dans le  
16 contexte des défis de la pluri-ethnicité dans une société  
17 moderne et pluri-ethnique où un enseignant est confronté  
18 à une série de problèmes dans sa salle de classe, à  
19 l'élémentaire surtout et même au secondaire, d'une  
20 hétérogénéité de plus en plus grande dans sa salle de classe  
21 et d'une incapacité, un sentiment d'impuissance pour  
22 vraiment aider chacun des élèves avec les approches  
23 traditionnelles de pédagogie et de supervision directe

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 où tout se rapporte au professeur.

2 Il s'est développé en Californie autour  
3 de M<sup>me</sup> Elizabeth Cohen, qui a fait un livre en 1986 qui  
4 s'appelle "Designing Groundwork Strategies for the  
5 Heterogeneous Classroom", qui est réédité et qui va  
6 apparaître cet hiver, une nouvelle version enrichie par  
7 toute une série de recherches et de travaux théoriques  
8 qui sont très éclairants.

9 Elle décrit dans ce livre comment un  
10 enseignant peut passer de la supervision directe à  
11 l'apprentissage coopératif de petits groupes en classe  
12 autour de tâches qui sont très soigneusement préparées  
13 pour être intrinsèquement intéressantes pour les élèves.

14 Deux caractéristiques principales de  
15 son approche qui l'on rendue attrayante pour moi sont dans  
16 le contexte des défis de la pluri-ethnicité c'est d'abord  
17 l'insistance sur les apprentissages conceptuels de haut  
18 niveau et la démonstration rigoureuse qu'elle a faite que  
19 l'apprentissage en coopération favorise pour tous les  
20 élèves des apprentissages conceptuels de haut niveau alors  
21 que pour les apprentissages routiniers c'est pas évident  
22 que c'est plus efficace, l'approche en coopération, mais  
23 pour les apprentissages complexes conceptuels de haut

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 niveau ça a été démontré que c'était beaucoup plus efficace  
2 pour ces apprentissages-là qu'ils soient bien intégrés  
3 par les élèves.

4                   Le point principal aussi c'est qu'elle  
5 met l'accent sur les élèves de bas statut, académique et  
6 social. Si on prend le cas américain où les Noirs, par  
7 exemple, ont souvent un bas statut académique même s'ils  
8 peuvent avoir un haut statut social, dans le sens qu'ils  
9 sont très bons dans le sport mais en classe, quand on les  
10 met en petits groupes, si on ne s'occupe pas des problèmes  
11 de statut les élèves qui ont un bas statut ne participeront  
12 pas à l'interaction parce qu'ils vont laisser faire ça  
13 par ceux qui sont considérés comme les bolés, ceux qui sont  
14 les meilleurs.

15                   Le fait de travailler en coopération au  
16 lieu d'améliorer les choses ou de les empirer, parce qu'il  
17 va renforcer chez ceux qui se considèrent comme pas bons  
18 le sentiment de ne pas être bons, ils vont les amener à  
19 ne pas participer donc ils n'apprendront pas parce que  
20 ça a été démontré par les recherches que ce qui est efficace  
21 dans la coopération, c'est l'interaction, la participation  
22 à l'interaction.

23                   Quel que soit le langage dans lequel on



le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 le fait, on a prouvé, par exemple, dans les classes  
2 bilingues en Californie que les élèves qui parlaient le  
3 plus espagnol pendant l'année, à la fin de l'année sur  
4 des tests standards étaient ceux qui avaient fait le plus  
5 de progrès en anglais, c'est assez intéressant, en  
6 travaillant sur des tâches en sciences et en mathématiques  
7 qui étaient intrinsèquement intéressantes et qui faisaient  
8 appel à des habilités de haut niveau où des élèves pouvaient  
9 jouer le rôle d'interprètes pour leur expliquer c'était  
10 quoi qu'il s'agissait comme exercices et comprendre le  
11 sens des instructions.

12 Dans ce sens-là ça été une série d'effets  
13 intéressants qu'on peut utiliser avec cette approche-là,  
14 sans compter les aspects d'apprentissage social, de  
15 travailler avec d'autres avec qui on n'a pas d'affinité  
16 nécessairement, mais apprendre à travailler en équipe  
17 c'est devenu un des atouts dans la société d'aujourd'hui  
18 dont on a besoin.

19 Ce que je soutiens dans ce mémoire est  
20 que cette approche-là comporte un potentiel, et je ne suis  
21 pas le seul, Jim Harden (PH) avait plus d'expérience que  
22 moi là-dedans. Même s'il n'avait pas jusqu'à récemment  
23 travailler avec l'approche des Frères Johnson qui

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 mettaient moins l'accent sur les questions de statut.  
2 Ce qui est original chez M<sup>me</sup> Cohen c'est cette insistance  
3 sur le travail pour corriger les effets spontanés du statut  
4 qui va maintenir les inégalités.

5 Elle insiste que pour que la  
6 participation au travail de groupe soit efficace il faut  
7 qu'il y ait une participation égalitaire et si on laissait  
8 aller les choses spontanément ça ne se passerait pas  
9 spontanément. Il faut des interventions spécifiques  
10 qu'elle a développées, des mesures d'égalisation de  
11 statut.

12 Je pense que Jim a découvert ça  
13 récemment, mais il a fait déjà des expériences en milieu  
14 inuit surtout, où il a montré et découvert que ce qui nous  
15 paraît assez spontanément plausible, que l'approche  
16 coopérative avec les élèves qui sont de ces cultures-là,  
17 où l'apprentissage se fait souvent entre pairs est plus  
18 efficace que l'approche venant de la supervision d'un  
19 adulte, surtout si cet adulte vient d'une autre culture  
20 où les élèves sont souvent portés à être considérés...ils  
21 sont retirés, ne parlent pas et ne sont pas actifs.

22 Le défi, selon moi, de la coopération  
23 c'est de travailler ensemble avec des enseignants

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 autochtones et non-autochtones, et c'est là que je pense  
2 qu'il y a pour un certain temps pour en arriver à  
3 l'autosuffisance il faut falloir qu'il y ait une  
4 collaboration entre des coopérants non-autochtones qui  
5 vont travailler dans des communautés. C'est comme ça que  
6 ça se passe actuellement, et je pense que ça va être comme  
7 ça pour un bout de temps.

8                   Ça pourrait renforcer la qualité des  
9 équipes éducatives et créer un milieu beaucoup plus  
10 intéressant pour les coopérants blancs qui s'en vont  
11 travailler en milieu autochtone d'avoir à travailler  
12 ensemble à bâtir des activités d'apprentissage selon les  
13 principes de la coopération qui soient à la fois riches,  
14 conceptuellement exigeantes et intrinsèquement  
15 intéressantes pour les élèves. C'est plus facile à dire  
16 qu'à réaliser.

17                   Ça demande vraiment une opération de  
18 support et du temps et une continuité, et en général on  
19 n'a pas dans ces communautés-là où on a un roulement de  
20 personnel énorme. C'est pas évident que ça changerait  
21 le roulement, mais ça a peut-être des chances d'intéresser  
22 certains enseignants à s'intéresser au défi que pose  
23 l'éducation dans ces communautés et à passer plus que deux

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 ou trois ans ou quatre ans à travailler dans ces  
2 communautés-là puis à servir d'intégrateur de nouveaux  
3 enseignants qui leur arrivent.

4 C'était en gros les grandes lignes de  
5 ce que je voulais mettre sur la table aujourd'hui.

6 **COPRÉSIDENT RENÉ DUSSAULT:** Merci.

7 Est-ce que vous avez à compléter,  
8 monsieur Lopez? Ça va?

9 Alors ça complète la présentation avant  
10 de passer à la période de questions. J'aurais peut-être  
11 un certain nombre de questions pour bien comprendre la  
12 portée du projet.

13 En fait, c'est un projet que vous appelez  
14 projet de formation interculturelle. Actuellement c'est  
15 un projet au niveau de la maîtrise. Est-ce que le cours  
16 se donne actuellement, et ça fait combien de temps?

17 **FERNAND OUELLET:** Ça fait plusieurs  
18 années que ça se donne. Ça se donne clandestinement, si  
19 on peut dire, dans le cadre de la maîtrise en sciences  
20 humaines des religions. La formation interculturelle a  
21 été introduite dans les années '84. On a expérimenté,  
22 on a développé du matériel.

23 Depuis 1991 c'est officialisé qu'on a

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 une concentration formation interculturelle dans le cadre  
2 du programme, et on a ajouté un diplôme de 30 crédits.  
3 qui peut conduire à la maîtrise.

4 **COPRÉSIDENT RENÉ DUSSAULT:** Vous avez  
5 combien d'étudiants et de quels horizons ils viennent?

6 **FERNAND OUELLET:** Dans l'ensemble du  
7 programme on a surtout des étudiants qui viennent des  
8 milieux où ils sont confrontés par les défis de la  
9 pluri-ethnicité ici dans la région de Montréal, et certains  
10 autres de d'autres régions qui sont sensibilisés à cette  
11 question-là et qui trouvent que notre formule de maîtrise  
12 est attrayante comme lieu de se donner l'éducation  
13 permanente à temps partiel.

14 Depuis l'été dernier on a bloc  
15 d'étudiants, un projet spécifique qui est décrit un peu  
16 là-dedans sur la question autochtone. Là-dedans l'été  
17 dernier il y avait au-delà d'une cinquantaine  
18 d'inscriptions à ce programme.

19 **COPRÉSIDENT RENÉ DUSSAULT:** Est-ce que  
20 les gens doivent s'inscrire à la maîtrise comme telle ou  
21 est-ce qu'on peut faire ce bloc-là sans nécessairement  
22 faire tout le programme de maîtrise?

23 **FERNAND OUELLET:** C'est possible de

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 s'inscrire comme étudiant libre à certaines activités.

2 **COPRÉSIDENT RENÉ DUSSAULT:** Au fond ma  
3 question est un peu la suivante. Je comprends sur  
4 Montréal, mais ça c'est le volet pluri-ethnique, mais je  
5 pense, et vous le faites bien ressortir, il y a une grande  
6 distinction entre les communautés culturelles d'une part  
7 et les Autochtones, les premiers habitants du pays.

8 Ce que j'essaie de voir c'est jusqu'à  
9 quel point à ce moment-ci votre programme rejoint des  
10 personnes qui sont en situation d'enseignement dans les  
11 communautés autochtones ou dans des commissions scolaires  
12 ou des établissements d'enseignement comme les CÉGEPs,  
13 qui accueillent une clientèle autochtone importante.

14 **JOSÉ LOPEZ ARELLANO, Maître de**  
15 **conférences, Université de Sherbrooke:** Un élément qui  
16 probablement pourrait clarifier cette situation c'est que  
17 le programme s'adresse à des personnes qui sont sur le  
18 marché du travail. Une bonne partie de notre clientèle  
19 ce sont des professeurs qui présentement travaillent avec  
20 des groupes.

21 Il y a aussi le fait qu'on nos formules  
22 d'éducation à distance. Cela veut dire que la personne  
23 intéressée peut faire sa maîtrise toute seule, d'une façon

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 indépendante, ou bien en utilisant la méthodologie de M<sup>me</sup>  
2 Cohen de former des groupes d'étude utilisant la  
3 méthodologie de la coopération pour approfondir certains  
4 de ces aspects.

5 Nous favorisons énormément la formation  
6 de ces groupes d'étude car ça permet une réflexion un peu  
7 plus approfondie.

8 **COPRÉSIDENT RENÉ DUSSAULT:** Je repose  
9 ma question sur la clientèle du programme.

10 Quelle est la proportion des gens qui  
11 y sont inscrits qui travaillent avec les Autochtones?

12 **FERNAND OUELLET:** C'est encore très  
13 jeune mais le fait que ce soit au deuxième cycle...

14 **COPRÉSIDENT RENÉ DUSSAULT:** C'est un  
15 frein. C'est restreignant.

16 **FERNAND OUELLET:** C'est un frein, oui.  
17 Et on en est bien conscient. On pense qu'éventuellement  
18 quand on aura bien rodé nos instruments qu'il faudra ouvrir  
19 un premier cycle. C'est surtout un frein à la  
20 participation d'Autochtones.

21 On aimerait avoir beaucoup plus  
22 d'Autochtones qui participent au travail avec nous Il  
23 y en a quelques-uns mais il n'y en a pas suffisamment.

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1                   Même chez les enseignants  
2 non-Autochtones, quoiqu'en général il y a un équivalent  
3 d'un premier cycle universitaire quand ils...mais avant  
4 de les intéresser à cette formule-là et à la coopération  
5 comme telle ça va être assez long parce qu'il y a des  
6 résistances. Même si en principe ça paraît attrayant de  
7 pouvoir sortir de l'isolement, ça force à changer notre  
8 façon d'enseigner, ceux qui ont déjà enseigné, et ceux  
9 qui n'ont pas enseigné, ils ne peuvent pas se lancer  
10 là-dedans tout seuls.

11                   Il faut qu'il y ait un support parce que  
12 c'est exigeant comme préparation de réussir à faire une  
13 coopération qui ne soit pas une approche coopérative parce  
14 que c'est la mode ou parce que c'est par philosophie.  
15 Pour que ce soit une technique éducative efficace ça a  
16 beaucoup de conditions sur lesquelles M<sup>me</sup> Cohen insiste  
17 beaucoup. Ça ne peut pas se réaliser uniquement par bonne  
18 volonté.

19                   **COPRÉSIDENT RENÉ DUSSAULT:** Alors c'est  
20 pour ça que c'est la question de base, au fond. On va  
21 pouvoir rejoindre combien de personnes qui travaillent  
22 activement dans les communautés et qui sont en contact  
23 avec les communautés.



le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1                   Encore une fois, c'est un programme à  
2 temps partiel et qui permet aussi à distance, mais ça prend  
3 malgré tout une forte motivation pour s'inscrire à un  
4 programme de maîtrise de niveau de deuxième cycle et un  
5 contexte aussi pour faire le processus de coopération sur  
6 place.

7                   Dans le fond c'est une question  
8 informative. Je comprends que vous êtes sorti de la  
9 clandestinité, pour utiliser vos mots, en 1991.

10                   Actuellement est-ce qu'il y a des gens  
11 qui sont inscrits au programme qui travaillent activement  
12 avec les Autochtones?

13                   **FERNAND OUELLET:**   Oui, il y en a. Il  
14 y un directeur d'école de La Romaine qui m'a invité à aller  
15 essayer de convaincre ses enseignants au printemps  
16 dernier. C'est là que je me suis rendu compte que c'était  
17 difficile à implanter. Il allait falloir du temps et de  
18 la persuasion.

19                   C'est difficile de mettre en marche la  
20 roue de la loi, pour employer l'expression de Bouddha au  
21 Jardin des gazelles, à savoir...une fois que ça aura fait  
22 ses preuves dans un milieu donné, après ça ça va donner  
23 un encouragement à s'essayer. C'est de commencer qui est

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 la difficulté.

2                                   Moi, ce qui m'encourage en tout cas c'est  
3 que j'ai réussi en ayant aucune expérience dans le domaine,  
4 simplement à partir de l'attrait théorique de la chose,  
5 à convaincre quelques collègues, quelques enseignantes  
6 inscrites dans une école de Montréal d'expérimenter cette  
7 approche-là, j'en parle un peu dans mon mémoire, et  
8 l'impact que ça a eu sur leur place et leur école est très  
9 surprenant sur la réussite qu'ils ont faite, des réussites  
10 avec quelques élèves de bas statut qui étaient condamnés  
11 par le système.

12                                   C'est ce qui a été énormément gratifiant  
13 pour elles, de sentir qu'avec ces techniques-là on peut  
14 arriver à faire des choses pour des élèves qui n'auraient  
15 aucune chance autrement.

16                                   **COPRÉSIDENT RENÉ DUSSAULT:** Je  
17 comprends qu'il y a une certaine portée universelle à la  
18 démarche pluri-ethnique, si vous voulez, mais au fond la  
19 question que j'aimerais vous poser c'est jusqu'à quel point  
20 dans la conception même du programme la réalité autochtone  
21 a été prise en cause.

22                                   En d'autres termes, ce que les  
23 Autochtones ont à l'esprit, sachant qu'ils sont les

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 premiers habitants en Amérique du Nord, et caetera. Il  
2 y a une réalité qui est différente de la personne qui a  
3 émigré.

4 Est-ce que cette distinction-là est  
5 faite et, si oui, vous y êtes arrivé comment avec...quel  
6 genre de consultations avez-vous faites auprès des  
7 Autochtones?

8 **FERNAND OUELLET:** J'ai travaillé avec  
9 Léonard Paul à Betsiamit (PH), avec qui j'ai  
10 eu des projets concrets.

11 D'abord il y a deux volets. Je n'ai  
12 peut-être pas suffisamment clarifié. On vise deux cibles.  
13 La première cible, c'est sensibiliser l'ensemble des  
14 enseignants. On pense former un certain nombre de  
15 multiplicateurs.

16 D'abord, je suis convaincu que c'est  
17 difficile à comprendre. Ça fait un bout de temps que vous  
18 faites le tour de la question. La complexité de cette  
19 question dans ses aspects juridiques, politiques,  
20 historiques, ça suppose un processus de connaissances dont  
21 José pourra vous entretenir.

22 On a développé des cours qui distinguent  
23 très nettement la question autochtone où il y a un projet

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 national de la question des immigrants qui sont appelés  
2 à s'intégrer dans une société pluri-ethnique. On ne peut  
3 pas avoir la même approche avec un immigrant et avec un  
4 autochtone, parce qu'on est en face d'un projet national  
5 alors que l'autre c'est un projet qui devrait être un projet  
6 d'intégration pluraliste dans une société démocratique,  
7 un pluralisme démocratique.

8                   Pour ce qui est de la question  
9 autochtone, ça suppose qu'on fasse une série de préalable  
10 qui n'existe pas, et que ça s'adresse à l'ensemble de nos  
11 enseignants. On s'est dit qu'une formation  
12 interculturelle qui ne prépare pas à avoir des opinions  
13 éclairées sur la question autochtone est une formation  
14 inadéquate.

15                   Par ailleurs, une formation tout court  
16 qui ne prépare pas à aborder les défis particuliers que  
17 pose la question du pluralisme dans nos sociétés  
18 d'aujourd'hui est une formation inadéquate aussi.

19                   Dans ce sens-là c'est pour ça que notre  
20 programme est un programme particulier dans le sens que  
21 c'est un programme visant explicitement la formation  
22 interculturelle. D'autres universités, et je pense  
23 qu'elles ont raison, insistent sur la nécessité de diffuser

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 dans l'ensemble de la formation des maîtres  
2 une..."permeate", comme on dit en anglais, une  
3 sensibilisation à ces nouveaux défis auxquels on n'a pas  
4 été préparé parce que c'est nouveau pour les sociétés.

5 De vivre à la coexistence en tension de  
6 plusieurs communautés culturelles dans un même espace  
7 social pose des défis qui supposent un minimum de formation  
8 en sciences sociales pour être capable de savoir comment  
9 les aborder sans créer plus de mal que de bien, parce qu'on  
10 est pris dans une série d'idéologies qui se contredisent  
11 et qui sont conflictuelles, dont certaines conduisent à  
12 certaines idéologies très généreuses de pluralisme  
13 culturel, de respect intégral des cultures, et conduisent  
14 à des impasses, et que les théoriciens ont bien mentionné.

15 Peut-être que José pourrait compléter.

16 **JOSÉ LOPEZ ARELLANO:** Je voudrais  
17 focaliser la notion de compétences professionnelles pour  
18 clarifier et démontrer la potentielle richesse qu'il y  
19 a à notre programme.

20 Normalement le professeur, quand il  
21 s'engage dans son travail, il a déjà une série de  
22 compétences mais il fait appel régulièrement à son sens  
23 commun pour organiser sa classe, pour gérer sa classe.

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 Le sens commun va primer à peu près tous nos jugements  
2 et nos relations immédiates.

3                   Ce sens commun, on doit le dépasser.  
4 On doit acquérir les compétences professionnelles comme  
5 un technicien pour piloter un avion doit acquérir des  
6 compétences, sauf que dans les relations sociales on  
7 suppose que les compétences sont innées, qu'on les a parce  
8 qu'on est un être humain et on ne doit pas aller plus loin  
9 que ça.

10                   Michel Pagé trouve une différence  
11 intéressante entre les compétences pour devenir un homme  
12 et les compétences pour devenir un citoyen. C'est  
13 essentiel de comprendre la construction du citoyen dans  
14 notre société car c'est là où on peut identifier les enjeux  
15 principaux, les enjeux les plus importants qui confrontent  
16 notre société, c'est-à-dire quel type de citoyens on veut  
17 créer. Pour cela il nous faut des ressources  
18 professionnelles car on ne peut pas les faire à partir  
19 de la bonne volonté et du sens commun.

20                   Je ne sais pas si ça peut vous permettre  
21 de comprendre le potentiel que nous avons développé dans  
22 notre maîtrise.

23                   **COPRÉSIDENT RENÉ DUSSAULT:** C'est

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 certainement utile.

2                   Une question que j'ai est de savoir,  
3 comme l'accent est mis sur la coopération, faire travailler  
4 de façon égalitaire les gens de tous les niveaux social,  
5 est-ce que c'est une exigence d'admission à ce programme  
6 spécifique de maîtrise que d'avoir une expérience sur le  
7 terrain avec les gens, ou est-ce qu'on peut joindre la  
8 maîtrise indistinctement venant d'un bac comme un jeune  
9 étudiant dans la ligne de complétion des études.

10                   Est-ce que les deux courants ont accès  
11 à la maîtrise un peu comme du côté de la maîtrise en  
12 administration, où on demande une expérience de vécu avant  
13 de faire la maîtrise parce que ça semble appeler une  
14 certaine expérience parce qu'autrement ça peut être  
15 passablement théorique lorsqu'on n'a jamais eu à vivre  
16 dans le concret en situation d'enseignement coopératif  
17 du genre de celui dont vous parlez.

18                   **JOSÉ LOPEZ ARELLANO:** Le gros de notre  
19 clientèle est déjà sur le marché du travail et il ressent  
20 le besoin d'aller chercher ce type de qualifications.  
21 Donc c'est là où nous concentrons nos efforts.

22                   Évidemment il y a des personnes qui  
23 seraient intéressées parce que les nations autochtones

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 éveillent un certain romantisme et attirent beaucoup  
2 de personnes. Mais nous nous concentrons sur les  
3 personnes qui ressentent le besoin d'une formation un peu  
4 plus poussée.

5 **FERNAND OUELLET:** C'est pas seulement  
6 la question de la coopération. C'est la question des défis  
7 du pluralisme ethnoculturel.

8 En général c'est mieux perçu par des gens  
9 qui ont une certaine maturité, une expérience de la  
10 complexité de la mise en oeuvre des interventions dans  
11 les institutions.

12 Notre programme est un programme qui ne  
13 promet pas des résultats pour demain mais s'attaque à  
14 quelque chose de gros, à savoir comment faire changer des  
15 institutions qui sont, comme vous le savez, des choses  
16 qui ne changent pas facilement, de manière à ce qu'elles  
17 soient mieux adaptées aux conditions nouvelles de notre  
18 société qui a changé un peu trop vite pour la façon dont  
19 les institutions changent.

20 Notre programme fournit un cadre qui ne  
21 dit pas comment changer, mais nous aide  
22 à comprendre comment ça se passe, à prendre un recul qui  
23 fournit des outils pour analyser qu'est-ce qui se passe.



le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 Et c'est ça qui est intéressant pour celui qui dirige  
2 le programme parce qu'on s'instruit énormément. C'est  
3 la complexité. On a besoin d'une approche  
4 multidisciplinaire où chaque discipline apporte un  
5 éclairage sur ces questions-là.

6 Comment il faut utiliser ça? On n'est  
7 pas prescriptif. On ne dit pas comment le faire, parce  
8 que chacun doit l'inventer dans son projet d'intervention.

9 Dans l'institution, dans la place où il occupe on lui  
10 dit: Si tu es dans une salle de classe, il y a quelque  
11 chose que tu contrôles, c'est ce qui se passe dans ta salle  
12 de classe. Et là-dessus t'as une compétence que d'autres  
13 ont pas. Comment tu fais pour incarner ces principes?

14 Vous avez remarqué qu'il y a un volet  
15 théorique assez important à notre programme. Il est  
16 important parce qu'il s'intéresse à... Il y a beaucoup  
17 de citoyens, même s'ils n'ont pas appris dans les  
18 institutions, il y a une réflexion sur ces questions-là  
19 qui devient un peu...on les rencontre à tout coup, avec  
20 un minimum d'intérêt pour comprendre ce qui se passe dans  
21 notre société. On a besoin d'un certain nombre d'outils  
22 conceptuels pour les comprendre.

23 **COPRÉSIDENT RENÉ DUSSAULT:** Je

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 comprends qu'il y a une préoccupation de pointe comme vous  
2 avez mentionné tout à l'heure, monsieur Arellano. Ça  
3 s'adresse aux gens qui veulent pousser un peu plus loin  
4 sur le plan scientifique, mais je ne peux pas faire  
5 autrement que de vous poser la question, et je pense que  
6 d'un groupe ou d'un centre de réflexion autour d'une  
7 question aussi importante que celle-là dans un contexte  
8 académique mais dans un contexte aussi se répercutant plus  
9 largement sur la société, en parallèle est-ce que vous  
10 avez des réflexions sur l'éducation du public de façon  
11 plus large.

12 Évidemment on est confronté avec la  
13 réalité. Je pense qu'on a eu le bénéfice, et certainement  
14 les membres non-Autochtones de la Commission ont eu le  
15 bénéfice d'avoir un cours accéléré de communication  
16 interculturelle, de réalités interculturelles, et souvent  
17 on se dit on est privilégié, le public. C'est une question  
18 d'accès.

19 En d'autres termes est-ce qu'on peut  
20 s'attendre un peu à un produit qui pourrait être davantage  
21 populaire, accessible, en termes de réflexion parce que  
22 c'est un problème de société qui nous confronte tous et  
23 de façon immédiate.

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1                   Autour de la réflexion qui se fait dans  
2 l'optique que vous avez décrite et que je comprends bien,  
3 est-ce qu'il y a un intérêt du côté des gens qui s'activent  
4 autour de programmes de maîtrise sur une notion plus  
5 élargie et peut-être plus immédiate d'améliorer la  
6 compréhension sociale sur le plan non seulement  
7 pluri-ethnique mais interculturel avec les Autochtones  
8 en particulier, au Québec, dans le contexte québécois en  
9 particulier?

10                   **FERNAND OUELLET:** L'intérêt est  
11 sûrement là mais est-ce qu'on peut pas prétendre qu'on  
12 peut tout faire en même temps? On est une petite équipe.  
13 Il faut quand même être réaliste dans nos capacités.

14                   Ce qu'on essaie de faire, et on a des  
15 publications, sur la question autochtone nos intérêts sont  
16 encore jeunes donc on a peu de publications. Ce que  
17 j'espère qu'on pourra se trouver c'est un laboratoire pour  
18 expérimenter ces approches.

19                   Un élément de notre programme de  
20 formation c'est d'organiser des contacts entre les  
21 étudiants qui suivent nos cours avec des membres des  
22 communautés autochtones qui ont des intérêts dans des  
23 domaines similaires. Au cours de l'été prochain on va

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 appel à la coopération.

2                   Parmi nos 40 participants il y en a qui  
3 ont des contacts déjà dans les communautés, qui viennent  
4 des communautés, qui vont nous aider à renforcer les  
5 échanges et les contacts et à faire des choses qui se  
6 feraient à créer un contexte naturel pour que ces échanges  
7 se fassent sur une base égalitaire. C'est un des aspects  
8 qu'on trouve bien important, qu'on aboutisse à une  
9 collaboration dans des échanges où on ne va pas étudier  
10 les Autochtones, parce qu'il y a une résistance naturelle  
11 à ça, mais de travailler ensemble.

12                   Je pense qu'il va falloir trouver des  
13 façons de travailler ensemble qui vont être à l'avantage  
14 à la fois des Autochtones et de ceux qui auront la chance  
15 d'entrer en contact avec eux dans ces contextes-là où c'est  
16 toujours très agréable quand c'est bien présenté.

17                   Pour ce qui est de l'aspect plus  
18 spécifique de votre question, en tant qu'universitaires  
19 on a un rôle important je pense d'essayer de faire avancer  
20 les connaissances sur ces questions-là et là-dessus on  
21 est encore jeune.           Un des mes rêves, et José le partage  
22 et il est prêt à m'aider à essayer de le réaliser,  
23 actuellement il y a trois communautés francophones sur

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 la côte nord, où j'ai des contacts avec la direction des  
2 écoles, qui seraient en principe intéressées à  
3 expérimenter l'approche coopérative, en dehors même de  
4 l'inscription au programme.

5 On espère pouvoir mettre sur pied une  
6 expérimentation avec ces enseignants-là, et on pense  
7 qu'ils vont sortir quelque chose d'intéressant à partir  
8 de là. Après la publication du livre de M<sup>me</sup> Cohen au début  
9 de janvier, la traduction est un outil qui va être  
10 intéressant. C'est un livre assez attrayant. Il nous  
11 montre comment faire.

12 **COPRÉSIDENT RENÉ DUSSAULT:** Je pense  
13 qu'on pourrait poursuivre le sujet intarissable d'une  
14 certaine façon. On pourrait poursuivre longtemps.

15 Je ne peux pas faire autrement quand même  
16 que de vous inciter à réfléchir à l'idée de la vulgarisation  
17 autour du thème. C'est nécessaire que le public plus large  
18 suive, donc qui permet d'aller plus loin sur le plan  
19 scientifique.

20 Le besoin est très grand, et vous le  
21 savez. Essentiellement on discute beaucoup depuis deux  
22 semaines à Montréal du rapprochement entre Autochtones  
23 et non-Autochtones, mais il y a compréhension.

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1                   Partout où on peut voir une échappée de  
2 lumière il y a la possibilité de contribuer à ça, c'est  
3 un plus, je pense, pour l'ensemble de la société.

4                   **FERNAND OUELLET:** Peut-être que pour  
5 avoir une piste pour aller dans le sens de ce que vous  
6 dites, c'est d'essayer de faire un effort spécial pour  
7 intéresser des gens venant des milieux des médias et  
8 d'éducation populaire à participer à notre programme, et  
9 eux c'est leur charisme de faire l'éducation populaire  
10 mais on pourrait avoir cette formation qui leur permettrait  
11 de la faire autour de cette question dont il ne faut pas  
12 sous-estimer la complexité. On ne peut pas s'improviser  
13 vulgarisateur de la question autochtone dans quelques  
14 semaines ou quelques mois. Il faut prendre le temps de  
15 faire le tour de la question. José a monté des dossiers  
16 dont les cours sont décrits là-dedans. Ça fait une  
17 documentation ça d'épais, et c'est très sélectif.

18                   **JOSÉ LOPEZ ARELLANO:** Probablement,  
19 mais un exemple qui pourrait nous permettre de voir  
20 qu'effectivement il y a des gens où une certaine  
21 divulgation...les étudiants qui présentement suivent la  
22 maîtrise, la plupart travaillent, sont des professeurs.

23

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 Un des étudiants a fait un petit projet.  
2 C'est simplement essayer de sonder la perception que ces  
3 étudiants avaient des questions autochtones, et d'essayer  
4 de voir les alternatives pour leur montrer une perception  
5 un peu différente.

6 Elle a pris comme exemple la crise d'Oka  
7 pour essayer de voir quel était l'impact de cette  
8 perception. C'est intéressant parce que ça l'a amenée  
9 à développer dans la plupart de ses interventions, ça veut  
10 dire d'une façon constante, de provoquer une réflexion chez  
11 les étudiants, et c'est des enfants de 10 ans, sur la  
12 perception qu'ils ont construite, d'aller chercher de  
13 l'information, mais surtout de la formation pour  
14 modifier...

15 Je pense que c'est la façon d'aller  
16 chercher le public, c'est-à-dire qu'on va chercher le  
17 public pas par les médias exclusivement mais par les  
18 contacts institutionnels, et il y en a surtout au niveau  
19 scolaire.

20 Je vois une alternative et je ne sais  
21 pas si...évidemment à long terme si on a agrandi notre  
22 clientèle on pourrait avoir un peu plus de répercussions,  
23 mais pour l'instant le programme est jeune et il nous faut

le 29 novembre 1993

Commission royale sur  
les peuples autochtones

1 encore aller chercher plus de recrues.

2 **COPRÉSIDENT RENÉ DUSSAULT:** Je vous  
3 remercie.

4 En terminant je voudrais dire que vous  
5 avez certainement suscité notre intérêt à lire le livre  
6 de M<sup>me</sup> Cohen, en anglais ou en français.

7 Je voudrais vous remercier d'être venus  
8 partager avec nous votre démarche. Je vous souhaite bon  
9 succès. Si vous avez des choses additionnelles dans la  
10 prochaine année, n'hésitez pas à nous contacter, par écrit  
11 ou autrement. Merci. Bonne chance.

12 La Commission suspend ses audiences  
13 publiques pour la journée. Nous allons reprendre demain  
14 à 9 h 00 avec la présentation de la Fédération québécoise  
15 de la faune.

16 Ce sera suivi de la présentation d'un  
17 mémoire par l'Union des municipalités du Québec.

18 Il y aura également une présentation par  
19 le Juge Jean-Charles Coutu de la Cour du Québec, qui a  
20 été juge itinérant dans le Nord depuis près de 20 ans et  
21 qui préside le comité sur la justice autochtone dans le  
22 nord du Québec.

23 Aussi nous aurons dans l'après-midi



